

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE L'INSAISSABILITÉ

ET DE

L'INCESSIBILITÉ

DES TRAITEMENTS, APPONTEMENTS ET SALAIRES

PAR

ÉMILE BRILLIÉ

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

ATTACHÉ AU PARQUET DE LA SEINE

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le *Lundi 15 Juin 1896*, à 8 heures.

Président : M. LYON-CAEN, professeur.

Suffragants } MM. GARSONNET, professeur.
JAY, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS & DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1896

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR LE-DUC

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE L'INSAISSABILITÉ

ET DE

L'INCESSIBILITÉ

DES TRAITEMENTS, APPOINTEMENTS ET SALAIRES

PAR

ÉMILE BRILLIE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

ATTACHÉ AU PARQUET DE LA SEINE

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS



THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le *Lundi 15 Juin 1896, à 8 heures.*

Président : M. LYON-CAEN, professeur.

Suffragants { *MM. GARSONNET, professeur.*
JAY, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS & DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1896



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

D'après les art. 2092 et 2093, C. civ., tous les biens présents et à venir meubles et immeubles, corporels et incorporels du débiteur, sont le gage commun de ses créanciers; ceux-ci ont le droit, à l'aide des voies d'exécution forcée, de faire vendre ces biens à leur profit, pour s'en partager ensuite le prix.

Mais cette règle n'est pas absolue, et dans certaines circonstances, inspiré par des considérations diverses, le législateur a dérogé au droit commun des art. 2092 et 2093 et déclaré des biens insaisissables d'une façon absolue, ou relative. Ainsi :

1° Il y a des droits qui sont insaisissables de leur nature même; exemples : le droit d'usage, le droit d'habitation, le droit de jouissance légale des père et mère sur les biens de leurs enfants mineurs de dix-huit ans, le droit du mari sur les biens de sa femme provenant de certains régimes matrimoniaux.

C'est qu'en effet, ces droits résultent d'une qualité essentiellement personnelle; pour pouvoir les exercer, il faut être revêtu de cette qualité de père ou de mari par exemple.

Pour la même raison, ces droits sont incessibles.

2° Les objets mentionnés dans l'art. 592, C. proc. civ.,

ne peuvent pas être saisis; tels sont : dans tous les cas, le coucher nécessaire des saisis; ceux de leurs enfants vivant avec eux, les habits dont les saisis sont vêtus et couverts; sauf exception, les livres relatifs à la profession du saisi jusqu'à la somme de 300 francs à son choix; les outils des artisans nécessaires à leurs occupations personnelles.

Ici, le législateur a été guidé par des sentiments d'humanité, il n'a pas voulu que le débiteur fût dépouillé des meubles qui sont essentiels à sa subsistance et à son entretien.

De même, les art. 581 et 582, C. proc., édictent, en principe, l'insaisissabilité de certaines sommes ou pensions pour aliments, à raison précisément de leur caractère alimentaire.

3° Le cautionnement des officiers ministériels ne peut être saisi que pour faits de charge, pendant tout le temps que l'officier ministériel reste en fonctions; c'est qu'en effet ce cautionnement a été établi pour garantir les particuliers contre le préjudice résultant des fautes commises par ces officiers ministériels, dans l'exercice de leurs fonctions, et dès lors, il est nécessaire qu'il soit affecté au paiement de ces dettes spéciales ⁽¹⁾.

4° L'art. 215, C. comm., déclare, qu'en principe, un navire prêt à faire voile n'est pas saisissable.

Cette mesure a été édictée dans l'intérêt général du commerce et de la marine marchande; il importe que l'engagement des matelots ne soit pas rompu au dernier moment, et que les marchandises des chargeurs ne soient

(1) Loi du 25 vent. an XI, art. 33; loi du 25 niv. an XIII et du 16 vent. an XIII.

pas arrêtées à cause des dettes contractées par le propriétaire du navire.

5° Dans certains cas, le législateur a posé le principe de l'insaisissabilité dans l'intérêt supérieur de l'État.

a. Aux termes de la loi du 8 nivôse an VI, art. 4 : « Il ne sera plus reçu à l'avenir d'opposition sur le tiers conservé de la dette publique inscrite ou à inscrire ».

Puis l'art. 7 de la loi du 22 flor. an VII ajoute : « Il ne sera plus reçu, à l'avenir, d'opposition au paiement des arrérages dus pour rentes perpétuelles, viagères, et pensions, à l'exception de celle qui serait formée par le propriétaire de l'inscription ou du brevet de pension ».

On voit que les rentes sur l'État ne sont pas susceptibles d'opposition.

Mais les textes précités veulent-ils dire, en outre, que les rentes sur l'État sont mises complètement en dehors du gage des créanciers, que ceux-ci ne peuvent pas se faire attribuer les rentes appartenant à leur débiteur, même si une opposition n'est pas nécessaire? Il y a controverse sur ce point.

La solution de cette question dépend des motifs dont le législateur s'est inspiré.

Les partisans de la négative prétendent que le législateur n'a eu pour but que de faciliter les opérations de la comptabilité publique en interdisant simplement la saisie-arrêt entre les mains de l'État, débiteur des rentes ⁽¹⁾.

Mais nous pensons, avec les partisans de l'affirmative, que le véritable motif qui a guidé le législateur, c'est le

(1) En ce sens : Cour Paris, D. 86.2.233 ; Trib. Bordeaux, D. 88.3.55 ; Cass. civ. et req. D. 94.1.497.

désir d'attirer les preneurs de rente dont la confiance était ébranlée, de restaurer le crédit de l'État.

Les travaux préparatoires sont d'ailleurs en ce sens, et indiquent très nettement que ce n'est pas seulement la saisie-arrêt qui est interdite, mais encore tout acte d'appropriation de la part des créanciers. Le rapport de Vernier au conseil des Cinq-cents ne laisse aucun doute à cet égard.

« Il convenait, dit Vernier, de priver les créanciers, pour l'avenir, de toute espèce de droit, saisie ou opposition, soit sur le capital, soit sur les arrérages. Les créanciers, prévenus et instruits qu'ils n'auront pas à compter sur cette ressource pour le paiement et la sûreté de leurs créances, régleront à l'avenir leurs transactions en conséquence et se ménageront d'autres sûretés moins sujettes à tromper leur attente. »

De plus, le principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'État a été rappelé par des lois récentes : loi du 11 janvier 1878, art. 3 ; lois du 27 avril 1883 et du 17 janvier 1894.

Juridiquement, on doit donc conclure que les rentes sur l'État sont en dehors du gage général des créanciers, bien qu'on ne puisse que déplorer cette solution au point de vue de l'équité ⁽¹⁾.

b. Le décret du 26 pluviôse an II, art. 2, défend aux créanciers ordinaires des entrepreneurs de travaux pour le compte de l'État de pratiquer des saisies-arrêts sur les sommes dues par l'État à ces entrepreneurs, tant que les

(1) En ce sens : Rennes et Paris, D. 90.2.61 ; Paris, D. 91.2.19 ; Angers, D. 93.2.111 ; Aubry et Rau, *Cours de dr. civil*, 4^e éd., t. VIII, p. 777 ; Lyon-Caen et Renault, *Précis de dr. comm.*, t. II, n° 2672 ; Glasson, note, D. 94.1.497.

travaux ne sont pas entièrement et définitivement reçus. De cette manière, l'exécution de ces travaux publics n'est pas entravée, car les sommes qui y sont affectées resteront disponibles.

Mais, d'après l'art. 3 du même décret, les ouvriers, employés, fournisseurs ayant concouru aux ouvrages, peuvent faire opposition sur les fonds destinés à l'entrepreneur ; loin de nuire à l'exécution des travaux, cette mesure la facilitera. La loi du 25 juillet 1891 a étendu les dispositions de ce décret à tous les travaux ayant le caractère de travaux publics ⁽¹⁾.

c. Enfin la loi du 21 ventôse an IX, dans le but d'assurer le fonctionnement régulier des services publics par la rémunération constante de ceux qui en sont chargés, a déclaré insaisissables, dans une certaine proportion, les traitements des fonctionnaires publics et employés civils.

Les arrêtés des consuls du 18 nivôse an XI et du 15 germinal an XII ont établi, pour les mêmes motifs, l'insaisissabilité des traitements des ministres du culte catholique et du culte protestant.

La loi des 8 et 10 juillet 1791, art. 65 et le décret du 19 pluviôse an III, inspirés par les mêmes raisons, ont restreint la saisissabilité de la solde des militaires et des marins.

Quant à ceux qui travaillent pour le compte d'établissements particuliers, la saisissabilité de leurs appointements

(1) On reconnaît unanimement aujourd'hui que ce caractère appartient non seulement aux travaux nationaux et départementaux, mais aussi aux travaux communaux et à ceux des établissements publics, toutes les fois qu'ils sont entrepris dans un but d'utilité publique. Ducrocq, *Cours de dr. administr.*, t. I, § 315, p. 288.

ou salaires n'a été réglée, législativement, que par la loi du 12 janvier 1895.

En résumé, l'insaisissabilité est édictée par la loi, tantôt en raison de la nature des droits eux-mêmes, tantôt dans un intérêt supérieur comme celui de l'État, ou du commerce maritime, tantôt pour protéger les débiteurs, dont les ressources sont modiques, contre l'excessive rigueur de leurs créanciers.

L'insaisissabilité est une mesure grave, car elle porte atteinte au droit légitime du créancier de se faire payer avec les biens de son débiteur, et, par conséquent, au crédit du débiteur lui-même; aussi ne doit-on l'admettre, en législation, que pour des raisons impérieuses.

Parmi les divers cas d'insaisissabilité que nous venons de passer en revue, il nous a paru intéressant d'étudier le bénéfice d'insaisissabilité dont jouissent les traitements, appointements et salaires, et plus spécialement les motifs et l'étendue de ce bénéfice, en laissant de côté les questions de pure procédure.

Jusqu'à la loi du 12 janvier 1895, les traitements des fonctionnaires publics, des ministres du culte et des officiers de l'armée de terre et de l'armée de mer, étaient seuls protégés par la loi contre les poursuites trop rigoureuses.

Quant aux salaires et appointements des ouvriers et employés dans les établissements particuliers, la jurisprudence les déclarait généralement insaisissables pour une certaine partie en s'appuyant sur l'art. 1244, C. civ., sur l'art. 581, C. proc. civ., et principalement sur des considérations d'humanité.

Cette réglementation jurisprudentielle était forcément

variable et arbitraire, et, par suite, la protection accordée aux ouvriers et employés était insuffisante.

Aussi, le législateur de 1895, inspiré par une pensée de véritable démocratie, a voulu protéger plus efficacement les petits et les humbles; il a pensé qu'il était à la fois humain et juste de réserver au travailleur une partie de son gain, et d'empêcher que le salaire, indispensable aux besoins de la famille, ne fût détourné de sa destination naturelle.

La loi du 12 janvier 1895 déclare donc partiellement insaisissables les salaires de tous les ouvriers et gens de service, et les appointements des employés qui ne gagnent pas plus de 2.000 francs par an.

Le caractère social de cette loi nouvelle est facile à apercevoir; c'est une loi essentiellement démocratique et humanitaire, car elle ne s'occupe que des salaires et petits traitements; elle ne veut accorder sa protection qu'aux travailleurs modestes, et abandonne les salariés de condition supérieure aux incertitudes de l'ancienne jurisprudence.

On peut dire que cette loi a complété le § 6 de l'art. 592, C. proc. civ., aux termes duquel « les outils des artisans, nécessaires à leurs occupations personnelles, sont insaisissables ».

En effet, laisser à l'ouvrier ses outils pour qu'il puisse gagner sa vie, et permettre ensuite à ses créanciers de le dépouiller complètement de ses salaires, n'est-ce pas là une protection bien dérisoire?

La loi de 1895 a eu également pour but de simplifier la procédure de la saisie-arrêt des salaires et petits trai-

tements, afin de réduire les frais (art. 6 à 18) qui, autrefois, étaient hors de proportion avec les sommes saisies.

Nous étudierons spécialement cette loi, en négligeant les dispositions qui sont relatives uniquement à la procédure.

Pour traiter d'une manière complète le sujet que nous avons choisi, il est indispensable qu'à côté de l'insaisissabilité des traitements, appointements et salaires, nous parlions de l'incessibilité de ces rémunérations.

En effet, l'incessibilité a, avec l'insaisissabilité, des rapports que nous serons amené à examiner ⁽¹⁾; en outre, ces mesures exceptionnelles présentent toutes deux le même danger : elles entravent la circulation des biens, et portent, par suite, une grave atteinte au crédit.

En dehors des droits qui sont incessibles en raison de leur nature, comme le droit d'usage ⁽²⁾ et le droit d'habitation ⁽³⁾, de ceux dont la cession est interdite par la loi pour cause d'immoralité, comme le droit éventuel d'un héritier présomptif à la succession d'une personne encore vivante ⁽⁴⁾, l'incessibilité d'un droit, de même que l'insaisissabilité, est souvent établie dans le but de protéger le titulaire du droit : telle est l'inaliénabilité des immeubles de la femme dotale ⁽⁵⁾.

Particulièrement, en ce qui concerne les traitements, appointements et salaires, la loi du 12 janvier 1895 a

(1) Voir ch. II, sect. II, § 4, p. 73.

(2) Art. 631, C. civ.

(3) Art. 636, C. civ.

(4) Art. 1600, C. civ.

(5) Art. 1554 et s., C. civ.

déclaré partiellement incessibles les rémunérations dont elle s'occupe, afin de protéger le salarié même contre sa propre faiblesse, et d'éviter qu'il ne devienne la proie des usu-riers.

Quant aux traitements et appointements dont la cessi-bilité n'est pas réglée par un texte, comme les traitements des fonctionnaires publics et employés civils soumis à la loi de ventôse an IX, nous verrons s'il y a lieu d'admettre pour eux la garantie de l'incessibilité ⁽¹⁾.

Nous diviserons l'étude de notre sujet en quatre cha-pitres :

1° Règles communes à tous les traitements incessibles et insaisissables;

2° Des traitements des fonctionnaires et employés pu-blics, civils et militaires;

3° Des appointements des employés particuliers et des salaires des ouvriers;

4° Droit international.

Chemin faisant, nous rapprocherons les dispositions de la loi française de celles des législations étrangères rela-tives au sujet qui nous occupe.

(1) Voir ch. II, sect. II, § 4, p. 73.

CHAPITRE I

Règles communes à tous les traitements incessibles et insaisissables

SECTION I

DÉFINITION ET MONTANT DES TRAITEMENTS INCESSIBLES ET INSAISSISSABLES

Qu'est-ce qu'un traitement, des appointements, des salaires, quelle créance faut-il comprendre sous ces divers noms pour savoir si elle est frappée d'une certaine insaisissabilité, ou d'une certaine incessibilité, d'après la loi ou simplement d'après la jurisprudence?

Les rémunérations que reçoivent les personnes qui sont attachées à une administration ou à un établissement public ou particulier quelconque portent, dans le langage ordinaire, des noms différents, suivant la nature des services que rend le rétribué, ou la situation sociale qu'il occupe. Ainsi, la rétribution accordée aux fonctionnaires publics s'appelle un traitement; celle des employés et commis prend le nom d'appointements; celle des domestiques et serviteurs se nomme gages, et celle qui est allouée aux ouvriers porte le nom de salaires.

Mais, quels que soient les noms particuliers pris par ces

rémunérations, elles constituent, en droit, des créances absolument semblables, de même nature, de même structure juridique, car, toutes, elles ont leur source dans un même contrat, passé entre le rétribué et celui qui profite de ses services : un contrat de louage de services.

Il importe donc peu, en droit, de prendre indifféremment les unes pour les autres ces expressions de « traitements, appointements, salaires, » et c'est ce que nous ferons quelquefois, pour la commodité du langage, dans le cours de nos explications.

Remarquons, d'ailleurs, que ces rémunérations sont généralement payées au bénéficiaire d'une façon périodique, au moins quand il s'agit de traitements ou d'appointements.

Ainsi, on voit se dégager trois éléments constitutifs des traitements, appointements et salaires :

1° Il faut que la rémunération, payée par celui auquel les services sont rendus, résulte d'un contrat de louage de services ;

2° Il faut que le rétribué soit, vis-à-vis de celui qui le paie, dans un certain état de dépendance, qu'il soit attaché à son service ou placé sous sa surveillance ;

3° La rémunération dont il s'agit doit être payée périodiquement.

De ces trois éléments, le premier seul est essentiel ; les deux autres se rencontrent presque toujours, surtout quand il s'agit de fonctionnaires ou d'employés ; mais, s'il est question d'ouvriers, ces deux derniers éléments peuvent faire défaut ; c'est ainsi que certains ouvriers en chambre (ouvriers tailleurs, cordonniers, etc.), payés à la pièce, peuvent travailler à la fois pour plusieurs patrons, sans

être sous la surveillance d'aucun d'eux ; ils sont rétribués en raison du travail qu'ils font, c'est-à-dire non périodiquement.

Ceci posé, passons en revue diverses catégories d'émoluments, et voyons s'il y a lieu de les considérer comme des appointements, et, par suite, de les déclarer incessibles ou insaisissables, en vertu de la loi ou de la jurisprudence.

1) — Remarquons, tout d'abord, qu'il n'y a pas lieu de tenir compte du mode de calcul d'une rémunération ; lorsqu'une rémunération, soit fixe, soit variable, réunit les caractères que nous venons d'énumérer, elle constitue des appointements.

Ainsi, le matelot, qu'il soit engagé au mois, au voyage, ou au profit espéré, reçoit, dans tous les cas, un véritable traitement.

L'ouvrier qui travaille à la pièce, et celui qui est payé à raison de tant par jour ou de tant par mois, sont tous deux titulaires d'appointements.

Le journaliste payé à la ligne, et celui qui touche, pour chacun de ses articles, des honoraires de rédaction fixes, reçoivent l'un et l'autre un traitement.

Les primes ou sursalaires qui sont calculés, soit d'après la quantité des produits fabriqués dans la journée, soit d'après l'économie réalisée sur les matières premières, font partie des salaires et comptent pour le calcul de la quotité saisissable.

Telle est, par exemple, l'économie de charbon que réalise le chauffeur d'une machine à vapeur pour un travail déterminé à effectuer.

De même les feux, dus aux acteurs, qui sont payés jour par jour, et n'ont rien de fixe, font partie des appointements, bien qu'ils s'acquièrent différemment ⁽¹⁾.

2) — Doit-on comprendre dans le montant du salaire ou des appointements, la nourriture que le patron donne à son ouvrier ou à son commis?

Il semble que oui, parce qu'en somme, un patron qui nourrit son commis lui donne moins d'appointements; la nourriture est une rémunération en nature, au lieu d'être une rémunération en espèces. Quelquefois même, le patron donne le choix à son ouvrier entre un certain salaire, sans la nourriture, et un autre salaire plus faible avec la nourriture : dans ce cas, il n'y aura pas de difficulté à évaluer en argent la nourriture; dans les autres cas, ce sera au juge à faire cette évaluation.

La loi autrichienne du 29 avril 1873 ⁽²⁾, « concernant les mesures conservatoires et d'exécution sur les rémunérations des ouvrages ou services professionnels » prévoit cette hypothèse dans son art. 4 qui est ainsi conçu : « la présente loi est applicable sans distinction, soit que la rémunération consiste en une somme d'argent, soit qu'elle consiste en une autre sorte d'avantages (loyer, nourriture, etc.)... » .

3) — Les indemnités, les gratifications peuvent-elles être saisies-arrêtées dans la même proportion que les traitements?

L'instruction du ministre des finances, du 11 décembre 1879, art. 107 dit :

« Les indemnités, gratifications et autres allocations

(1) Trib. Seine, 27 mars 1828, *Gaz. des Trib.* du 28; Lacan et Paulmier, nos 216 et 219, *Législation des théâtres*.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, 1873, p. 242.

accordées par le Gouvernement aux fonctionnaires ou employés salariés par lui, sont considérées comme des accessoires des appointements fixes, et sont susceptibles comme eux d'être grevées d'opposition. L'indemnité est alors cumulée avec ce traitement, et c'est sur la somme produite par ce cumul qu'il y a lieu d'opérer la retenue prescrite par la loi ⁽¹⁾. »

1° Pour les gratifications, l'opinion de l'instruction du 11 décembre 1879 est difficile à soutenir.

Qu'est-ce en effet qu'une gratification? C'est une somme d'argent qu'une administration ou un particulier remet à son employé à titre purement gracieux, pour le récompenser de son zèle et de son dévouement; mais l'employé n'y a aucun droit, il peut recevoir une gratification une année et n'en pas recevoir l'année suivante; le patron n'est pas débiteur de cette gratification qui ne dépend que de son bon plaisir; en conséquence, l'employé n'a pas de créance contre son patron, au sujet de cette gratification, et la saisie-arrêt est impossible.

2° Pour les indemnités, il faut distinguer :

a) — S'il s'agit d'indemnités de logement, de nourriture, etc., nous pensons qu'elles sont saisissables dans la même proportion que le traitement; elles sont, en quelque sorte, un supplément du traitement; elles ont d'ailleurs tous les caractères de ce dernier, car elles sont dues, comme lui, par le patron, de par le contrat de louage de services, et elles sont périodiques.

(1) En ce sens une décision ministérielle du 4 août 1825, après avis du contentieux des finances, décide que, pour les membres de l'Institut, les oppositions frappent également les traitements fixes et les jetons de présence.

M. Emion dit ⁽¹⁾ : « Une telle indemnité n'est pas la rémunération du travail accompli, c'est en quelque sorte le remboursement du loyer payé par l'employé. Si l'administration logeait elle-même son employé, on ne pourrait pas, bien évidemment, compter la valeur du logement fourni dans le chiffre des appointements. On ne le peut pas davantage, si, au lieu d'un logement qu'il ne paie pas, l'employé reçoit une allocation pour le paiement de son loyer. » Donc une telle indemnité devrait être saisissable pour la totalité puisqu'elle ne fait pas partie du traitement.

Mais ceux qui raisonnent ainsi oublient à quel titre l'employé reçoit cette indemnité de logement, ou bien à quel titre il est logé; c'est évidemment à titre rémunératoire de ses services; par conséquent, s'il reçoit une indemnité, cette indemnité fait partie de son traitement et ne peut être saisie-arrêtée que dans la même proportion; si l'employé est logé par son patron, ce sera au juge d'évaluer en argent la valeur du loyer et on ajoutera la somme ainsi obtenue au traitement pour faire le calcul de la quotité saisissable.

La loi XXXI de la session du Reichsrath autrichien de 1875-1876 qui déclare insaisissables, en totalité ou pour partie, les traitements de certaines personnes qu'elle énumère, dit que les sommes dues à titre d'indemnité de logement ne peuvent être saisies que pour dettes de loyers; c'est là déclarer l'insaisissabilité de cette indemnité de logement vis-à-vis de certains créanciers seulement. La loi en question suppose qu'une telle indemnité n'est donnée à

(1) Emion, *Commentaire pratique de la loi du 12 janvier 1895*, p. 91, n° 15.

l'employé que pour payer son loyer; cette conception n'est pas tout à fait exacte car, lorsque l'État ou une administration donne une semblable indemnité à l'un de ses employés, celui-ci est bien libre d'en faire l'usage qu'il lui plaît; il peut consacrer à son appartement une somme inférieure ou supérieure à celle qui lui est allouée.

Nous estimons donc plus logique de considérer l'indemnité dont il s'agit comme faisant partie du traitement de l'employé.

b. Supposons maintenant que l'employé reçoive une indemnité pour des dépenses qu'il a faites dans l'intérêt de son patron; il touche, par exemple, tant par jour pour frais de voyage ou de déplacements (frais de route alloués à un commis-voyageur).

Ici, ce n'est plus en rémunération de ses services que l'employé touche cette somme, mais comme indemnité de ce qu'il a déboursé pour son patron. C'est donc une créance quelconque que l'employé a, dans ce cas, contre son patron, et par suite cette créance en indemnité peut être saisie-arrêtée pour la totalité.

En est-il de même pour les indemnités que certains fonctionnaires publics reçoivent à des titres divers, par exemple pour frais de représentation? Nous ne le pensons pas, et nous croyons que ces indemnités sont complètement insaisissables.

En effet, une telle indemnité ne peut pas être considérée comme faisant partie du traitement, car elle n'est pas due à raison des services rendus par le fonctionnaire : celui-ci la reçoit pour l'employer à un usage déterminé que comporte sa situation; il ne doit pas profiter de cette somme d'argent, il est seulement chargé de la dépenser; dès lors

si on pouvait saisir-arrêter, même pour partie, une telle indemnité, le but que se propose l'État ne serait pas rempli. Cette indemnité doit donc être complètement insaisissable.

On doit décider de même pour d'autres allocations que certains fonctionnaires reçoivent également, non en rémunération de leur travail, mais dans l'intérêt du service public auquel ils sont attachés. Ainsi sont complètement insaisissables :

1° Les sommes allouées aux directeurs de contributions directes à titre de frais de bureau, et pour la confection des matrices cadastrales ⁽¹⁾.

2° Les sommes allouées aux contrôleurs des contributions directes à titre de frais de tournées et pour leur concours aux mutations cadastrales ⁽²⁾.

3° Les sommes allouées aux inspecteurs généraux, aux recteurs et inspecteurs d'académie et autres fonctionnaires, pour frais de tournées ou missions ⁽³⁾.

4° Les sommes allouées aux agents consulaires pour frais d'établissement ⁽⁴⁾.

5° Les sommes ordonnancées mensuellement au profit des conducteurs et piqueurs des Ponts et chaussées pour frais de déplacement et de découcher ⁽⁵⁾.

6° Les sommes allouées aux agents des bâtiments civils et aux géomètres, en Algérie, pour indemnités de déplacements et de tournées.

(1) Décision minist. 22 janv. 1838.

(2) Décision minist., 19 oct. 1839.

(3) Instr. minist., 1845, art. 114.

(4) Décision minist., 29 sept. 1849.

(5) Règlement 16 sept. 1843 sur la compt. du minist. des Travaux publics, p. 116.

7° Les sommes allouées à titre de frais de tournées aux conservateurs, inspecteurs et sous-inspecteurs des Forêts (1).

8° Les sommes ordonnancées au nom des commissaires de police à titre de frais de bureau ou de tournées (2).

9° Les sommes ordonnancées, au profit des médecins coloniaux en Algérie, pour remboursement du prix de médicaments à distribuer gratuitement aux indigents, en exécution des arrêtés ministériels des 21 janvier et 5 décembre 1853 (3).

10° Les allocations ordonnancées au nom des directeurs de fermes-écoles pour les indemnités de frais de nourriture, blanchissage, médicaments, etc., laissés à leur charge, et celles pour couvrir les frais d'entretien du trousseau des élèves (4).

11° Les sommes allouées aux nourrices par l'administration des hospices pour la nourriture des enfants trouvés, ces sommes étant destinées moins au traitement des nourrices qu'à l'allaitement des enfants.

4) — Au lieu de gratifications données à l'employé, supposons au contraire des retenues opérées sur ses appointements pour des causes diverses : retenues pour amendes, accidents, maladies, caisse de retraites, etc.

Comment faut-il tenir compte de ces retenues pour calculer la quotité saisissable ou cessible?

S'il s'agit d'amendes, il faut pour le calcul de la quotité

(1) Décision minist., 21 févr. 1853.

(2) Lettre minist., 2 mars 1855.

(3) Décision minist. fin., 9 mai 1855.

(4) Décis., 3 juin 1851.

saisissable, considérer les appointements que reçoit réellement l'employé; il y a donc lieu de déduire ces amendes.

Mais les retenues pour assurer l'employé contre les accidents, les maladies, et pour la caisse des retraites, sont, à la différence des retenues pour amendes, faites dans l'intérêt exclusif de cet employé; il est donc juste de compter ces sommes dans le quantum des appointements pour le calcul de la quotité saisissable, et de ne pas faire de déduction.

De même la retenue opérée pour cause de congé ne doit pas être déduite, car l'employé était libre de prendre ou non ce congé. Il ne doit pas, par son fait, porter atteinte aux droits de ses créanciers.

Le règlement de comptabilité du ministère de l'Intérieur, art. 131, donne ces solutions pour les fonctionnaires publics et employés civils, soumis à la loi de ventôse an IX.

5) — Les bénéfices qu'un employé ou un ouvrier retire d'un travail supplémentaire peuvent-ils être considérés comme un supplément d'appointements et être saisis-arrêtés dans la même proportion que ces appointements?

Il y a bien ici louage de services, lorsque l'employé a accompli ce travail supplémentaire; mais la rémunération ainsi obtenue n'est pas périodique, et par conséquent n'est pas un traitement. Cependant si cette rémunération est peu importante par rapport aux appointements, on peut la considérer comme un accessoire de ceux-ci, et lui appliquer au point de vue de la saisie-arrêt, les mêmes règles, en vertu de l'adage « *accessorium sequitur principale* ».

Si donc un créancier de l'employé pratique une saisie-arrêt, après l'accomplissement, par cet employé, de travaux supplémentaires, la quotité saisissable sera calculée sur la

somme totale due par le patron à son employé, tant à titre d'appointements qu'à titre de rétribution pour travail supplémentaire.

Mais le créancier ne peut pas faire opposition sur des sommes que touchera son débiteur pour des travaux supplémentaires à effectuer.

En effet, jusqu'à l'accomplissement des travaux, l'employé n'a aucune créance, même en germe, contre son patron, car il n'existe entre eux aucun lien; l'employé est libre d'exécuter ou non ces travaux supplémentaires, comme le patron est libre de les lui confier⁽¹⁾.

6) — Un émolument éventuel attribué à un employé ne saurait être assimilé à des appointements. Il a été jugé, par exemple, que l'allocation accordée à un employé régleur des pompes funèbres et proportionnée au nombre et à l'importance des services funèbres, ne constitue pas un traitement⁽²⁾.

La raison de cette solution, c'est qu'à une telle rémunération il manque un des caractères du traitement : la périodicité.

7) — Il n'en est plus de même s'il s'agit d'une rétribution variable, par exemple proportionnelle aux bénéfices de la maison, mais qui est payable à intervalles périodiques. Telle est la rémunération de l'intéressé dans une maison de commerce. Cette rémunération doit être considérée comme un traitement; en effet, si l'employé n'avait pas de part dans les bénéfices, il recevrait des appointements fixes plus élevés; cette part de bénéfices est donc bien la rémunération de son

(1) Voir la section suivante.

(2) Ord. de référé du Président du trib. Seine, 28 nov. 1889, D. 92.2.359.

travail, et d'ailleurs il la touche périodiquement, généralement tous les ans après l'inventaire.

Nous sommes donc bien en présence d'une rétribution qui réunit tous les caractères du traitement; mais alors, en supposant que les appointements fixes de cet intéressé soient inférieurs à 2.000 francs, on ne saura qu'après l'inventaire si le traitement total dépasse ou non 2.000 francs par an, et par conséquent, on ne connaîtra pas immédiatement la quotité saisissable. Le créancier du commis intéressé devra donc attendre la fin de l'inventaire pour pratiquer sa saisie-arrêt, mais il pourra immédiatement faire une opposition entre les mains du patron, quitte, après l'inventaire, à poursuivre la procédure devant la juridiction compétente qui fixera, s'il y a lieu, la quotité saisissable.

8) — Nous avons vu que l'existence d'un contrat de louage de services est nécessaire pour qu'on se trouve en présence d'un traitement.

a) — Ainsi, supposons qu'un journaliste reçoive des émoluments pour des articles fournis au jour le jour, en dehors de tout contrat obligeant cet écrivain à apporter ses articles au journal et le journal à les recevoir.

Il faut distinguer deux hypothèses :

1° Si le créancier de l'écrivain veut faire opposition entre les mains de la direction, alors que l'écrivain n'a encore rien fait paraître dans le journal, ce créancier verra sa prétention rejetée, car, à ce moment, il n'existe dans le patrimoine du journaliste aucune créance contre la direction, et la saisie-arrêt est sans objet (1).

(1) En ce sens : Cass., Ch. des requêtes, 15 mai 1876, D. 76.1.437; Ch.

2° Si le créancier du journaliste fait une opposition entre les mains de la direction après un certain nombre d'articles parus sous le nom de son débiteur, cette opposition sera recevable, car, ici, il y a un objet pour la saisie-arrêt, la créance du journaliste est née; l'opposition ainsi formée frappera la somme due par la direction au journaliste, jusqu'à concurrence de la totalité. En effet, la créance du journaliste n'est pas une créance d'appointements, puisqu'aucun contrat de louage de services n'a été conclu.

En fait, d'ailleurs, la fréquence et la régularité de la collaboration du journaliste pourront amener le juge à reconnaître l'existence d'un contrat de louage de services tacite, passé entre la direction et le journaliste, et à considérer les émoluments que ce dernier reçoit comme des appointements ⁽¹⁾.

b) — Quelle est la situation du commissionnaire ou du représentant de commerce, c'est-à-dire de celui qui touche une commission pour chaque affaire qu'il conclut, sans recevoir de traitement fixe. Peut-il être considéré comme un employé recevant des appointements?

Assurément non; d'abord la rémunération dont nous parlons résulte plutôt d'un mandat que d'un contrat de louage de services. En outre, la situation du commissionnaire est bien celle d'un commerçant ordinaire, qui court les risques inhérents à sa profession; il n'est indemnisé de ses frais de toutes sortes (déplacements, etc.), et de son travail, que lors-

civile, 25 oct. 1890, D. 91.1.475; Trib. Seine, 11 janv. 1889, D. 93.2.289; 26 nov. 1892, D. 93.2.289.

(1) Trib. Seine, 8 nov. 1887, D. 93.2.289, note (a).

qu'il arrive à conclure des affaires ; la créance qu'il a contre son commettant au sujet d'affaires terminées n'est donc pas une créance d'appointements, et est saisissable pour la totalité ⁽¹⁾.

Quant aux droits de commission qui pourront être dus dans l'avenir, sur des affaires non encore conclues, ils ne peuvent faire l'objet d'une saisie-arrêt, car la créance du commissionnaire contre son commettant n'existe pas encore ⁽²⁾.

9) — Les produits de la location d'un bureau de tabac, par le titulaire de ce bureau, peuvent être saisis en totalité. En effet, ces produits ne constituent ni des appointements, ni une pension.

D'autre part, si le bureau de tabac lui-même est insaisissable parce qu'il n'est pas dans le commerce, il n'en est pas de même du prix de location de ce bureau : le produit du bureau se trouve transformé en un loyer dérivant d'un contrat de louage passé entre le buraliste et son gérant ; ce loyer peut subir des transformations de la part du titulaire, il peut être donné, cédé, etc. ; il est donc dans le commerce et peut, selon le droit commun, être saisi pour la totalité puisqu'aucune loi n'en restreint la saisie ⁽³⁾.

Cependant le tribunal de Villefranche ⁽⁴⁾ a décidé que le prix de location d'un bureau de tabac est assimilable au

(1) En ce sens : Trib. Seine, 27 janv. 1857, D. 58.3.48 ; Trib. de comm. Seine, 1^{er} mai 1857, D. 58.3.48.

(2) Trib. civil Seine, 29 avr. 1882, D. *Rép.* suppl., *Saisie-arrêt*, n° 77, note.

(3) En ce sens : Cour Douai, 17 janv. 1872, S. 73.2.16 ; Amiens, 27 nov. 1877, D. 78.2.9.

(4) Trib. Villefranche, 27 avr. 1877, D. 79.3.30.

traitement de certains fonctionnaires, tels que les percepteurs, qu'il présente un caractère essentiellement alimentaire, et que, par suite, les tribunaux peuvent réduire l'effet de la saisie-arrêt suivant les circonstances.

Cette assimilation des débitants de tabac aux percepteurs des contributions est discutable. En effet, les débitants de tabac ne reçoivent pas, comme les percepteurs, de l'argent pour le compte de l'État; ils achètent du tabac à l'État et le revendent pour leur propre compte; de plus, les bénéfices des débitants de tabac, consistant uniquement dans la différence entre le prix d'achat et le prix de revente, n'ont pas le caractère d'un traitement ⁽¹⁾, d'une rémunération payée en vertu d'un contrat de louage de services.

Quant à l'argument en faveur de l'insaisissabilité tiré du caractère alimentaire que possède le loyer, il n'est pas non plus à l'abri de toute critique; en admettant que ce loyer ait un caractère alimentaire, ce qui est une pure question de fait, il n'en résulte pas qu'il soit insaisissable; en effet, toute créance qui présente un caractère alimentaire n'est pas, par cela même, insaisissable; l'art. 581, C. proc. civ., qu'on invoque, ne vise que les sommes et pensions données et léguées à titre d'aliments et les provisions alimentaires adjugées par justice.

La jurisprudence de la Cour de cassation, déclarait, il est vrai, même avant la loi du 12 janvier 1893, insaisissables pour partie, les salaires des ouvriers et employés; mais les débitants de tabac ne peuvent pas rentrer dans ces catégories de salariés.

(1) Circulaire de l'Admin. des contrib. indir., 23 juil. 1817.

10) — On sait qu'il y a certains ouvriers dont le principal et quelquefois le seul salaire consiste en pourboires (garçons de café, garçons coiffeurs, etc.).

Ces pourboires peuvent-ils être l'objet d'une saisie-arrêt comme les salaires ordinaires? Nous ne le pensons pas; en effet, où serait le tiers saisi dans une telle saisie-arrêt? Ce ne serait pas le patron, car il ne détient rien; les pourboires, dès qu'ils sont donnés, appartiennent aux garçons. La saisie-arrêt est donc impossible puisqu'il n'y a pas de tiers saisi, et que par suite, il n'y a pas de créance qui puisse faire l'objet d'une saisie.

SECTION II

DES TRAITEMENTS FUTURS

Nous avons, dans la section précédente, donné la définition du traitement; nous avons vu quels émoluments peuvent rentrer dans cette définition, et, par suite, être saisis-arrêtés en vertu des règles spéciales aux traitements.

Examinons, maintenant, à quel moment on pourra pratiquer valablement cette saisie-arrêt.

S'il s'agit d'appointements échus, la saisie-arrêt est certainement possible tant que le débiteur n'a pas touché ce qui lui est dû.

Mais, peut-on saisir-arrêter, par anticipation, des appointements non encore échus?

En ce qui concerne les fonctionnaires publics et employés civils, la loi du 21 ventôse an IX permet une telle saisie-arrêt, car elle autorise la saisie-arrêt des traitements jusqu'à

concurrence d'une certaine somme, et elle ajoute : « Et ce jusqu'à l'entier acquittement des créances » ; ce qui veut dire que, si, après la première retenue, le créancier n'est pas entièrement désintéressé, il pourra, au fur et à mesure des nouvelles échéances d'appointements, exercer de nouvelles retenues jusqu'à complet acquittement de sa créance ; ce créancier peut donc opérer une saisie-arrêt sur des appointements non encore échus.

Quant au décret du 19 pluviôse an III, qui est relatif aux militaires, son texte est moins clair, et on ne peut pas en déduire aussi facilement la même interprétation.

Laissant de côté ces textes spéciaux, demandons-nous, d'une façon générale, si on peut saisir-arrêter des appointements ou salaires qui ne sont pas encore échus.

Cette question rentre dans une plus vaste : Peut-on saisir-arrêter une créance future ?

Deux systèmes ont été proposés.

Premier système. — Les créances futures sont insaisissables ; en effet, elles constituent des biens à venir, qui n'existent pas encore ; ce sont des biens non encore acquis par le débiteur saisi, et ne faisant pas encore partie de son patrimoine ; spécialement, les appointements non échus sont des choses purement éventuelles, qu'il dépend du débiteur d'acquiescer ou non, en accomplissant ou non le travail auquel il s'est engagé ; le débiteur ne peut les aliéner par avance, il ne peut engager les produits de son travail qu'à mesure qu'ils lui sont acquis ; ce n'est donc que sur les salaires échus, exigibles, que peut porter la saisie-arrêt.

D'ailleurs, disent les partisans de ce système, l'intérêt même des créanciers semble exiger que la saisie sur les ap-

pointements futurs ne soit pas admise, car, saisir sur un débiteur malheureux ce qu'il gagnera par son travail, n'est-ce pas lui rendre le travail impossible, et par là détruire le gage de son créancier?

De plus, n'est-ce pas porter directement atteinte à la liberté de la profession, à l'existence même du débiteur? Or ce sont là des choses que le débiteur n'a pu aliéner d'avance.

L'article 557 du Code de procédure civile, ajoute-t-on, vient fortifier ce système, car il ne permet au créancier de saisir-arrêter entre les mains d'un tiers que « les sommes et effets appartenant à son débiteur » ; or, les appointements du débiteur qui ne sont pas échus ne lui appartiennent pas encore.

Mais, pour les arrérages de rentes et de pensions, même les partisans de ce système admettent qu'on peut les saisir-arrêter avant leur échéance, car, disent-ils, ces arrérages, bien que n'étant pas encore échus et par conséquent pas encore exigibles, sont cependant acquis au titulaire de la rente ou de la pension ; ils lui appartiennent dès maintenant ; en effet, ce titulaire est censé avoir fourni d'avance, en travail ou en argent, la valeur de ces arrérages, et il n'a plus rien à faire ou à donner pour qu'ils lui appartiennent.

Deuxième Système. — Les créances futures sont saisissables, car les biens à venir du débiteur sont, comme ses biens présents, le gage de ses créanciers⁽¹⁾.

Les partisans de ce système disent donc que ceux du système précédent méconnaissent et violent l'art. 2092, C. civ.

(1) Art. 2092, C. civ.

Mais, les biens qui n'ont encore aucune existence ne sont évidemment susceptibles d'aucune mesure conservatoire ou d'exécution.

Pour qu'une créance future puisse être saisie-arrêtée, il faut donc qu'elle constitue pour le débiteur un droit éventuel, qu'elle existe au moins en germe dans son patrimoine⁽¹⁾.

Or, il y a des créances futures qui sont dans ce cas ; qui, bien que n'étant pas encore nées, sont cependant acquises en principe à la partie saisie ; il y a donc dès maintenant un droit sur le tiers saisi, au profit du saisi, droit susceptible par conséquent d'être saisi, ou tout au moins d'être l'objet d'une mesure conservatoire. Telles sont par exemple les créances conditionnelles.

Ainsi, il a été jugé⁽²⁾ que l'héritier qui a subi, pour une dette de la succession à la sûreté de laquelle était hypothéqué l'immeuble mis dans son lot, l'expropriation de cet immeuble, a, dès maintenant en principe contre ses cohéritiers, une créance en recours suffisante pour faire l'objet d'une saisie-arrêt. Et cependant cette créance est future, conditionnelle, car elle est subordonnée aux résultats de la procédure d'ordre, qui, seule, fera connaître dans quelle mesure les deniers, provenant de l'adjudication, auront été affectés au paiement de la part incombant, en propre, à chaque héritier, en vertu du principe de la division des dettes successorales⁽³⁾.

(1) Garsonnet, *Cours de procédure*, t. III, § 599 et 600, p. 714 et s.; Cass. civ., 27 nov. 1894, P. fr., I, 493.

(2) Cass. civ., 29 sept. 1890, D. 91.1.475.

(3) Dans le même sens, Besançon, 15 févr. 1888, D. 88.2.285 ; Cass. req., 27 juill. 1880, D. 81.1.117 (argum. implicite).

Les traitements et appointements futurs, qui ne sont pas encore échus, font partie de la même catégorie de créances futures : ils existent en germe dans le patrimoine du débiteur saisi, car, en vertu du contrat de louage de services qui est intervenu entre le saisi et le tiers saisi, le saisi a un droit sur ses appointements futurs, droit éventuel, il est vrai, et subordonné à l'accomplissement du travail auquel il s'est engagé, mais qui n'en existe pas moins en principe ⁽¹⁾.

Donc, les appointements non encore échus peuvent faire l'objet d'une saisie-arrêt.

Mais, s'il intervient entre le tiers saisi et le rétribué une série d'opérations distinctes, résultant d'un même nombre de contrats distincts, et se réglant chacune séparément, il n'y a pas, dans ce cas, de saisie-arrêt possible sur les sommes à échoir dans l'avenir au profit du saisi, car, au moment de la saisie, il n'y a pas de créance, même en germe, dans le patrimoine de ce dernier.

Ainsi, il a été jugé que, si un journaliste apporte des articles à un journal, et reçoit des émoluments sans qu'il ait conclu de contrat avec la direction, il est impossible d'opérer une saisie-arrêt sur ces émoluments non encore échus ⁽²⁾.

De même, on ne peut pas saisir-arrêter les commissions futures que le représentant d'une maison de commerce touchera, s'il conclut des affaires; en effet, la créance du com-

(1) Garsonnet, *Cours de procédure civile*, t. III, § 600.

(2) Trib. Seine, 26 nov. 1892, D. 93.2.289.

missionnaire contre son commettant ne naît qu'après la conclusion de l'affaire ⁽¹⁾.

Il est bon de remarquer que la saisie-arrêt d'une créance future ne peut intervenir que comme mesure conservatoire; c'est tout simplement une défense faite au tiers saisi de payer au saisi, au préjudice du créancier saisissant.

D'après la théorie de la jurisprudence et de la plupart des auteurs, la saisie-arrêt est d'abord une mesure conservatoire qui se transforme, par l'assignation en validité, en voie d'exécution; or, cette assignation en validité ne peut avoir lieu que lorsque la créance future et éventuelle du saisi contre le tiers saisi sera devenue certaine et exigible.

En effet, par l'assignation en validité, le saisissant va conclure non plus seulement à ce qu'on ne paie pas son débiteur, mais à ce qu'on le paie lui-même, et il ne peut, logiquement, être payé, si son débiteur, le saisi, n'a pas droit lui-même à être payé, puisqu'en définitive, c'est la créance du saisi que le saisissant va toucher.

Cependant, pour les appointements futurs, qui sont des créances futures, la loi du 12 janvier 1895 autorise, dans son art. 9, l'assignation en validité avant que les appointements ne soient échus. Cela évite une perte de temps; en outre, le créancier est rarement désintéressé complètement lors de la première échéance des appointements de son débiteur, puisqu'il n'obtient qu'une partie de ces appointements; il lui faut opérer plusieurs retenues suc-

(1) Trib. civ. Seine, 29 avr. 1882; Dall., *Rép.*, supp., *Saisie-arrêt*, n° 77, note.

cessives pour être payé de toute sa créance; le créancier serait donc obligé d'assigner en validité le débiteur saisi après chaque échéance d'appointements, ce qui compliquerait beaucoup la procédure et occasionnerait des frais. Aussi l'art. 12 de la loi de 1895 déclare que « les effets de la saisie-arrêt et les oppositions consignées par le greffier sur le registre spécial subsisteront jusqu'à complète libération du débiteur ».

Ainsi, non seulement la loi du 12 janvier 1895 autorise formellement la saisie-arrêt des appointements futurs, mais encore elle n'organise qu'une seule procédure dont les effets subsistent tant que le créancier n'est pas complètement désintéressé.

En pratique, on procède de même pour les traitements soumis à la loi de ventôse an IX, et d'une manière générale pour tous les appointements.

La saisie-arrêt des appointements futurs est donc permise, et rationnellement il faut qu'il en soit ainsi. Généralement le débiteur saisi touche ses appointements dès qu'ils sont échus; comment alors le créancier saisissant ferait-il pour se faire payer par le saisi, s'il était obligé, pour agir, d'attendre que les appointements de ce dernier fussent exigibles? Il arriverait à la caisse du tiers saisi après son débiteur, et alors il ne pourrait plus se rembourser qu'en pratiquant une saisie-exécution sur les deniers reçus par son débiteur, opération absolument impossible.

Droit comparé. — Cependant, certaines législations étrangères formulent nettement l'opinion contraire, et décident que le créancier ne peut pas saisir-arrêter les appointements de son débiteur avant qu'ils ne soient échus. Ainsi

la loi norvégienne du 29 mars 1890 ⁽¹⁾, dans son art. 1^{er}-4^o s'exprime en ces termes :

« Aucune saisie ou exécution ne pourra avoir lieu, à l'avenir, sur les gages et les salaires des gens de services et ouvriers échus depuis moins de douze semaines. »

De même, la loi autrichienne du 29 avril 1873 ⁽²⁾ dit dans son art. 3.

« En dehors de ces cas prévus par l'art. 2 (c'est-à-dire s'il s'agit de services non de durée) ⁽³⁾ il ne pourra être procédé sur la part de la rémunération fixée par l'art. 1^{er} à aucune mesure conservatoire ou d'exécution.

1°

2° Avant l'expiration du jour de l'échéance suivant la loi, le contrat, ou l'usage. »

On voit que le législateur autrichien défend au créancier même les mesures conservatoires sur les salaires à venir de son débiteur ; cela équivaut à frapper ces salaires d'une insaisissabilité complète, car, la saisie est impossible, après l'échéance, lorsque le débiteur a été payé.

Le législateur autrichien n'ayant pas admis la saisie-arrêt des salaires futurs, même à titre de mesure purement conservatoire, a été inspiré par une idée très juste lorsqu'il a obligé le créancier à attendre, pour agir, l'expiration du jour de l'échéance ; il a craint qu'en autorisant la saisie-arrêt le jour même où les ouvriers se présentent en masse pour toucher leurs salaires, aux caisses du patron, le créancier

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1890, p. 672.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, 1873, p. 242.

(3) Voir pour l'explication de cet expression, chap. III, sect. II, § 1.

ne vînt, lui aussi, avec un huissier pour instrumenter, et qu'il ne s'ensuivît des conflits regrettables.

La jurisprudence française admet l'opposition pratiquée sur les appointements à venir; s'il s'agit de fonctionnaires civils ou de militaires, elle autorise la saisie-arrêt de leur traitement futur dans la mesure permise par les lois de ventôse an IX et de pluviôse an III.

Pour les appointements et salaires à venir des employés et ouvriers au service des particuliers, la jurisprudence française a également admis la validité de la saisie-arrêt, mais avec un tempérament qui a pour fondement l'art. 1244, C. civ.

Cet art. 1244, C. civ., autorise les juges à accorder des délais au débiteur; de là la jurisprudence tire le droit, tout en maintenant les effets de la saisie, jusqu'à la libération complète du débiteur, d'ordonner que le saisissant recevra son paiement, par portions séparées, et à différentes époques, sur les sommes arrêtées, au fur et à mesure de l'échéance de ces sommes ⁽¹⁾.

Avec ce tempérament, le défaut principal de la théorie qui admet la saisie-arrêt des appointements futurs se trouve corrigé : on ne porte plus atteinte à la liberté de la profession ni à l'existence du débiteur, puisqu'une partie, soit même la plus considérable, du gain provenant de son travail futur, lui est réservée. L'intérêt du créancier et celui du débiteur se trouvent ainsi conciliés, puisque, d'une part, le créancier sera payé, et que, d'autre part, le débiteur pourra vivre ainsi que sa famille du produit de son travail.

(1) Voir pour la justification de cette jurisprudence, chap. III, sect. I, p. 103.

SECTION III

DURÉE DU BÉNÉFICE DE L'INSAISSABILITÉ

Les traitements des fonctionnaires publics et employés civils non soumis à la loi de 1895, et ceux des militaires, ne sont insaisissables en totalité ou en partie, suivant les distinctions faites par la loi, que du vivant du titulaire.

Le titulaire venant à décéder, ses créanciers peuvent saisir, pour le tout, les sommes qui seraient dues à la succession à titre de traitement.

En effet, l'art. 3 de l'arrêté du 7 thermidor an X, donne cette solution à propos des pensions, donc, à *fortiori*, cela est juste aussi pour les traitements qui sont moins insaisissables que les pensions.

Cet art. 3 dit « Les créanciers d'un pensionné ne pourront exercer qu'après son décès, et sur le décompte de sa pension, les poursuites et diligences nécessaires pour la conservation de leurs droits. »

Mais, s'il s'agit des appointements des personnes visées par la loi du 12 janvier 1895, en est-il de même?

La solution est ici plus délicate, car l'intention non douteuse du législateur de 1895 a été de réserver au travailleur une partie de ses salaires, pour assurer non seulement son existence, mais aussi celle de sa famille, en sorte qu'on pourrait soutenir que, après la mort du titulaire des appointements, les sommes qui lui sont acquises à ce titre seront frappées d'insaisissabilité, comme de son vivant.

Mais l'insaisissabilité ne peut plus être la même; en effet, tant que son débiteur vivait, le créancier pouvait

espérer être payé en opérant des retenues successives à chaque règlement d'appointements; le débiteur venant à mourir, les retenues disparaissent avec lui.

Le juge pourra d'ailleurs tourner la difficulté en accordant aux enfants, conformément à l'art. 1244, C. civ., des délais pour payer les créanciers du défunt.

Remarquons que la somme ainsi à toucher après décès à titre d'appointements peut être assez importante, si l'on suppose que le rétribué est resté plusieurs mois sans être réglé, son patron ayant fait de mauvaises affaires. On sait d'ailleurs que le rétribué ou ses héritiers ont, en ce cas, beaucoup de chances d'être payés, attendu que le Code de commerce art. 549, modifié par les lois du 4 mars 1889 et du 6 février 1895 établit, en cas de faillite ou de liquidation judiciaire du patron, un privilège, pour le salaire dû aux ouvriers ou commis. Ce privilège, qui porte sur tous les meubles du patron, garantit le salaire acquis pendant les 3 mois ou les 6 mois qui précèdent le jugement déclaratif de faillite, ou de liquidation judiciaire, suivant qu'il s'agit d'ouvriers ou de commis.

Quant aux gens de service, ils ont un privilège de même rang que le précédent, et qui garantit leurs gages relatifs à l'année échue et à l'année courante (art. 2101-4°, C. civ.).

On voit que les salaires sont d'autant plus garantis que les paiements des salariés sont moins fréquents dans la pratique courante.

CHAPITRE II

Des traitements des fonctionnaires et employés publics civils et militaires

SECTION I

HISTORIQUE

Le principe de l'insaisissabilité des traitements se rencontre déjà dans les lois romaines, par exemple dans les textes relatifs à la solde des légionnaires. « *Stipendia retineri propterea, quod condemnatus es, non patietur præses provinciæ, cum rem judicatam possit aliis rationibus exsequi* ⁽¹⁾, » dit une constitution de Justinien.

La glose sur cette loi ajoute qu'on ne peut saisir la solde du soldat, « *ne, stipendiis ablatis, militiam milites deserant et utilitas publica communisque solus privati creditoris unius ergo detrimentum capiat.* »

Ainsi, l'intérêt de la chose publique doit l'emporter sur celui d'un créancier.

Dans notre ancien droit, cette insaisissabilité existait aussi.

(1) Const. 4, Code de Justinien, *De executione rei judicatæ*, VII, 53.

A l'origine, les officiers de justice ne recevaient aucune rémunération ; dès qu'ils reçurent des gages, ces gages furent insaisissables.

« Du temps (dit Loyseau)⁽¹⁾ que les officiers gagés (il s'agit des officiers de judicature), ne prenaient aucun salaire des parties et que les offices ne se vendaient point, on tenait à bon droit que les gages étaient vrais salaires, c'est-à-dire aliments et entretènements, n'étant raisonnable d'en autoriser la saisie, de peur qu'à l'occasion d'icelle le service public demeurast pour avoir l'officier autre moyen de s'entretenir en son exercice ; tout ainsi qu'on pratique encore à présent, qu'on ne peut saisir la solde ou paye du soldat. Qui est la raison qu'en rend Théodore, interprète grec, sur la loi 4, Code, *De executione rei judicatæ*, à savoir que le service public est préférable à la commodité d'un ou de deux créanciers. »

Dès le ^{xiv}^e siècle, les épices furent admises pour indemniser les juges qui ne recevaient que des traitements insuffisants ; c'étaient des rétributions volontaires des parties ; elles devinrent une espèce d'impôt particulier, vu d'un œil défavorable, et qui donna même lieu à des plaintes adressées aux États généraux tenus à Tours en 1483. Ces plaintes restèrent sans effet, car les épices étaient le seul moyen qu'on avait, à cette époque, d'indemniser les juges de leur travail et de la finance qu'ils avaient versée au Trésor ; en effet, la vénalité des offices de judicature et de presque tous les autres offices avait été établie par la royauté à cause des besoins du Trésor royal.

(1) *Des officiers non vénaux*, liv. IV, chap. VIII, p. 389, n° 61.

En 1673, un édit sanctionne encore les épices, provisoirement, jusqu'à ce que les finances royales soient devenues florissantes. Le préambule de cet Édit de 1673 est ainsi conçu : « La justice devant être rendue gratuitement, l'usage des siècles a néanmoins introduit, en faveur des juges, quelque rétribution au delà des gages que nous leur avons accordés, dont nous avons intention de nous charger à l'avenir, lorsque l'état de nos affaires le permettra. »

Ensuite, l'art. 1 de l'Édit porte : « Voulons que par provision, et en attendant que l'état de nos affaires nous puisse permettre d'augmenter les gages des officiers de judicature, pour leur donner moyen de rendre gratuitement la justice à nos sujets, etc. »

Ces textes montrent bien que l'Édit n'était que provisoire ; cependant, la royauté mit longtemps à pourvoir à l'indemnité des juges par des moyens plus en rapport avec la dignité de leurs fonctions.

Ainsi, tout d'abord, les traitements des officiers de judicature étaient presque nuls, car ils avaient été fixés à une époque où les lois étaient peu nombreuses et peu compliquées, et où les affaires contentieuses étaient peu fréquentes. C'est même à raison de l'insuffisance des gages et des épices, étant donné l'importance et la continuité des services que les officiers de judicature rendaient, que ces gages et épices étaient déclarés insaisissables par différents arrêts ; les épices devaient même être payées par provision, nonobstant appel, et jouissaient, comme les dépens, du privilège de la contrainte par corps ; c'est ce que décidait l'art. 44 de l'ordonnance de 1510.

Au contraire, les traitements des comptables tels que

receveurs des finances, trésoriers, etc., pouvaient être saisis par leurs créanciers.

L'ordonnance de juillet 1681, art. 14 du titre commun pour toutes les fermes, ne déclarait insaisissables que les appointements des employés. Ces appointements étaient affectés à leur subsistance et n'étaient dus qu'en raison des services qu'ils rendaient; si donc le créancier avait saisi ces appointements, l'employé, se trouvant sans ressources, aurait cessé ses fonctions, et le créancier aurait perdu tout espoir d'être payé par un débiteur devenu insolvable; de plus, l'interruption du service aurait amené du désordre et causé un préjudice à l'État.

Pour les mêmes raisons, les appointements des militaires ne pouvaient être saisis par leurs créanciers; les ordonnances de 1551, 1567, 1586, défendaient une telle saisie, quelle que fût la cause de la créance.

Mais l'ordonnance de Blois rendait les capitaines responsables des actions ou des violences commises par les soldats de leurs compagnies; ils devaient réparer complètement le préjudice causé aux personnes lésées; Louis XIV, plus désireux encore de maintenir la discipline dans l'armée, disait, dans son ordonnance de 1651, que, si les appointements du capitaine ne suffisaient pas à désintéresser complètement les personnes lésées, tous leurs autres biens pourraient être saisis dans le même but.

C'est que, à cette époque, le système général de la vénalité des offices avait envahi l'armée; les capitaines étaient propriétaires de leur compagnie, et dès lors ils devenaient responsables des excès de leurs soldats que les lois militaires leur donnaient le moyen de prévenir et de réprimer.

Dans l'ancien droit, l'insaisissabilité existait encore pour les gages des officiers de la maison du Roi ⁽¹⁾ et les émoluments des professeurs ⁽²⁾.

De même, la portion congrue assurée au clergé était insaisissable, parce que c'était une somme modique affectée par la loi aux aliments du ministre du culte; cependant Pothier cite un arrêt du Grand conseil du 16 mai 1706, qui avait déclaré que le créancier du ministre pouvait saisir le tiers de la portion congrue.

La vénalité des offices disparut avec la Révolution; la loi du 4 août 1789, art. 7 dit : « La vénalité des offices de judicature et de municipalité est abolie. » Puis la loi du 24 août 1789, art. 2 : « La vénalité des offices de judicature est abolie pour toujours; les juges rendront gratuitement la justice et seront salariés par l'État ».

Dès lors, les épices furent abolies, et la saisissabilité des traitements payés par l'État fut réglée postérieurement par la loi de ventôse an IX.

SECTION II

FONCTIONNAIRES PUBLICS ET EMPLOYÉS CIVILS

§ 1^{er}. Personnes garanties

La loi du 12 août 1791, art. 17, tit. 13, s'occupe seulement des traitements, gratifications et émoluments des préposés de la régie, et elle n'en permet la saisie que pour

(1) Ordonnances et déclarations de 1353, 1567, 1586.

(2) Pothier, *Proc. civ.*, partie IV, chap. II, sect. 3, § 2.

leurs aliments ou logement pendant la dernière année, sauf aux créanciers à se pourvoir, pour toute autre cause, sur les biens desdits préposés.

La loi du 21 ventôse ⁽¹⁾ an IX s'applique, d'une manière générale, à tous les fonctionnaires publics et employés civils ; elle est ainsi conçue : « Les traitements des fonctionnaires publics et employés civils seront saisissables jusqu'à concurrence du $\frac{1}{5}$ sur les premiers 1.000 fr. et toutes les sommes au-dessous, du $\frac{1}{4}$ sur les 5.000 fr. suivants, et du $\frac{1}{3}$ sur la portion excédant 6.000 fr. à quelque somme qu'elle s'élève, et ce jusqu'à l'entier acquittement des créances ».

Ainsi la saisie pratiquée sur des appointements de 8.000 fr. donnerait les résultats suivants :

$\frac{1}{5}$ sur les premiers 1.000	<i>soit</i>	. . .	200	»
$\frac{1}{4}$ sur	—	5.000	— . . .	1.250 »
$\frac{1}{3}$ sur	—	2.000	— . . .	666,66

Au total la portion saisie serait de 2.116 fr. 66.

Voyons les personnes qui sont garanties par la loi de ventôse an IX.

D'abord, qui est fonctionnaire public ?

Cette question est très délicate et a donné lieu à de nombreux systèmes.

1° Un arrêt de la Cour de cassation ⁽²⁾ du 30 oct. 1886 donne la définition suivante du mot fonctionnaire public : ce sont tous les citoyens qui, sous une dénomination quelconque, ont été investis d'un mandat dont l'exécution se lie

(1) 12 mars 1801.

(2) D. 87.1.507.

à un intérêt d'ordre public, et qui, à ce titre, sont soumis à l'autorité du gouvernement.

Cette définition comprend même, les députés, sénateurs et conseillers municipaux.

2° Dans un arrêt du 29 mai⁽¹⁾ 1886, la Cour de cassation déclare qu'il faut entendre par fonctionnaires publics non seulement les citoyens revêtus, à un degré quelconque, d'une portion de la puissance publique, mais encore ceux qui, investis d'un mandat public, soit par une élection, soit par une délégation du pouvoir exécutif, puisent dans ce mandat le droit de concourir à la gestion des affaires de l'État, du département, et de la commune.

3° Un autre système consiste à dire : la fonction publique est tout mandat, conféré par une personne administrative, qui ne donne pas le droit de décision, par conséquent qui ne donne pas le pouvoir de faire des actes d'administration.

Ce système distingue les autorités administratives des fonctionnaires publics ; donc les préfets ne seraient pas des fonctionnaires publics.

En réalité, il est presque impossible de définir, d'une manière satisfaisante et qui s'applique à tous les cas, le mot : fonctionnaire public, car il faut remarquer que la loi n'a pas toujours employé cette expression dans le même sens, et que telle personne, qui doit être réputée fonctionnaire public dans telle disposition, ne doit pas l'être dans telle autre disposition.

Dès lors, toutes les fois qu'on se trouve en présence de l'expression : fonctionnaire public, il faut, pour bien inter-

(1) D. 87.1.238.

prêter la pensée du législateur, rechercher, d'après les circonstances et le but de la loi, à quelles personnes il convient d'appliquer cette expression.

Nous définirons ainsi les fonctionnaires publics et employés civils dont parle la loi de ventôse an IX : ce sont les personnes attachées à un service public dépendant de l'État, du département ou de la commune, et qui reçoivent des deniers publics en rémunération du travail permanent qu'elles fournissent dans l'intérêt de la chose publique.

La loi de ventôse an IX régit aussi les traitements des fonctionnaires et employés payés, non par l'État, mais par des administrations publiques ; exemples :

1° Les traitements des instituteurs ⁽¹⁾ communaux, ceux des employés d'octroi ⁽²⁾.

2° Ceux des percepteurs de contributions et receveurs d'hospices et des communes ⁽³⁾.

Une décision du 18 avril 1831 disait que les remises des percepteurs des contributions directes étaient complètement insaisissables ; mais une circulaire du ministre des finances du 11 août 1847 déclare que la loi de ventôse an IX est applicable aux remises des percepteurs.

3° Ceux des employés civils à la suite des armées ;

4° Ceux des fonctionnaires civils de la marine, des écrivains, des gardiens de port ; une lettre du secrétaire général des finances du 21 juin 1849 décide que les salaires des ouvriers cordiers, ferblantiers, forgerons, manœuvres et

(1) Décision du conseil de l'instruction publique du 9 janv. 1836 et du 20 juin 1835.

(2) Ordonnance, 9 déc. 1814.

(3) Instr. générale, 13 juin 1810.

autres, employés dans les ports de la marine, peuvent être frappés de saisie-arrêt dans la mesure de la loi de ventôse an IX, s'ils sont mensuels ; mais, s'ils sont journaliers, ils sont insaisissables pour la totalité.

Cette décision est basée sur une considération pratique ; il est en effet impossible d'évaluer ce que gagne par an un ouvrier dont le salaire est journalier, à cause des jours de chômage, de maladie, etc. ; par suite, on ne peut appliquer au salaire de cet ouvrier la loi de ventôse an IX.

5° Ceux des cantonniers payés tous les mois ⁽¹⁾.

6° Une ordonnance du 21 mars 1816, art. 23, décide que le traitement des membres de l'Institut tombe sous le coup de la loi de ventôse an IX ; une décision du ministre des finances du 4 août 1825, après avis du contentieux des finances, en décide de même à l'égard des jetons de présence.

Remarquons que ces circulaires et décisions ministérielles n'ont pas force de loi ; ce sont seulement des instructions données aux comptables de deniers publics qui sont chargés de payer les traitements des fonctionnaires, relativement aux oppositions qui peuvent être faites sur ces traitements.

M. Rodière dit : « Les traitements des employés des préfectures, des sous-préfectures et des communes, peuvent être saisis, sans permission du juge, à concurrence de la même quotité que les employés civils de l'État ». Mais, au-dessus de cette quotité, il pense que la saisie ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une permission du juge, et pour la somme qu'il détermine, car il ne faut pas que la rigueur des créan-

(1) Instruction du 27 août 1845.

ciers puisse priver les administrations locales des services de leurs employés.

Nous estimons que les employés de ces administrations sont attachés à un service public; ils rentrent bien dans la définition que nous avons donnée de l'expression « fonctionnaires publics et employés civils », et leurs traitements sont régis par la loi de ventôse an IX, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper d'une permission donnée par le juge.

On considère quelquefois comme employés publics, et comme ayant droit, en conséquence, au bénéfice de l'art. 580 du Code de procédure et de la loi de ventôse an IX :

1° Le médecin d'un hospice qui reçoit des émoluments en cette qualité ⁽¹⁾.

2° L'avocat d'une administration publique qui, en cette qualité, reçoit à titre d'abonnement fixe une somme annuelle déterminée ⁽²⁾.

On ne peut nier que les sommes ainsi payées à ces personnes soient des rémunérations qu'elles touchent périodiquement en vertu du contrat de louage de services qui est intervenu entre elles et l'administration publique.

Il est vrai que certains auteurs considèrent les médecins, les avocats, et tous ceux qui exercent des professions libérales analogues, comme des mandataires et non comme des *conductores operarum*, parce qu'ils ne veulent pas qu'on puisse comparer les services que rendent le médecin et l'avocat à ceux dont le louage d'ouvrage éveille généralement l'idée.

(1) Cour de Lyon, 18 juill. 1861, *Journal de cette cour*, 1862, p. 73.

(2) Cour de Liège, 12 août 1858; de Bruxelles, 25 févr. 1852; *Belgique judiciaire*, t. XII, p. 414.

Cette doctrine est inexacte, car, le mandataire, c'est celui qui représente le mandant, qui agit en son nom, et telle n'est pas la fonction du médecin ou de l'avocat : il agit pour le compte de son client, mais ne le représente pas. Donc le contrat qui intervient entre le médecin ou l'avocat et son client, est bien un contrat de louage de services, bien que ces services soient d'ordre supérieur.

Mais les médecins ou les avocats qui reçoivent ainsi des émoluments fixes d'une administration publique, à titre d'abonnement, ne peuvent pas être considérés comme des employés de cette administration ; en effet, ils ne sont pas attachés à cette administration ; ils sont, il est vrai, payés par un mode spécial de rémunération, mais ils restent libres d'exercer pour qui ils veulent.

Cette rétribution ne constitue donc pas un traitement tel que nous l'avons défini ⁽¹⁾, et, par suite, selon nous, elle est saisissable en totalité.

Indemnité accordée aux sénateurs et aux députés.

Les indemnités accordées aux sénateurs et aux députés, sont-elles saisissables ?

Le décret de l'Assemblée constituante du 1^{er} sept. 1789 décidait que le traitement des représentants serait laissé sous l'empire du droit commun régissant les traitements civils.

Sous la Restauration et la Monarchie de 1830, le traitement des questeurs de la Chambre des députés pouvait être saisi dans les mêmes limites ; les dotations des pairs de

(1) Voir chap. I, section I, page 11.

France pouvaient être saisies jusqu'à concurrence de la moitié.

Le décret des 10 et 16 juillet 1848 de l'Assemblée constituante décidait que l'indemnité des représentants était, par nature, incessible et insaisissable.

La constitution du 4 novembre 1848 était muette sur ce point; mais l'art. 97 de la loi du 15 mars 1849 décidait, en sens contraire du décret des 10 et 16 juillet 1848, que l'indemnité des représentants pouvait être saisie pour la totalité.

Sous le Second empire, les décrets et sénatus-consultes des 25 janvier, 24 octobre, 25 décembre 1852, qui déterminaient les émoluments des membres du Sénat et du Corps législatif, ne parlaient pas de la saisissabilité de ces émoluments.

Pour les dotations des sénateurs du Second empire, cette question était résolue. En effet, la constitution du 14 janvier 1852 déclarait que les fonctions de sénateur étaient gratuites, mais que le Président de la République avait la faculté d'accorder, à ceux qu'il en jugeait dignes, une dotation personnelle de 30.000 francs. Le décret du 24 mars 1852, art. 3, portait que cette dotation était incessible et insaisissable.

Puis, le sénatus-consulte du 25 décembre 1852 modifia la constitution du 14 janvier 1852 : tous les sénateurs eurent droit à une dotation de 30.000 francs; dès lors, cette dotation n'était plus une rétribution facultative pour le chef de l'État, une allocation individuelle et temporaire, une gratification, car elle ne rentrait plus dans les termes de la constitution de janvier 1852.

Cette dotation constituait un véritable traitement, tombant sous l'application de la loi de ventôse an IX au point de vue

de la saisissabilité, car les sénateurs, nommés par l'Empereur (en dehors des cardinaux, maréchaux, amiraux qui étaient sénateurs de droit) et inamovibles, étaient investis d'une véritable fonction publique.

Quant aux députés, sous le Second empire, aucune disposition législative ne disait si l'indemnité qui leur était allouée était saisissable; nous pensons qu'on devait admettre l'affirmative, car, à cette époque comme aujourd'hui d'ailleurs, l'allocation des députés, nommés par le suffrage universel pour 6 ans, n'avait pas le caractère d'un traitement, nous le démontrerons dans un instant.

Aujourd'hui, la question de la saisissabilité de l'indemnité accordée aux sénateurs et aux députés est réglée législativement de la façon suivante :

La loi du 2 août 1875 dit : « Les membres du Sénat reçoivent la même indemnité que ceux de la Chambre des députés ». L'art. 17 de la loi du 30 novembre 1875, dit : « Les députés reçoivent une indemnité; cette indemnité est réglée par les art. 96 et 97 de la loi du 15 mars 1849, et par les dispositions de la loi du 16 février 1872 ».

Enfin, l'art. 97 de la loi du 15 mars 1849, s'exprime en ces termes : « L'indemnité fixée pour les représentants pourra être saisie, même en totalité ».

Ainsi, aujourd'hui, les indemnités des sénateurs et députés sont saisissables pour la totalité, et cette solution est très juste et très conforme aux principes que nous avons exposés.

En effet, à supposer même qu'on puisse considérer les députés et les sénateurs comme des fonctionnaires publics, ce qui est discutable, l'allocation qui leur est accordée n'a

pas les caractères d'un traitement, et, par conséquent, n'est pas justiciable de la loi de nivôse an IX.

Aujourd'hui, les sénateurs et les députés sont nommés par le suffrage restreint ou universel des citoyens; ils représentent leurs électeurs, ce sont des mandataires; mais nulle part on ne trouve trace d'un contrat de louage de services nécessaire pour qu'il y ait un véritable traitement.

De plus, ni la députation, ni le Sénat ne sont des carrières, puisque les députés et les sénateurs ne sont nommés que pour un certain temps; normalement, on n'y entre pas comme dans les fonctions publiques pour se faire une situation et se créer des moyens d'existence. L'allocation accordée à ces représentants a pour but de les indemniser de la perte de temps que leur impose l'accomplissement de fonctions très absorbantes, mais non de les rémunérer de leur travail.

Indemnité allouée aux conseillers municipaux de la ville de Paris.

Un jugement récent ⁽¹⁾ de la première chambre du tribunal civil de la Seine du 25 octobre 1895 décide, avec raison, que l'allocation votée par le conseil municipal de Paris au profit de ses membres est saisissable au même titre que l'indemnité des députés et des sénateurs.

En effet, il n'y a aucune raison de distinguer : pas plus que celle des députés et sénateurs, l'allocation accordée aux conseillers municipaux de Paris n'est un traitement; en outre, ces allocations ont le même but : indemniser les représentants de la perte de temps occasionnée par leur fonction.

Enfin, même en supposant, comme on l'a prétendu, que

(1) Trib. civ. Seine, 25 oct. 1895; J. *Le Droit*, 27 oct. 1895.

les indemnités payées aux conseillers municipaux soient l'exacte représentation des frais de voiture et de poste dépensés par eux à l'occasion de l'exécution de leur mandat, elles n'en seraient pas moins saisissables⁽¹⁾ comme toutes les créances qui n'ont pas été déclarées insaisissables par un texte de loi spécial.

Traitements complètement insaisissables.

Il existe un certain nombre de traitements qui ne peuvent être saisis pour aucune partie, tels sont :

a. Les traitements des ministres du culte.

Un arrêté consulaire du 18 nivôse an XI, décide que les traitements des ministres de la religion catholique sont complètement insaisissables, et un arrêté du 15 germinal an XII adopte la même solution à l'égard des ministres du culte protestant. Quant aux ministres du culte israélite, bien qu'il n'existe pour eux aucune disposition législative semblable, on doit, par identité de motifs, décider que leurs traitements sont complètement insaisissables.

Dans l'ancien droit, les traitements des ecclésiastiques étaient insaisissables, mais les revenus de leurs bénéfices pouvaient être saisis.

Pothier dit⁽²⁾ : « On ne peut saisir-arrêter entre les mains du receveur d'un chapitre ce qui est dû à un chanoine, ni à un pourvu de prébende pour distributions quotidiennes. Pareillement, on ne peut saisir-arrêter le casuel d'un curé, ni les oblations. Les honoraires dus aux ecclésiastiques à cause de leur service actuel et les revenus des titres cléri-

(1) Art. 2092, 2093, C. civ.

(2) Pothier, *Traité de la procédure*, n° 497.

caux sont pareillement insaisissables. Mais les autres revenus des bénéfices sont susceptibles de saisie-arrêt comme les autres biens ; on laisse néanmoins aux évêques et prélats une pension alimentaire sur les revenus de leurs bénéfices qui peut aller jusqu'au 1/5 de ces revenus ».

Ainsi, on pouvait saisir les fruits des dîmes et même la portion congrue de 300 livres d'un curé ou d'un vicaire, mais alors le ministre du culte pouvait demander en justice une pension alimentaire qui était de 200 livres au moins, au dire des anciens auteurs⁽¹⁾.

Aujourd'hui, il est clair, d'après le droit commun, que les revenus personnels des ministres du culte peuvent être saisis comme autrefois ; quant aux bénéfices, ils n'existent plus.

Relativement au casuel, aux oblations et aux revenus des biens des cures et vicariats, M. Dumesnil⁽²⁾ dit :

« Sous l'empire de la législation créée par le Concordat et par les articles organiques du 10 germinal an X, il nous paraît évident que ni le casuel, ni les oblations, ni les revenus ou biens des cures ne sont saisissables pour quelque portion que ce soit.

En effet, le casuel et les oblations font partie, d'après l'art. 36 du décret du 30 décembre 1809, des revenus de la fabrique, et ils ont une destination spéciale déterminée par ce décret. Or, nous avons déjà dit que les revenus et biens des fabriques sont assimilés à ceux des communes, hospices et autres établissements publics, et comme tels, insaisissables.

(1) Arrêt du Grand conseil, 16 mai 1706 ; Brillou, t. V, fol. 272, col. 7 ; Maynard, liv. I, chap. xv.

(2) Législation du Trésor public, § 102.

Le même privilège s'applique aux biens et revenus attachés à la cure ou au vicariat, car, d'après l'art. 8 du décret du 6 novembre 1813 « sont défendues aux titulaires (des cures, vicariats, etc.) et déclarées nulles toutes aliénations, échanges, stipulations d'hypothèques, concessions de servitudes, et, en général, toutes dispositions opérant un changement dans la nature desdits biens, ou une diminution dans leurs produits, à moins que ces actes ne soient par nous autorisés, en la forme accoutumée » (c'est-à-dire aujourd'hui par un décret). Nous ne saurions trop rappeler que le décret du 6 novembre 1813 est toujours en vigueur.

Quant au casuel et aux oblations, cette opinion de M. Dumesnil est difficilement soutenable; en effet, s'il est vrai que le casuel et les oblations font partie des revenus de la fabrique, il faut remarquer que la fabrique n'en profite pas exclusivement. Une certaine portion est attribuée aux ministres du culte ⁽¹⁾.

En somme, le casuel et les oblations se partagent en trois parts :

- 1° la part de la fabrique qui est insaisissable ⁽²⁾;
- 2° la part du curé, des vicaires et autres prêtres;
- 3° la part des chantres et serviteurs de l'église.

Ces deux dernières parts peuvent être saisies par les créanciers de ceux à qui elles reviennent, et elles peuvent être saisies pour la totalité; en effet, ces émoluments ne sont pas des traitements puisqu'ils ne sont pas payés au ministre du culte par l'État, à qui ce ministre a loué ses services, et, par suite, il n'y a pas lieu de leur appliquer l'arrêté du

(1) Art. 5 et art. 69, loi du 18 germinal an X.

(2) Art. 36, décret 30 décembre 1809.

18 nivôse an XI; d'autre part, ces émoluments ne constituent pas, à proprement parler, des revenus de la fabrique, puisque celle-ci n'en profite pas.

Quant aux revenus des cures et vicariats, on peut discuter également l'opinion de M. Dumesnil; en effet, d'après l'art. 8 du décret du 6 novembre 1813, le curé est usufruitier des biens de la cure, et, comme tel, il ne peut les aliéner ni directement par vente, échange, donation, etc., ni indirectement en les engageant par ses dettes; mais les revenus de ces biens sont saisissables, car d'une part, la saisie-arrêt de ces revenus n'est pas interdite par l'art. 6 du décret de 1813, vu qu'elle n'opère aucun changement dans la nature des biens en question; et d'autre part, ces revenus ne constituant pas des traitements pour le ministre du culte, ne sont pas soumis à l'arrêt du 18 nivôse an XI ⁽¹⁾.

b. Les traitements des ambassadeurs, ministres et autres agents diplomatiques, sont également insaisissables pour la totalité ⁽²⁾.

§ 2. Innovations de la loi du 12 janvier 1895

La loi du 12 janvier 1895, art. 1, 2^e alinéa, porte : « Les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires ne sont également saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, lorsqu'ils ne dépassent pas 2.000 francs par an ».

Ainsi, d'après cette loi récente, les traitements annuels des fonctionnaires publics et employés civils qui sont égaux

(1) En ce sens, Roger, *Traité saisie-arrêt*, n° 289.

(2) Avis du Conseil d'État approuvé le 25 novembre 1810.

ou inférieurs à 2.000 francs ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du 1/10 ; pour ces traitements la loi de ventôse an IX est donc abrogée. L'art. 2 de la loi de 1895 ajoute qu'ils ne sont cessibles que jusqu'à concurrence d'un autre dixième ⁽¹⁾.

Que décider pour les traitements supérieurs à 2.000 francs ?

Lors de la discussion de la loi nouvelle, la Chambre des députés avait voté à la fin de l'art. 1^{er} une disposition ainsi conçue : « Au delà de ce chiffre (2.000 francs par an) l'excédant est saisissable pour le tout ».

C'était donc abroger complètement la loi de ventôse an IX.

Mais le Sénat a rejeté cette fin de l'art. 1 sur le rapport de M. Regismanset qui s'exprimait en ces termes : « La commission ne reproduit pas, à la fin de l'art. 1, l'alinéa du projet de la Chambre qui décide qu'au delà de ce chiffre de 2.000 francs l'excédant est saisissable pour le tout. La conséquence (de cette suppression) c'est le retour au droit actuel pour les traitements supérieurs à 2.000 francs, c'est-à-dire l'arbitrage ordinaire des tribunaux pour les employés ou commis ordinaires, et l'application de la loi du 21 ventôse an IX pour les fonctionnaires publics et employés civils visés par cette loi ».

De cette déclaration il résulte donc que, au point de vue de l'insaisissabilité, les traitements des fonctionnaires publics et employés civils se partagent en deux catégories bien distinctes :

(1) Voir pour les questions qui peuvent se poser, pour les fonctionnaires publics et employés civils, au sujet des art. 1, 2, 3, 4, et 5 de la loi du 12 janv. 1895, le commentaire de cette loi. Chap. III, sect. II, p. 110 et suiv.

1° Les traitements annuels de 2.000 francs et au-dessous qui tombent sous l'application de la loi du 12 janvier 1895.

2° Les traitements annuels supérieurs à 2.000 francs qui continuent à être régis par la loi du 21 ventôse an IX.

Ainsi, supposons un fonctionnaire ou employé civil qui a un traitement annuel de 2.500 francs ; la combinaison de la loi de ventôse an IX avec la loi du 12 janvier 1895 n'amènera pas ce résultat que le créancier pourrait saisir $\frac{1}{10}$ sur les deux premiers 1.000 francs, soit 200 francs, et $\frac{1}{4}$ sur les 500 qui restent soit 125, au total 325 francs ; mais ce traitement sera régi seulement par la loi de ventôse an IX, et le créancier pourra saisir le $\frac{1}{5}$ sur les premiers 1.000 francs, soit 200, plus le $\frac{1}{4}$ sur les 1.500 francs qui restent, soit 375 francs, au total 575 francs.

Cas où le fonctionnaire cumule plusieurs traitements.

Si le fonctionnaire cumule plusieurs traitements, la saisie-arrêt devra porter sur l'ensemble de ses traitements ; on établira donc le total de ces traitements, et c'est sur le chiffre ainsi obtenu qu'on fera le calcul de la quotité saisissable.

Supposons un fonctionnaire qui reçoit, d'une part, un traitement de 16.000 francs, et, d'autre part, un traitement de 2.000 francs ; il ne faudrait pas appliquer la loi de l'an IX au traitement de 16.000, et celle du 12 janvier 1895 au traitement de 2.000, car, cette dernière loi, éminemment favorable au débiteur, suppose, sans aucun doute, qu'il ne gagne que 200 francs par an.

En définitive, le fonctionnaire reçoit 18.000 francs par an, et la portion saisissable calculée sur cette somme d'a-

près la loi de ventôse an IX est de 200 francs plus 1.250, plus 4.000, au total, 5.450 francs, au lieu que si on calculait la quotité saisissable sur chaque traitement séparément, la somme totale qui pourrait être saisie annuellement serait $200 + 200 + 1.250 + 3.333 \text{ fr. } 33 = 4.983 \text{ fr. } 33$.

Quel est, au point de vue de la quotité saisissable, l'effet d'une opposition formée avant la loi du 12 janvier 1895 et qui maintenant est visée par cette loi nouvelle ?

En d'autres termes, la loi du 12 janvier 1895 a-t-elle un effet rétroactif au point de vue de la quotité saisissable ? Sur ce sujet, on peut établir deux systèmes.

Premier système. — La loi du 12 janvier 1895 n'a pas d'effet rétroactif, car ce n'est pas une loi d'ordre public ⁽¹⁾.

Alors il faut distinguer :

1° Le créancier a fait une opposition en vertu de la loi de ventôse an IX ; mais, lors de la promulgation de la loi nouvelle, le jugement de validité n'était pas encore intervenu, ou n'était pas encore passé en force de chose jugée.

Dans ce cas, ce sera la loi de 1895 qui régira la quotité saisissable ; en effet, c'est le jugement de validité seulement qui attribue au créancier saisissant les deniers que le tiers saisi doit au saisi ; jusque-là, le créancier n'a aucun droit acquis sur les sommes saisies ; par conséquent, c'est la loi de 1895 qu'il faut appliquer à la quotité saisissable, bien que cette loi n'ait pas d'effet rétroactif, car le principe de la non-rétroactivité des lois a seulement pour but de ne pas porter atteinte à des droits acquis.

(1) En ce sens, Trib. civ. Seine (référés), 2 mars 1895, et Trib. Perpignan, 20 févr. 1895, S. 95.2.220 ; Trib. Lyon, 20 déc. 1895, S. 96.2.52.

2° Le créancier a fait une opposition en vertu de la loi de ventôse an IX, et, lors de la promulgation de la loi nouvelle, le jugement de validité était déjà passé en force de chose jugée.

Dans ce cas, le jugement intervenu a conféré au saisissant un droit acquis; la loi de 1895 n'ayant pas d'effet rétroactif ne s'appliquera pas, et la quotité saisissable sera fixée par la loi de ventôse an IX.

Deuxième système. — La loi du 12 janvier 1895 a un effet rétroactif, parce que, étant d'ordre public, elle échappe, pour cette raison, au principe de la non-rétroactivité des lois; en conséquence, il faut toujours réduire au 1/10 la quotité saisissable du traitement du fonctionnaire ou employé civil sur lequel une saisie-arrêt a été pratiquée avant la loi du 12 janvier 1895, si ce traitement ne dépasse pas 2.000 fr. par an.

Ce deuxième système nous paraît devoir être adopté.

On a contesté que la loi du 12 janvier 1895 eût un effet rétroactif en disant : « C'est une loi d'intérêt général comme la plupart des lois, mais ce n'est pas une loi d'ordre public comme le sont, par exemple, les lois de police et de sûreté ⁽¹⁾ ».

Cependant, il nous semble que la loi de janvier 1895, étant relative à une voie d'exécution forcée, intéresse au plus haut point l'ordre public, et vainement objecterait-on que le créancier, ayant acquis un droit en vertu d'une loi antérieure, ne peut plus en être dépossédé par une loi nouvelle.

MM. Aubry et Rau ⁽²⁾ disent : « Les voies d'exécution

(1) Note Sirey, 1895.2.221.

(2) Aubry et Rau, t. I, § 30, p. 65, *Droit civil*.

établies par la loi ancienne ne peuvent plus, lors même qu'il s'agit de dettes contractées sous l'empire de cette loi, être employées après la promulgation d'une loi nouvelle qui les a abolies. Il en est ainsi notamment de la contrainte par corps ; et, dans le cas même où la contrainte par corps aurait été prononcée par un jugement antérieur à une loi nouvelle qui ne permettrait plus de l'appliquer, ou qui en aurait restreint la durée, le créancier ne pourrait ni en commencer ni en continuer l'exercice, sous l'empire de cette loi, ou ne pourrait le faire que pendant le temps qu'elle a fixé ».

De plus, on peut dire que la loi du 12 janvier 1895, ayant pour but de soustraire à l'action des créanciers la part de traitement jugée indispensable pour les besoins alimentaires du fonctionnaire et de sa famille, a un caractère général et d'ordre public.

Cette doctrine a été adoptée par le tribunal d'Auxerre le 12 juin 1895 ⁽¹⁾ et le 4 mars 1896 ⁽²⁾.

On a dit encore comme troisième argument en faveur de la rétroactivité de la loi de 1895 que c'était une loi interprétative ⁽³⁾.

Mais c'est une erreur de qualifier ainsi la loi de 1895 ; bien loin d'être une loi interprétative, elle modifie profondément le Code civil, le Code de procédure, et les lois antérieures, puisqu'elle change non seulement la quotité saisissable des traitements, mais encore la procédure et même la compétence.

(1) S. 1895.2.221.

(2) *Gaz. des Trib.* du 3 mai 1896.

(3) Voir Cass., 29 août 1865, S. 65.1.433.

L'art. 2 de la loi de 1895 est-il applicable aux cessions consenties avant cette loi?

L'art. 2 de la loi de 1895 est ainsi conçu : « Les salaires, appointements et traitements, visés par l'art. 1^{er}, ne pourront être cédés que jusqu'à concurrence d'un autre dixième ».

Avant la loi de 1895, les fonctionnaires publics et employés civils, régis maintenant par cette loi, pouvaient céder leur traitement jusqu'à concurrence de la quotité saisissable, nous le verrons ⁽¹⁾; si on suppose un traitement de 2.000 francs, la quotité cessible était de 450 francs, maintenant cette quotité cessible n'est plus que de 200 francs.

Supposons que le titulaire de ce traitement ait fait, avant la promulgation de la loi de 1895, une cession de plus de 200 francs; cette cession sera-t-elle réduite en vertu de la loi nouvelle?

Nous pensons qu'à l'inverse de la quotité saisissable la quotité cessible ne sera pas réduite.

En effet, la cession résulte d'une convention, et il est évident qu'une loi nouvelle doit respecter les conventions que les particuliers ont faites avant sa promulgation; sans cela, les conventions deviendraient impossibles à cause de leur instabilité.

Si donc le titulaire d'un traitement de 2.000 francs au moins a, antérieurement à la promulgation de la loi de 1895, consenti une cession de plus de 1/10 de son traitement, cette cession devra être respectée, en admettant que les formalités de l'art. 1690 aient été remplies avant la promulgation de la loi nouvelle.

(1) Voir chap. II, sect. II, § 4.

Mais si ces formalités n'ont été remplies qu'après la promulgation de la loi de 1895, la cession ne portera que sur le 1/10 fixé par cette loi nouvelle, car le transport n'est valable, vis-à-vis des tiers, et particulièrement vis-à-vis du tiers saisi, qu'après l'accomplissement des formalités de l'art. 1690, C. civ.

La circulaire adressée, le 26 janvier 1895, par le chef de service du contentieux aux trésoriers-payeurs généraux, adopte les solutions que nous venons d'exposer, dans son § 2 qui est ainsi conçu :

« Effet des significations faites antérieurement à la nouvelle loi.

La première question qui se pose est celle de savoir l'effet qu'il convient d'attribuer, dorénavant, aux oppositions et transports qui figurent actuellement sur les registres des comptables.

En ce qui concerne les oppositions, cet effet me paraît devoir être réduit à la nouvelle quotité saisissable, soit au 1/10 des salaires et appointements.

Toutefois, il sera opportun d'engager les créanciers saisissants à renouveler leurs oppositions dans la forme tracée au titre II de la loi, afin d'éviter les doubles emplois qui pourraient résulter d'une procédure suivie, devant le tribunal, sur les errements des anciennes oppositions, concurremment avec celle dont la survenance de nouveaux créanciers opposants motiverait l'ouverture à la justice de paix.

Quant aux transports, comme il s'agit de conventions passées valablement, il est douteux que la loi nouvelle puisse avoir pour effet de les modifier, et je pense que vous agirez prudemment en continuant à retenir la totalité de la fraction

de traitement mensuel originairement déléguée, tant que le débiteur ne vous produira pas un acte conventionnel ou judiciaire autorisant la limitation de la retenue au $\frac{1}{10}$ déterminé par l'art. 2 de la loi.

Si, avant la production d'un tel acte, il survient des oppositions, les retenues ne devront pas excéder la quotité déterminée par la loi ancienne, et vous devrez surseoir à tout paiement entre les mains du délégataire, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le partage à faire des retenues entre celui-ci et le créancier opposant par interprétation des art. 1 et 2 de la loi ».

Que décider, au point de vue de la saisissabilité et de la cessibilité, si le traitement, qui était de 2.000 francs au maximum au jour de l'opposition ou de la cession faite en vertu de la loi nouvelle, est porté au-dessus de ce chiffre au cours de l'instance ou avant le complet désintéressement du créancier opposant ou cessionnaire, ou si le traitement, qui était d'abord supérieur à 2.000 francs, vient à être ramené à ce chiffre dans les mêmes délais?

Ici nous supposons l'opposition ou la cession faite après la promulgation de la loi de 1895.

L'art. 12 de cette loi dit : « Les effets de la saisie-arrêt et les oppositions consignées par le greffier sur le registre spécial subsisteront jusqu'à complète libération du débiteur ».

Cet article ne prévoit pas notre question ; il suppose que le traitement reste le même, et il a pour but d'éviter qu'il soit fait plusieurs procédures, si le créancier saisissant n'est pas payé complètement après la première retenue opérée sur le traitement de son débiteur.

a. Prenons d'abord la première hypothèse, celle d'une augmentation de traitement.

A ce sujet, le rapporteur de la loi de 1895 au Sénat disait : « Vous voyez, Messieurs, qu'il s'agit de simples espèces, d'un caractère tout à fait exceptionnel, et que le Sénat, oublieux des principes, ne saurait demander à la commission de résoudre. Nous n'avons ni le droit, ni l'intention de donner à la tribune la solution de toutes les difficultés exceptionnelles qui peuvent se présenter. Je vous déclare, avec l'expérience que j'ai pu acquérir des affaires, que je pourrais longtemps rester à la tribune, si j'essayais d'entrevoir toutes les applications difficiles du texte de la loi pour vous poser des espèces dont je ne trouverais certainement pas toujours la parfaite solution ».

D'autre part, la circulaire du 26 juin 1895 s'exprime en ces termes dans son § 6 :

« Marche à suivre lorsque le traitement, saisi en vertu de la nouvelle loi, sera porté à une somme supérieure à 2.000 francs. »

Une grave question a été soulevée à la séance du Sénat du 27 décembre 1894 : c'est celle de savoir ce qu'il adviendrait au cas où un employé, dont le traitement inférieur à 2.000 francs serait frappé d'opposition, viendrait à bénéficier d'une augmentation portant ce traitement à un taux supérieur à 2.000 francs. Les divers orateurs ont été à peu près unanimes pour déclarer que, dans cette hypothèse, on rentrerait dans le droit commun, c'est-à-dire que l'on recommencerait à appliquer le titre du Code de procédure civile sur la saisie-arrest.

J'incline à penser que la conséquence de cette mesure devrait être d'arrêter immédiatement tout effet des saisies antérieures sur les nouvelles mensualités de traitement à

échoir, et que des retenues ne pourraient être pratiquées sur ces mensualités qu'en vertu d'oppositions faites en conformité du Code de procédure, et pour la quotité déterminée par la loi de ventôse an IX.

Toutefois, dans l'intérêt de votre responsabilité et en attendant que la jurisprudence se soit prononcée sur ce point, je crois que vous agirez prudemment en continuant les retenues et en les limitant à $1/10$, jusqu'à la survenance d'une nouvelle opposition, faite suivant le droit commun, vous autorisant à les maintenir et à en élever le taux, ou jusqu'à la production d'une décision judiciaire vous enjoignant de les cesser ».

Comme on le voit, rien, dans les travaux préparatoires ni dans la circulaire précédente, ne donne la solution de la question.

Il est certain que, si le créancier donne mainlevée de l'opposition qu'il a faite en vertu de la loi de 1895, ce qui est son droit strict, il pourra, ensuite, saisir-arrêter le traitement jusqu'à concurrence de la quotité fixée par la loi de ventôse an IX.

Ainsi, supposons un fonctionnaire qui a un traitement de 1.700 francs; un de ses créanciers fait une opposition en vertu de la loi du 12 janvier 1895 et saisit-arrête la somme de 170 francs par an; puis, le traitement du fonctionnaire se trouvant, par suite d'une augmentation de 500 francs, porté à 2.200 francs, le créancier donne mainlevée de l'opposition qu'il a faite et pratique ensuite une saisie-arrêt conformément à la loi de ventôse an IX; il pourra saisir $200 + 300$ francs, soit en tout 500 francs par an.

Mais cette manière de procéder entraîne des frais inu-

tiles, ceux de la première opposition, qui est abandonnée par le créancier.

Si le créancier ne donne pas mainlevée de son opposition, la retenue devra toujours être du $\frac{1}{10}$ du traitement, parce que c'est à la date de l'exploit introductif d'instance, c'est-à-dire à la date de l'opposition, qu'on doit se reporter pour connaître la loi qu'il faut appliquer à la saisie-arrêt; d'ailleurs, dans le doute, il vaut mieux se montrer favorable au débiteur.

Mais alors, la retenue devra porter sur le montant actuel et non sur le montant ancien du traitement; dans notre espèce elle sera de 220 francs, et le débiteur sera encore favorisé puisque, si le créancier pratiquait une saisie-arrêt en vertu de la loi de ventôse an IX, la retenue annuelle serait de 500 francs.

Dans notre hypothèse d'une augmentation de traitement, le meilleur moyen de sortir de la difficulté tout en évitant les frais d'une nouvelle saisie, serait, pour le débiteur, de faire une délégation de traitement à son créancier de manière à atteindre la quotité saisissable de la loi de ventôse an IX; le créancier recevrait ainsi, par la saisie et la cession cumulées, le maximum de ce qu'il pourrait toucher par an au moyen de retenues, et ne pourrait pas se plaindre.

Ainsi, dans notre exemple, la délégation à consentir, par le débiteur au créancier, serait de 280 francs par an, somme qui, ajoutée aux 220 francs provenant de la saisie, formerait un total de 500 francs par an.

Quant à la cession du $\frac{1}{10}$ consentie par un débiteur dont les appointements annuels deviennent, après la perfec-

tion du contrat de cession, supérieurs à 2.000 francs, il est bien certain qu'elle continuera à être valable; les retenues exercées de ce chef seront les mêmes que précédemment, jusqu'à ce que le cessionnaire se soit fait consentir, par une nouvelle cession, une autre portion des appointements de son débiteur, qui, actuellement, ne sont plus régis par la loi de 1895.

b) — Prenons maintenant l'hypothèse d'une diminution de traitement; celui-ci, qui était de plus de 2.000 francs par an, au jour de l'opposition, est réduit à 2.000 francs, ou moins, avant le complet désintéressement du créancier.

Dans ce cas, nous pensons que, de plein droit, la quotité saisissable devra être réduite au $\frac{1}{10}$ du traitement sans qu'il soit besoin d'aucune formalité; en effet, la loi nouvelle pose un principe d'ordre public, elle ne permet de saisir en aucun cas les traitements de 2.000 francs ou moins pour plus du $\frac{1}{10}$; il faut donc s'y conformer.

Supposons, pour terminer, une délégation de plus de 200 francs par an, consentie postérieurement au 12 janvier 1895 sur un traitement supérieur à 2.000 francs, qui est ensuite réduit à 2.000.

Nous avons vu plus haut que l'art. 2 de la loi nouvelle ne s'applique pas aux cessions consenties avant cette loi; mais, ici, le cas n'est pas le même, car le contrat de cession a été conclu sous l'empire de la loi nouvelle qui défend les cessions de plus du $\frac{1}{10}$ sur les traitements ne dépassant pas 2.000 francs; il faut donc décider que, dans notre hypothèse, la quotité cessible sera réduite, de plein droit, au $\frac{1}{10}$ du traitement.

§ 3. Portée de l'insaisissabilité

La portion saisissable des traitements des fonctionnaires publics et employés civils, régis par la loi de ventôse an IX, est-elle à l'abri de toute saisie?

En Belgique, la Cour de cassation admet l'affirmative, quelle que soit la cause des créances; spécialement, elle a jugé que la femme d'un fonctionnaire séparée de corps ne peut poursuivre, par voie de saisie-arrêt, sur la portion insaisissable du traitement de son mari, le recouvrement de la pension alimentaire qui lui est allouée par la justice; qu'elle ne peut, comme tous les autres créanciers et en concurrence avec eux, exercer ses droits que sur la portion saisissable ⁽¹⁾.

La jurisprudence et les auteurs français sont généralement en sens contraire; ainsi, il a été jugé :

1° Que la saisie-arrêt pratiquée par une femme sur le traitement de son mari, fonctionnaire public, pour assurer le paiement de la pension alimentaire et de la provision *ad litem* qui lui ont été accordées dans une instance en séparation de corps, ne doit pas être restreinte à la portion saisissable du traitement ⁽²⁾.

2° La même solution a été adoptée pour le cas d'un fonctionnaire public poursuivi par sa femme en vertu d'un jugement de séparation de corps qui accorde à cette dernière une pension alimentaire ⁽³⁾.

(1) Cass. belge, 14 janv. 1892, D. 92.2.129; Paris, 10 août 1882, S. 83.2.125.

(2) Trib. Bordeaux, 26 févr. 1880, D. 80.2.232.

(3) Trib. Seine, 28 déc. 1891, D. *Rép.*, suppl., *Saisie-arrêt*, n° 69. En ce sens, Chauveau et Carré, *Lois de la procédure*, t. IV, quest. 1990 *ter*; Boi-

La solution adoptée par la Cour de cassation belge nous semble cependant la meilleure au point de vue du droit, quoique la solution inverse soit la plus humaine et la plus équitable. En effet, la pensée du législateur de l'an IX, en établissant l'insaisissabilité des traitements des fonctionnaires publics et employés civils, a été d'assurer le bon fonctionnement des services publics; une seule considération a guidé le législateur : l'intérêt de l'État, et, pour atteindre son but, il a pourvu à l'existence des employés de l'État avec toute la décence que comporte leur situation, sacrifiant ainsi les droits des créanciers aux nécessités impérieuses du service public.

Déjà, au ^{xvii}^e siècle, Loyseau disait : « Le service du public est préférable à la commodité d'un ou de deux créanciers ⁽¹⁾ ».

Développant les motifs de la loi de ventôse an IX, Emmercy, conseiller d'État, s'exprimait en ces termes : « La règle générale de l'insaisissabilité des traitements est fondée sur des considérations majeures d'ordre public. Sans doute, les traitements et appointements payés par l'État ne peuvent être sujets à l'action des créanciers, comme le seraient les revenus propres et personnels des fonctionnaires et employés. Ces traitements et appointements sont le prix d'un travail nécessaire dont la cessation ou l'interruption entraîne les plus funestes conséquences. Ainsi, pour s'assurer de la continuité du service, il faut que l'État garantisse au

tard, Colmet-Daage et Glasson, *Leçons de proc. civile*, t. II, p. 251, note; Garsonnet, *Proc.*, t. III, p. 534, § 550. C. Paris, 18 août 1842, *D. Rép.*, v° *Saisie-arrêt*, n° 164, note, D. 44.2.111.

(1) *Des offices non vénaux*, liv. IV, ch. VIII, p. 389, n° 61.

salarié les moyens d'existence journalière auxquels son travail lui donne un droit sacré ⁽¹⁾ ».

Ainsi, le législateur de l'an IX ne s'est préoccupé que de l'intérêt de l'État, et a laissé complètement de côté les considérations d'humanité qu'on peut invoquer en faveur de la famille de l'employé de l'État; c'est pourquoi la loi de ventôse an IX est conçue en termes généraux et ne fait aucune distinction entre les divers créanciers du fonctionnaire public ou employé civil.

Dans ces conditions, on doit décider que l'insaisissabilité, qui frappe une partie du traitement de ce fonctionnaire, est absolue, et doit être respectée par tous ses créanciers, quelque dignes d'intérêt qu'ils soient.

Tout autre a été le motif de la loi du 12 janvier 1895, relative à la saisie des salaires et petits traitements. Cette loi, humanitaire au premier chef, a voulu assurer l'existence du travailleur modeste, et celle de sa famille, en lui réservant une part de son salaire; dès lors, cette loi devait décider que la portion insaisissable du salaire pourrait être saisie par les créanciers à qui le salarié doit des aliments, et c'est ce qu'elle a fait dans son art. 3.

Droit comparé. — Cependant, la plupart des lois étrangères admettent que, lorsqu'il s'agit de créanciers d'aliments en vertu de la loi, la portion saisissable du traitement des fonctionnaires publics est plus large que lorsqu'on se trouve en présence de créanciers ordinaires.

Telles sont la loi hongroise du 20 juin 1876, la loi norvégienne du 29 mars 1890, art. 4, la loi roumaine du 1^{er}

(1) *Archives parlementaires*, 2^e sér., t. II, p. 431.

mars 1881 modifiant les art. 409 et 410, C. proc. civ., le décret rendu par le gouvernement égyptien le 25 février 1891 avec l'assentiment des puissances.

Mais toutes ces lois sont de beaucoup postérieures à la loi française de ventôse an IX, et, à l'époque où on les a votées, on a fait entrer en ligne de compte des considérations d'humanité auxquelles on n'avait pas songé, en France, en l'an IX.

La loi du 12 janvier 1895 décide dans son art. 3 que les traitements des fonctionnaires publics, inférieurs à 2.000 francs par an, peuvent être saisis pour le tout lorsqu'il s'agit de certaines dettes alimentaires; au contraire, selon la doctrine que nous avons admise, les traitements supérieurs à ce chiffre ne peuvent être saisis qu'en partie pour les mêmes causes. Il y a donc là une injustice choquante qui a passé inaperçue lors du vote de la loi de 1895.

Que faut-il décider si le fonctionnaire public ou employé civil est débiteur de l'État?

En cas de dette envers l'État, le fonctionnaire public ou employé civil soumis à la loi de ventôse an IX peut-il voir saisir son traitement au delà de la quotité saisissable fixée par cette loi?

Nous pensons que la négative doit être adoptée, car la loi de ventôse an IX ne fait aucune distinction.

On pourrait objecter que l'insaisissabilité, édictée par la loi de l'an IX, a été établie dans l'intérêt exclusif de l'État, et que, par suite, il ne faut pas diminuer les ressources de l'État en se fondant sur cette loi; la réponse est que le but de la loi de ventôse a été de régulariser le fonc-

tionnement des services publics ; or, ce résultat ne peut être atteint que si le fonctionnaire se voit réserver une portion déterminée de son traitement, à l'encontre de tous créanciers.

S'il s'agit d'un fonctionnaire public dont le traitement est régi par la loi du 12 janvier 1895, l'insaisissabilité de ce traitement fixée par l'art. 1^{er} existe également dans le cas où le fonctionnaire serait débiteur de l'État ⁽¹⁾.

Cette solution ne présente pas de difficultés, car le législateur de 1895 n'a pas pensé à l'intérêt de l'État.

Droit comparé. — Les lois étrangères, qui posent la règle de l'insaisissabilité des traitements des fonctionnaires publics, admettent toujours moins largement cette insaisissabilité quand il s'agit de dettes envers l'État ⁽²⁾.

Lorsqu'un mandat de paiement a été délivré à un fonctionnaire public ou employé civil, l'opposition est-elle toujours recevable entre les mains des agents du Trésor ?

M. Dumesnil ⁽³⁾ admet la négative en se fondant sur trois arguments :

1° Sur un avis du Conseil d'État du 12 août 1807 qui décide « que la caisse d'amortissement est libérée des intérêts des cautionnements, du moment qu'elle a délivré les mandats de paiement, et cela alors même que des oppositions seraient survenues à sa connaissance dans l'intervalle

(1) Art. 3, L. 12 janv. 1895.

(2) Loi norvégienne du 19 mars 1890, art. 4. — Code proc. civ. roumain, art. 409, modifié par la loi des 1-13 mars 1881 et par la loi des 7-19 juin 1892. — Décret égyptien du 25 févr. 1891.

(3) *Législation du Trésor public*, § 79.

du jour de l'ordonnance à celui où le paiement aurait été effectué ».

2° Sur ce que « l'opposition ne pouvant se faire au Trésor qu'au bureau spécial d'oppositions, il y aurait impossibilité pour le payeur de connaître et de vérifier, avant le paiement d'un mandat, l'existence de ces oppositions, si elles pouvaient être faites depuis la délivrance du mandat de paiement ».

3° Sur ce « qu'il en est du mandat, que les agents du Trésor délivrent en pareil cas, comme d'une lettre de change, au paiement de laquelle il n'est admis d'opposition qu'en cas de perte de la lettre de change ou de la faillite du porteur ».

Cette opinion doit être rejetée. En effet :

1° L'avis du Conseil d'État du 12 août 1807 étant spécial aux cautionnements et à la caisse d'amortissement, ne saurait être étendu aux traitements des fonctionnaires et employés civils.

2° Le second argument ne porte pas davantage, car, dans les départements, ces oppositions ne peuvent être faites qu'entre les mains de l'agent du Trésor sur la caisse duquel les ordonnances ou mandats seront délivrés ⁽¹⁾; il peut donc être renseigné sur les oppositions.

Il est vrai qu'à Paris, pour tous les paiements à effectuer à la caisse du payeur central du Trésor public, les oppositions ne peuvent être faites qu'au bureau des oppositions ⁽²⁾; mais le payeur ne peut effectuer le paiement que si le créancier a fait préalablement viser son ordonnance ou son

(1) Loi du 8 juill. 1836, art. 13.

(2) Loi du 9 juill. 1836, art. 13.

mandat au bureau des oppositions et constater qu'aucune opposition n'a été formée.

3° Le troisième argument de M. Dumesnil n'est pas plus convaincant; en effet, un mandat de paiement ne peut pas être assimilé à un effet de commerce; même les circulaires administratives repoussent cette assimilation. « Une ordonnance ou un mandat délivré sur une caisse publique n'est pas plus un billet au porteur qu'un effet de commerce; il est payable à la partie désignée, et non à une autre ». Ainsi s'expriment les circulaires de comptabilité générale du 30 décembre 1845 et du 5 mai 1849.

On doit donc décider que l'opposition formée après la délivrance du mandat est valable.

D'ailleurs, en thèse générale, l'opposition est permise jusqu'au paiement, et, raisonnablement, on ne peut pas assimiler la délivrance d'un mandat de paiement à un paiement véritable. La circulaire de la direction du contentieux du 31 mai 1846 admet notre solution.

§ 4. Incessibilité des traitements

Les traitements des fonctionnaires publics et employés civils, régis par la loi de ventôse an IX, sont-ils cessibles?

La question de savoir si tel ou tel droit est cessible, lorsque la loi ne s'est pas formellement prononcée à cet égard, ne peut pas être résolue à l'aide d'un criterium qui s'applique à tous les droits. Pour résoudre cette question, il faut, selon l'expression de MM. Aubry et Rau, « s'attacher à la nature et aux caractères particuliers du droit, à l'occasion duquel cette question s'élève, au but dans lequel il a été établi, aux

conditions de son exercice, et à l'analogie qu'il peut présenter avec d'autres droits dont la loi aurait expressément autorisé ou interdit la cession ⁽¹⁾ ».

C'est qu'en effet, les divers systèmes des auteurs, tendant à établir un principe général au moyen duquel on puisse reconnaître si la cession d'un droit déterminé est permise, ne sont pas acceptables.

Certains auteurs disent : tout ce qui est transmissible par voie de succession l'est également par voie de cession.

Mais alors, quelles sont les choses qui peuvent être transmises par succession ? On sort d'une difficulté pour tomber dans une autre de même ordre.

D'ailleurs, cette formule n'est pas exacte ; par exemple, le retrait successoral est transmissible par voie de succession, et il ne peut pas être cédé, au moins à un non héritier ; en effet, sans cela, ce droit sortirait de la famille, et on verrait des étrangers s'immiscer dans la succession, ce que le retrait successoral a pour but, précisément, d'éviter.

En sens inverse, il y a des droits qui sont cessibles et qui, cependant, ne peuvent pas se transmettre par succession. Tels sont le droit d'usufruit, et, d'une façon générale, tous les droits viagers.

D'autres enseignent qu'un droit est incessible quand il n'est pas susceptible d'être exercé par les créanciers.

Cette formule n'est pas plus juste que la précédente ; en effet, il est des droits qui peuvent être exercés par les créanciers avec le consentement du débiteur, c'est-à-dire qui sont

(1) Aubry et Rau, *Droit civil*, t. IV, § 359, p. 422 ; Guillouard, *Traité de la vente*, § 753 ; Laurent, *Droit civil*, t. XXIV, n° 468.

cessibles, et ces mêmes droits ne peuvent pas être exercés par les créanciers contre le gré du débiteur. Tels sont les droits attachés exclusivement à la personne du débiteur, par exemple, l'action en dommages et intérêts pour crimes ou délits commis contre la personne.

Tout ce qu'on peut dire, c'est que, lorsqu'un droit est incessible, *a fortiori* il ne peut être exercé par les créanciers sans le consentement du débiteur.

Enfin, il n'est pas plus exact de dire que l'incessibilité résulte de l'insaisissabilité : un droit peut être insaisissable sans pour cela être incessible, et c'est même généralement le cas des droits que la loi déclare insaisissables ; ainsi tous les objets qu'énumère l'art. 592, C. proc. civ., peuvent être vendus, échangés, donnés, bien qu'ils ne puissent pas faire l'objet d'une saisie ; il en est de même des rentes sur l'État.

Mais, si on conçoit très bien la cessibilité sans la saisissabilité, inversement on ne conçoit pas qu'un droit soit saisissable et qu'il ne puisse pas être cédé, car, pour le titulaire du droit, la cession, acte volontaire, est toujours moins grave que la saisie.

Ainsi la loi défend expressément de céder les traitements de réforme, les pensions militaires ou civiles et celles de la Légion d'honneur, les rentes viagères de la caisse des retraites pour la vieillesse et celles qui sont attachées à la médaille militaire. Mais lorsque la saisie est permise pour ces rentes ou pensions, soit exclusivement pour certaines causes, soit d'une manière absolue jusqu'à concurrence d'une certaine somme ou portion déterminée, ces rentes et pensions peuvent, dans la mesure où elles sont saisissables, faire l'objet d'une cession.

Ainsi la cessibilité résulte toujours de la saisissabilité, mais l'incessibilité ne résulte pas toujours de l'insaisissabilité.

Nous sommes donc obligé d'en revenir à ce que nous disions en commençant : « Pour savoir si un droit est cessible ou non, il faut s'attacher à la nature et aux caractères particuliers du droit à l'occasion duquel cette question s'élève, au but dans lequel il a été établi, aux conditions de son exercice, et à l'analogie qu'il peut présenter avec d'autres droits dont la loi aurait expressément autorisé ou interdit la cession ».

Ceci posé, on doit décider que les traitements des fonctionnaires publics et employés civils soumis à la loi de ventôse an IX sont incessibles dans la mesure où ils sont insaisissables.

En effet, qu'a voulu le législateur en déclarant ces traitements insaisissables pour partie? assurer la régularité des services publics en protégeant le fonctionnaire; alors l'incessibilité s'impose, car la protection accordée au fonctionnaire n'est efficace et complète que s'il est garanti contre sa propre faiblesse; s'il pouvait céder ses traitements alors qu'ils ne sont pas encore échus, il pourrait se trouver, dans un temps plus ou moins rapproché, aux prises avec les difficultés de l'existence, et son service en souffrirait : c'est ce que le législateur a voulu éviter.

Mais la portion saisissable du traitement est également cessible, car, nous l'avons vu, la saisissabilité entraîne toujours la cessibilité ⁽¹⁾.

La même solution doit être adoptée pour les créances

(1) Trib. Seine, 18 janv. 1881, *Le Droit*, 1881, p. 75.

d'aliments dus en vertu de la loi ou d'une libéralité, créances que la loi déclare insaisissables pour protéger le créancier ⁽¹⁾ : elles sont également incessibles.

Au contraire, les rentes sur l'État sont insaisissables et sont cependant cessibles ; cette insaisissabilité a été déclarée par la loi dans le but d'augmenter le crédit de l'État, de favoriser ses emprunts ; il ne s'agit plus ici de protéger la personne du crédi-rentier qui est indifférente ; bien plus, l'incessibilité irait ici contre le but du législateur, car elle empêcherait la rente de monter ; celle-ci resterait donc toujours au prix d'émission, et, par suite, les emprunts d'État seraient presque impossibles.

Nous venons de voir que le fonctionnaire régi par la loi de ventôse an IX peut céder la portion saisissable de son traitement ; il a donc un moyen très simple de faire disparaître le gage de ses créanciers en consentant, sur son traitement, des délégations à des cessionnaires réels ou fictifs.

La loi de 1895 a prévu cette fraude ; dans son art. 2, elle a décidé que la portion saisissable ne se confondrait pas avec la portion cessible ; de cette façon, les créanciers sont certains de conserver leur gage intact, même si des cessions ont été consenties par leur débiteur.

L'instruction générale de 1845, art. 112, dit d'ailleurs : « Toute signification d'un acte portant transport ou délégation de tout ou partie d'un traitement ne doit être reçue que pour la portion saisissable. La portion saisissable et déléguée peut être payée au délégataire s'il n'existe sur le traitement du fonctionnaire aucune opposition ; si, au con-

(1) C. proc. civ., art. 581.

traire, il existe ou survient des oppositions, le payeur ne peut payer la portion saisissable qu'après le règlement en justice ou à l'amiable des droits du cessionnaire et des opposants ».

Et l'article 113 de la même instruction ajoute : « Mais il en est autrement pour le cas où la délégation est faite par le titulaire pour la subsistance et l'entretien de sa famille. Dans ce cas, toute la portion déléguée est payée au délégataire sans préjudice de la portion saisissable qui, calculée sur la totalité du traitement, doit toujours être retenue et réservée pour les opposants, s'il en existe, et versée à la Caisse des dépôts et consignations ».

Comme nous avons admis que l'insaisissabilité des traitements des fonctionnaires supérieurs à 2.000 francs s'applique avec la même rigueur à l'égard de tous les créanciers, et que l'incessibilité en résulte dans les mêmes proportions, nous ne pouvons adopter cette dernière décision de l'instruction générale, et nous disons : la portion déléguée sera, dans tous les cas, payée uniquement sur la partie saisissable.

Droit comparé. — La plupart des lois étrangères qui admettent l'insaisissabilité de certains traitements, admettent aussi l'incessibilité dans la même mesure. Ainsi, le décret du gouvernement égyptien, du 25 février 1891, déclare incessibles et insaisissables les sommes dues par l'État à titre de pension, de traitement, de solde, d'indemnité de licenciement ou représentation, si ce n'est pour dettes envers l'État lui-même résultant de l'exercice des fonctions de l'employé, ou pour pensions alimentaires ; dans ces deux cas la retenue ne peut excéder le 1/4.

Cependant, nous devons mentionner les lois roumaines des

1^{er} mars 1881 et 19 juin 1892 qui accordent à l'incessibilité une plus large part qu'à l'insaisissabilité. Ces lois ont modifié les art. 409 et 410, C. proc. civ. roumain; l'art. 409 nouveau dit en effet :

« Les pensions de retraite, les récompenses nationales, ainsi que les rétributions des ecclésiastiques et de tous autres fonctionnaires payés par le Trésor ou par les caisses publiques, ne peuvent être cédées ni pour le tout, ni même pour partie ».

Puis la loi roumaine décide que les traitements et les pensions dus par le Trésor public ne pourront être saisis que jusqu'à concurrence du $\frac{1}{3}$ pour dettes envers l'État, ou lorsqu'il s'agira de pénalités établies par la loi ou de créances privilégiées (celles énumérées par l'art. 1730, C. civ. roumain, correspondant à l'art. 2102, C. civ. français), et jusqu'à concurrence de la moitié pour la restitution de la dot et pour les aliments accordés par la loi à la femme et aux enfants.

Cette manière de voir du législateur roumain ne se comprend pas très bien, car, nous l'avons vu, on ne conçoit pas la saisissabilité sans la cessibilité, la cession étant toujours, pour le débiteur, beaucoup moins à redouter que la saisie au point de vue des conséquences.

Mise en gage des traitements.

A la cessibilité des traitements se rattache la question de leur mise en gage. La constitution de gage est en somme un mode d'aliénation volontaire, car, lorsque le débiteur consent un droit de gage sur sa chose, il consent par là même à la vente de cette chose si la dette n'est pas payée

à l'échéance : Il faut donc en conclure que les traitements peuvent être mis en gage dans la mesure où ils sont susceptibles d'être cédés.

Si les traitements étaient seulement insaisissables, et pas incessibles, dans une certaine proportion, on ne pourrait pas conclure de la seule insaisissabilité que ces traitements ne peuvent pas être constitués en gage quant à la portion insaisissable.

En effet, de ce qu'une chose est insaisissable, il n'en résulte pas qu'elle soit hors du commerce, qu'elle ne puisse être l'objet d'aucun contrat d'aliénation (vente, échange, donation, etc.), c'est ainsi que les rentes sur l'État, quoiqu'insaisissables, peuvent être aliénées et constituées en gage.

Mais, les traitements des fonctionnaires publics étant incessibles dans la proportion où ils sont insaisissables, il s'ensuit que la constitution de gage est interdite pour toute la portion de ces traitements déclarée insaisissable par la loi de ventôse an IX.

La question se poserait et se résoudrait de même pour les appointements et les salaires des employés et ouvriers : la portion cessible de ces appointements serait seule susceptible d'être constituée en gage.

Aussi bien, la mise en gage des appointements n'est pas une opération pratique.

En effet, le gage se conçoit pour un objet corporel ou incorporel dont la valeur peut dépasser de beaucoup le montant de la dette garantie, et dont cette valeur même peut augmenter; le débiteur a alors un intérêt pécuniaire à rester propriétaire d'un tel objet, à ne pas l'aliéner d'une façon définitive; il peut même avoir un simple intérêt d'affection

a conserver l'objet qu'il met en gage. Mais, quand il s'agit d'un objet incorporel comme une créance en appointements, rien de tout cela n'existe, cette créance n'est susceptible que d'une évaluation unique, elle représente une somme d'argent fixée à l'avance que le salarié doit recevoir à une époque déterminée, et celui-ci n'a pas d'intérêt à toucher plutôt cette somme d'argent qu'une autre équivalente.

La seule opération qui soit pratique lorsqu'un débiteur titulaire d'appointements veut donner une sûreté à l'un de ses créanciers, c'est la cession-transport, la délégation de ses appointements dans les limites permises par la loi.

Cette cession-transport est, pour le créancier, bien préférable à la constitution de gage : en effet, le créancier, pour toucher la partie des appointements qui lui a été déléguée, n'a pas besoin de s'adresser à la justice comme il devrait le faire s'il avait reçu seulement un gage, et ce créancier délégataire est propriétaire de la partie déléguée au lieu d'avoir seulement un privilège comme le créancier gagiste.

D'autre part, nous venons de le voir, le débiteur n'a aucun intérêt à constituer ses appointements en gage plutôt qu'à les déléguer.

Enfin les formalités pour la constitution de gage sont plus strictes que celles de la cession-transport, car, pour la constitution de gage, l'art. 2073, C. civ., ne parle pas comme l'art. 1690 de l'acceptation du débiteur dans un acte authentique, et ce même article 2073 exige un acte public ou sous seing privé enregistré qui n'est pas nécessaire pour la cession-transport.

Donc, s'il s'agit d'appointements, la cession-transport doit être préférée au gage.

Bien plus, la mise en gage des appointements est impossible, le plus souvent, s'il l'on admet, comme l'enseignent certains auteurs, que le créancier gagiste doit être mis en possession du titre qui constate la créance pour que le gage soit constitué.

Or cette opinion nous paraît bien devoir être adoptée.

En effet, l'art. 2076, C. civ., dit que « dans tous les cas, le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté dans la possession du créancier, ou d'un tiers convenu entre les parties ».

D'autre part, le Code civil admet la possession et la tradition des choses incorporelles, des créances; le créancier acquiert donc la possession des choses incorporelles par la tradition qui lui en est faite.

Or, comment se fait cette tradition des droits incorporels? l'art. 1607 répond : par la remise des titres; de même l'art. 1689 dit : « dans le transport d'une créance, d'un droit, ou d'une action sur un tiers, la délivrance s'opère entre le cédant et le cessionnaire par la remise du titre ».

Donc, pour constituer en gage une créance, le débiteur doit remettre au créancier gagiste le titre qui constate l'existence de cette créance⁽¹⁾.

Les adversaires de cette opinion objectent que l'écrit, l'*instrumentum* est distinct de la créance qu'il constate et que c'est la créance qui est mise en gage et non le papier⁽²⁾. On peut répondre que, par la remise du titre, on se rapproche le plus qu'on peut de la remise de la créance elle-même;

(1) En ce sens, Aubry et Rau, *Droit civil*, t. IV, § 432, p. 705; Laurent, *Droit civil*, t. XXVIII, p. 467, n° 476.

(2) Demante, t. VIII, p. 370, *Droit civil*.

même, s'il s'agit de titres au porteur, la créance se confond pour ainsi dire avec le titre.

D'ailleurs le législateur a voulu que le créancier prît publiquement possession du titre constatant la créance, afin d'avertir les tiers de la constitution du gage mieux qu'ils ne le sont par la signification de l'art. 2075.

Si l'on admet que la mise en gage d'une créance nécessite la remise au créancier gagiste du titre qui la constate, il s'en suit que, s'il n'y a pas de titre, la constitution de gage est impossible.

Tel est précisément le cas qui se présente, le plus souvent, pour les traitements, appointements et salaires ; le contrat de louage de services qui intervient entre le salarié et le patron n'est généralement pas rédigé par écrit : donc la créance en appointements n'est pas constatée par un titre, et sa mise en gage est impossible.

SECTION III

MILITAIRES ET MARINS DE L'ÉTAT

§ 1. Militaires de l'armée de terre

1^o Insaisissabilité des traitements

Les traitements des officiers et employés militaires ne sont saisissables que pour $\frac{1}{5}$; le décret du 19 pluviôse an III le prescrit en ces termes :

« La trésorerie nationale est autorisée à faire payer aux officiers des troupes, aux commissaires des guerres, et tous autres employés dans les armées ou à la suite, grevés d'op-

positions par leurs créanciers, les $\frac{4}{5}$ de leurs appointements; le $\frac{1}{5}$ restant sera réservé aux créanciers qui pourront d'ailleurs exercer leurs droits sur les autres biens de leurs débiteurs ».

Cette loi doit être combinée avec l'art. 65 de la loi des 8-10 juillet 1791 qui porte que le traitement des militaires ne peut être saisi que pour ce qui excède 600 francs.

Mais une lettre du ministre de la guerre du 13 juillet 1806, s'exprime en ces termes au sujet de l'insaisissabilité des traitements des militaires. « Ces dispositions, qui ont pour objet de laisser aux officiers, poursuivis par des créanciers avides, les moyens de tenir convenablement le rang où la confiance du Gouvernement peut les placer, n'ôtent pas au ministre de la guerre le droit d'exercer une discipline sévère sur les officiers que l'oubli de leurs devoirs porte à contracter des dettes que l'honneur désapprouve, ou à se faire un jeu de leurs engagements ».

Ainsi, dans l'intérêt de la discipline et de la bonne réputation que doivent avoir les militaires, le ministre de la guerre ne se considère pas comme lié par le décret de pluviôse an III, et se réserve le droit de prescrire, dans tous les cas où il le jugera convenable, des retenues plus fortes que celles indiquées par cette loi.

Par exemple, le ministre peut ordonner une retenue sur la solde des officiers pour la subsistance de leurs femmes et de leurs enfants, et cette retenue est indépendante de toute autre que subiraient les officiers pour une dette quelconque ⁽¹⁾.

(1) Ord. 19 mars 1823, art. 438, 439; Ord. 25 juill. 1839, art. 444.

Mais, inversement, le ministre peut refuser une pareille retenue, même à la femme qui aurait obtenu judiciairement une pension alimentaire, au delà du $1/5$ des appointements de son mari, et lors même que le jugement aurait validé la saisie de la totalité ⁽¹⁾.

Les retenues au profit du Trésor, ou des caisses des corps, s'exercent d'après les ordres du ministre ⁽²⁾; les autres ont lieu en général en vertu d'oppositions judiciaires; cependant le ministre de la guerre peut en ordonner lui-même sur la demande des créanciers ⁽³⁾.

Dans les corps de troupe, les dettes des officiers et particulièrement celles qui ont pour objet leur subsistance, leur logement, leur habillement, et d'autres fournitures relatives à leur état, peuvent être payées au moyen d'une retenue sur les appointements, ordonnée par le colonel, jusqu'à parfait paiement, sur l'avis du lieutenant-colonel et la représentation des titres, mémoires débattus, arrêtés de compte ou billets constatant la légitimité des créances, en marge et au dos desquels le colonel inscrit les termes et délais pour le paiement ⁽⁴⁾.

Ainsi les créanciers des officiers peuvent suivre, à leur choix, deux voies différentes pour se faire payer :

1° la voie judiciaire en pratiquant une saisie-arrêt et en poursuivant la procédure devant les tribunaux ordinaires;

(1) Arrêt du Conseil d'État, 30 janv. 1809, *Rec. de Lebon*, t. I, p. 160.

(2) Règlement, 21 nov. 1823, art. 261.

(3) Ord. 25 juill. 1839, art. 444, 446.

(4) Ord. 19 mars 1823, art. 440, 441; Ord. 25 juill. 1839, art. 446; Ord. 13 mai 1848, art. 407-462.

dans ce cas, la retenue sur le traitement ne peut excéder le $\frac{1}{5}$ des appointements⁽¹⁾;

2° la voie administrative en s'adressant au ministre de la guerre ou au colonel, et alors la retenue prescrite peut dépasser le $\frac{1}{5}$ du traitement.

Un règlement du 1^{er} décembre 1838 ⁽²⁾, par application des décisions ministérielles des 13 frimaire an XI, 28 frimaire an XIII, des ordonnances des 13 mai 1818, 29 octobre 1820, 19 mars 1823, et des règlements des 21 novembre 1823 et janvier 1825, porte que les frais de représentation et de bureau, les indemnités de rassemblement de vivres, de logement, de fourrages, celles de déplacement et de frais de poste, les gratifications d'entrée en campagne, et les indemnités pour pertes d'effets et de chevaux, ne sont pas passibles de saisie-arrêt, tant pour le courant que pour l'arriéré.

Cela se comprend, car toutes ces sommes sont allouées aux officiers dans l'intérêt du service de la guerre; elles ne tournent pas précisément à leur profit.

La loi des 8-10 juillet 1791, art. 62, dit : « Il ne peut être fait aucune retenue sur les appointements des officiers, sous-officiers et soldats, sous prétexte de dépenses de corps, de quelque nature qu'elles soient, excepté celles qui seraient destinées à payer les dégradations commises par les troupes dans leur logement ou toutes autres indemnités dues soit à l'État, soit aux particuliers, pour réparations de dommages, désordres ou excès commis par les dites troupes ».

(1) Décret de pluviôse an III.

(2) Instr. min. 27 août 1845, art. 119.

Le législateur n'a pas voulu que les militaires en corps eussent du crédit, dans la crainte de favoriser les désordres.

Lorsqu'une indemnité est due par un corps de troupe, pour une des causes exceptionnelles indiquées par l'art. 62 de la loi du 10 juillet 1791, les membres des conseils d'administration et les commandants de compagnies en font la répartition entre tous ceux qui en sont responsables, et les retenues sont ensuite opérées; mais les membres des conseils d'administration, et les commandants de compagnies sont pécuniairement et personnellement responsables de toutes retenues illégales exercées sur la solde, s'il les ont prescrites ou tolérées (1).

Traitements des sous-officiers et soldats.

Les dettes des *sous-officiers sont, autant que possible, payées au moyen de retenues sur leur solde, suivant les principes établis pour les officiers; mais les créanciers peuvent être privés de ce recours, si ces dettes ont été contractées sans l'approbation du commandant de la compagnie ou de l'escadron (2).

Quant aux caporaux, brigadiers et soldats, il leur est interdit de contracter, sous quelque prétexte que ce soit, aucune espèce d'emprunt, dette ou engagement, sans l'approbation du commandant de la compagnie ou de l'escadron qui, dans ce cas, est responsable.

Hors cette seule exception, le créancier est sans recours sur leur solde; c'est aux habitants, prévenus de ces disposi-

(1) Ord. 19 mars 1823, art. 679, 698.

(2) Ord. 13 mai 1814, art. 411, 466.

tions par des bans publiés à l'arrivée de la troupe, à ne pas s'exposer à des pertes et à ne pas contribuer aux désordres des militaires en leur faisant crédit trop facilement. Les adjudants sont chargés de faire informer plus particulièrement de ces dispositions les maîtres des auberges fréquentées par les soldats ⁽¹⁾.

Si le créancier d'un sous-officier caporal ou soldat s'adresse aux tribunaux au lieu de s'adresser aux chefs hiérarchiques et veut pratiquer une opposition judiciaire sur la solde, le tribunal devra lui répondre que la saisie-arrêt n'est pas valable; en effet, l'art. 580, C. proc., déclare que les traitements et pensions dus par l'État ne peuvent être saisis que pour la portion déterminée par les lois et ordonnances; le décret de pluviôse an III ne vise que les officiers ou ceux qui leur sont assimilés et ne s'occupe pas des sous-officiers et soldats. Donc, aucune mesure législative ne détermine la portion saisissable des traitements des sous-officiers et soldats, et il faut, par suite, conclure que ces traitements sont complètement insaisissables.

Adoptant cette doctrine, le tribunal de la Seine, par un jugement du 14 mars 1857 ⁽²⁾, a décidé que le traitement des cent-gardes ne pouvait être frappé de saisie-arrêt, puisque les cent-gardes n'étaient pas des officiers; en effet, l'art. 9 du décret du 24 mars 1855 déclarait que le cent-garde conservait le rang de sous-officier dans l'armée.

En dehors de ces dispositions législatives qui sont générales, il y a des dispositions législatives spéciales.

(1) Ord. 13 mai 1818, art. 412, 467.

(2) *Le Droit*, 21 mars 1857.

1° Ainsi les art. 545, 546 du décret du 1^{er} mars 1854 sur l'organisation de la gendarmerie disent :

« Les dettes contractées par les officiers, sous-officiers de gendarmerie, et simples gendarmes, pour leur subsistance et leur entretien, ou fournitures relatives au service, peuvent motiver, de la part des chefs de légion, des ordres de retenue sur le traitement de ces militaires.

Pour les sous-officiers et les gendarmes, ces retenues ne peuvent excéder le $\frac{1}{5}$ de la solde nette, tandis que les retenues au profit du Trésor ou des caisses de compagnie dans la gendarmerie peuvent s'élever au-dessus.

Quant aux officiers, elles ne peuvent excéder le $\frac{1}{5}$ de la solde brute proprement dite ⁽¹⁾. »

2° Le traitement des membres de la Légion d'honneur est incessible et insaisissable dans tous les cas, même pour cause d'aliments, de la part de leurs femmes et de leurs enfants. Ceux-ci ne peuvent que s'adresser au ministre de la guerre pour obtenir une retenue à leur profit ⁽²⁾.

En effet, le décret du 7 thermidor an X, décide que le traitement des membres de la Légion d'honneur est insaisissable en principe; puis le décret du 11 janvier 1808 autorise le ministre de la guerre à ordonner une retenue du $\frac{1}{3}$ au plus sur la pension ou solde de retraite de tout militaire qui ne remplirait pas, à l'égard de sa femme et de ses enfants, les obligations qui lui sont imposées par les chap. V et VI du Code civil. C'est donc au ministre de la guerre seul que la femme et les enfants de ce militaire peuvent s'adresser pour obtenir satisfaction.

(1) Ord. 13 févr. 1839; Instr. min. 1845, art. 131, 132.

(2) Paris, 27 juin 1835, S. 1835.2.291.

2° Incessibilité des traitements

Délégations de soldes.

Les officiers de troupe et sans troupe, et les employés militaires destinés à passer en Corse ou aux colonies ou embarqués pour toute autre destination et ceux qui, en cas de guerre, font partie d'une armée active employée hors du royaume, peuvent déléguer, en faveur de leur famille ou d'un tiers, le $\frac{1}{4}$ de la solde du grade dont ils sont pourvus au moment de leur départ.

Toutefois cette proportion peut être dépassée lorsque, sur la demande motivée des officiers, le ministre de la guerre juge convenable d'autoriser une exception⁽¹⁾.

Il résulte de là que la solde des officiers en temps de guerre est incessible jusqu'à concurrence des $\frac{3}{4}$, sauf permission spéciale du ministre de la guerre; d'autre part, elle est insaisissable jusqu'à concurrence des $\frac{4}{5}$ dans les mêmes conditions; l'insaisissabilité est donc plus large que l'incessibilité, ce qui n'a rien que de très normal. Au contraire, en temps de paix, la solde des officiers, pour les raisons que nous avons exposées à propos du traitement des fonctionnaires publics et employés civils, est incessible dans la mesure où elle est insaisissable, c'est-à-dire pour les $\frac{4}{5}$.

Les délégations de solde peuvent donc être plus importantes en temps de guerre qu'en temps de paix, et cela se comprend, car, lorsque l'officier quitte son foyer, il est nécessaire qu'il laisse à sa femme et à ses enfants de quoi subvenir à leurs besoins.

Les délégations consenties par l'officier au moment où il part en campagne ne peuvent avoir d'effet que pour une

(1) Ord. 25 déc. 1837, art. 126.

année au plus ⁽¹⁾; elles cessent de plein droit un mois après la rentrée du déléguant dans l'intérieur du royaume ⁽²⁾.

Néanmoins, si l'absence des déléguants se prolonge au delà d'une année, la délégation peut être renouvelée pour une année, dans les formes indiquées par l'administration de la colonie où l'officier est employé, ou par-devant le sous-intendant militaire sous la police administrative duquel l'officier ou employé militaire se trouve placé.

La disposition du décret du 19 pluviôse an III, qui déclare insaisissable une partie du traitement des officiers en activité de service, peut-elle s'étendre au cas où la solde n'ayant pas été payée pendant plusieurs années, le droit en résultant a été converti par les lois du 23 septembre 1814 et du 28 avril 1816, en une créance sur l'État?

Il a d'abord été jugé par la Cour de cassation que le privilège d'insaisissabilité, créé par le décret de pluviôse an III, ne s'étend pas aux créances de l'arriéré, parce que les obligations du Trésor à ordre, les inscriptions de rente 5 0/0 consolidée, et les reconnaissances de liquidation qui, d'après les lois de 1814 et 1816, sont le mode de paiement de ces créances, sont essentiellement dans le commerce, et par suite cessibles et saisissables pour le tout; qu'en conséquence, le Trésor ne doit pas payer à un officier créancier de l'arriéré, ou à son cessionnaire, les 4/5 de sa créance, malgré une opposition formée sur ce militaire, entre les mains du Trésor, pour la totalité des sommes qui lui sont dues, et que l'opposant, au préjudice duquel le paiement aurait été fait, a un recours tant contre le Trésor que contre le cessionnaire ⁽³⁾.

(1) Ord. 25 déc. 1837, art. 129.

(2) Ord. 25 déc. 1837, art. 131.

(3) Cass., 31 mai 1828, D. 1828.1.199.

Mais, sur le renvoi, la Cour de Rouen ⁽¹⁾ s'étant prononcée dans le même sens que l'arrêt de la Cour de Paris qui avait été cassé, la Cour suprême, dans son audience solennelle ⁽²⁾ du 8 juin 1831, a reconnu qu'il n'y avait point d'incompatibilité entre les lois de 1814 et 1816 et le décret de pluviôse an III; elle a abandonné le système d'abrogation virtuelle consacré par son arrêt précédent.

Par cet arrêt solennel, la Cour de cassation décide que le privilège créé par le décret de pluviôse an III, qui ne permet de saisir que le $\frac{1}{5}$ de la solde d'un militaire, s'étend aux créances de l'arriéré pour solde et indemnité de guerre; que les lois des 23 septembre 1814 et 28 avril 1816 n'ont fait que substituer un nouveau mode de paiement à l'ancien, sans modifier le principe de l'insaisissabilité; qu'en conséquence, le créancier d'un officier en vertu d'obligation contractée sous la loi de l'an III n'a pu, depuis les lois de 1814 et 1816, faire saisir la totalité de l'arriéré d'un officier, qu'il n'a pu le faire que pour le $\frac{1}{5}$.

On ne peut qu'approuver cet arrêt solennel de la Cour de cassation au moins en ce qui concerne l'insaisissabilité; en effet, les lois de 1814 et 1816 ont-elles opéré une novation au sujet de la créance de l'arriéré due à un officier? Évidemment non.

L'art. 1271, C. civ., indique trois espèces de novations : novation par changement de débiteur, novation par changement de créancier, novation par changement de dette.

Les deux premières espèces de novations ne sont pas en

(1) Arr. du 6 mai 1829, D. 1831.1.216.

(2) D. 1831.1.216.

cause ici, car, après les lois de 1814 et 1816, le créancier et le débiteur sont restés les mêmes.

Quant à la novation par changement de dette, elle n'a pas eu lieu davantage. En effet, par les lois de 1814 et 1816, l'État débiteur n'a pas contracté une nouvelle dette envers les militaires à qui il devait de l'arriéré; l'objet de la dette n'a pas changé, c'est toujours une somme d'argent; seulement, le paiement se fait, au choix du créancier, soit en obligations du Trésor à ordre, soit en inscriptions de rente 5 0/0 consolidée.

D'autre part, les lois de 1814 et 1816 n'ont, en aucune façon, abrogé le décret de pluviôse an III; par conséquent, la créance d'arriéré d'un officier pour sa solde est insaisissable dans la même mesure que sa solde elle-même.

Mais, dans son arrêt solennel du 8 juin 1831, la Cour de cassation déclare valable la cession faite par un officier des 4/5 de sa solde.

Dans l'opinion que nous avons adoptée on décide, au contraire, que la solde des officiers est incessible dans la mesure où elle est insaisissable.

§ 2. Marins de l'État

1^o Insaisissabilité des traitements

Le décret de pluviôse an III est aussi applicable aux officiers de marine.

Le décret du 19 octobre 1851 ⁽¹⁾ déclare que des retenues pour dettes contractées peuvent être faites sur les traitements des officiers, aspirants ou employés de marine en activité, et des officiers en non activité :

(1) Art. 158 et suiv.

Art. 158. « Les retenues pour dettes contractées par les officiers, aspirants ou employés, ont lieu en vertu d'oppositions judiciaires.

Néanmoins, le Ministre de la marine peut en ordonner d'office, lorsqu'il le juge nécessaire. Le gouverneur dans les colonies, et les commandants en chef peuvent également, et pour les mêmes causes, ordonner d'office des retenues sur les appointements des officiers, aspirants et employés; ils en rendent compte au ministre. »

Art. 160. « Les retenues à effectuer pour sommes à rembourser soit au Trésor, soit à des tiers, ne peuvent excéder le $\frac{1}{5}$ de la solde brute des officiers, des aspirants et des employés en activité, et des officiers en non-activité, à moins de décisions contraires du ministre de la marine ».

Ainsi, comme les créanciers des officiers de l'armée de terre, les créanciers des officiers de marine peuvent s'adresser soit aux tribunaux ordinaires, soit au ministre de la marine, pour obtenir satisfaction.

Le ministre peut ordonner une retenue supérieure au $\frac{1}{5}$ du traitement; ainsi, l'art. 157 du décret précité dit : « le ministre de la marine peut prescrire, sur la solde des officiers ou employés, une retenue pour aliments dans les cas déterminés par les art. 203, 214 et 215 du Code civil. Cette retenue est indépendante de toute autre que l'officier ou employé peut déjà subir pour quelque cause que ce soit ».

Mais, en sens inverse, le ministre peut s'opposer, s'il le juge à propos, à l'exécution d'un jugement qui condamne un militaire à prêter à sa femme une pension alimentaire, en tant que cette pension excède le $\frac{1}{5}$ des appointements du mari.

« Considérant, dit un arrêt ⁽¹⁾, que, la loi du 19 pluviôse an III n'étant pas abrogée, le ministre de la marine peut n'accorder qu'une retenue du $\frac{1}{3}$ sur les appointements du sieur X., mais que, cette loi ne faisant aucune distinction entre les divers traitements des militaires en activité de service et n'ayant pas dit que la retenue ne pourrait être faite que sur les émoluments fixes, ladite retenue doit porter sur la totalité des appointements du sieur X., à quelque titre et pour quelque taux qu'il en jouisse, sauf à être diminuée ou augmentée selon les diverses variations qu'ils pourront subir... »

Ainsi, le ministre qui peut, de sa propre autorité, prescrire une retenue supérieure au $\frac{1}{3}$ des appointements, peut aussi, s'il le juge convenable, s'opposer à ce que la quotité saisissable, fixée par la loi, soit dépassée, même en faveur de la femme et des enfants.

Quand il s'agit des fonctionnaires publics et employés civils, la jurisprudence décide que la portion insaisissable du traitement, fixée par la loi de ventôse an IX, peut cependant être saisie elle-même, lorsque le fonctionnaire est condamné à servir une pension alimentaire à sa femme ou à ses ascendants; mais alors les tribunaux ont seuls qualité pour ordonner, dans ces cas spéciaux, sur les appointements, une retenue plus forte que celle fixée par la loi, et le ministre n'a aucun droit ⁽²⁾.

C'est que, lorsqu'il s'agit de fonctionnaires qui ne sont pas militaires, il n'y a plus les mêmes raisons de discipline pour admettre l'intervention du ministre.

(1) Conseil d'État, 30 janv. 1809, *Rec. de Lebon*, t. I, p. 160.

(2) Paris, 18 août 1842, *D. Rép.*, *Saisie-arrêt*, n° 164, note.

Équipages de la flotte.

Les art. 250 et 252 du décret du 11 août 1856 portant règlement sur les soldes, les revues, etc., des équipages de la flotte, sont ainsi conçus :

Art. 250 : « La solde et les accessoires de solde des officiers marinières, marins ou autres, faisant partie du personnel des équipages de la flotte, en activité ou en disponibilité, sont incessibles et insaisissables, excepté dans le cas de débet envers l'État, ou pour aliments dans les circonstances prévues par les art. 203, 205, 214, C. civ.

En conséquence, aucune opposition ou saisie-arrêt sur les sommes dues par l'État auxdits officiers marinières, marins et autres, à raison de dettes et obligations faites ou consenties par eux, ne peut être admise par les trésoriers-payeurs, agents ou préposés du Trésor public ou de l'établissement des Invalides ».

Art. 252 : « Par exception, les dettes contractées par les marins de l'inscription maritime, avec le consentement du commissaire de leur quartier, pour loyer, habillement ou nourriture desdits marins et de leur famille, peuvent être acquittées en vertu d'une décision spéciale de ce commissaire, mais seulement sur les décomptes déposés dans une des caisses de l'établissement des Invalides ».

2° Incessibilité des traitements

Délégations de solde des marins.

Cette question est réglée par le décret du 19 octobre 1851. L'art. 66 s'exprime ainsi : « Les officiers, aspirants ou employés embarqués à bord des bâtiments de l'État, ou atta-

chés au service des colonies, ont seuls la faculté de déléguer une portion de leurs appointements à leur famille ou à un tiers.

Le maximum de ces délégations est fixé : pour les officiers, aspirants ou employés embarqués, aux $\frac{2}{3}$ de leurs appointements à la mer et du supplément déterminé par l'art. 74 ci-après ; pour les officiers et employés attachés au service des colonies, à la moitié de leur solde coloniale dégagee de tous accessoires, en ce qui concerne les délégations faites en faveur de leurs femmes, descendants ou ascendants, et au $\frac{1}{4}$ de ladite solde en ce qui concerne tous autres délégataires ».

L'art. 68 ajoute : « Les délégations faites par les officiers, aspirants ou employés, en faveur des personnes autres que leurs femmes, enfants, père ou mère, ne peuvent avoir leur effet qu'après approbation d'une certaine autorité qui diffère selon les cas ».

Art. 69 : « Le ministre de la marine peut seul, dans des circonstances exceptionnelles, autoriser les délégations qui ne seraient pas conformes aux prescriptions des précédents articles ».

Enfin, les art. 70, 71 et 73 du même décret, sont relatifs à la durée de ces délégations.

Équipages de la flotte.

Le décret du 11 août 1856 a réglé d'une manière spéciale les délégations des appointements des équipages de la flotte.

L'art. 74 de ce décret dit : « Les officiers marinières, quartiers-maîtres, matelots et ouvriers chauffeurs des trois

classes en activité de service à l'État, ont la faculté de déléguer une portion de leur solde à leur famille ou à des tiers, jusqu'à concurrence de la quotité déterminée par le tarif n° 4 annexé au présent décret ⁽¹⁾. La faculté de déléguer est également accordée aux surnuméraires et autres agents pendant la durée de leur embarquement à bord des bâtiments de l'État ».

Art. 77 : « Les délégations faites par les marins en faveur des personnes autres que leurs femmes, ascendants, descendants, frères ou sœurs, ne peuvent avoir leur effet qu'après approbation du ministre de la marine. Toutefois, les délégations faites à un tiers pour l'entretien de femme, d'ascendants infirmes ou d'enfants mineurs, sont assimilées aux délégations de famille, et reçoivent leur effet immédiat lorsque cette circonstance est explicitement exprimée dans la déclaration à consigner sur les pièces ».

Art. 78 : « Des délégations d'office ou retenues pour aliments peuvent être prescrites par les préfets maritimes sur la solde des officiers marinières, marins et autres agents du service, dans les cas déterminés par les art. 203, 205 et 214, C. civ. Ces délégations ne peuvent dépasser le 1/3 de la solde ».

Les art. 79 et 84, du même décret, traitent ensuite de la durée de ces délégations.

Il ne faut pas confondre les traitements des employés aux armées avec ceux des employés réputés civils de l'administration de la guerre.

Les traitements de ces derniers sont saisissables confor-

(1) *Bulletin des lois*, 2^e sem., 1856, p. 1375.

mément à la loi du 21 ventôse an IX, c'est-à-dire jusqu'à concurrence du $\frac{1}{5}$ sur les premiers 1.000 francs, du $\frac{1}{4}$ sur les 5.000 suivants et du $\frac{1}{3}$ sur la portion excédant 6.000 francs.

La loi du 12 janvier 1895 n'a apporté aucun changement à l'insaisissabilité et à l'incessibilité des traitements des militaires et des marins de l'État; en effet, ces personnes ne rentrent dans aucune des catégories de salariés qu'énumère la loi nouvelle, et, nulle part, dans les travaux préparatoires de cette loi, on n'a manifesté l'intention de modifier la législation relative à leurs traitements.

CHAPITRE III

Des appointements des employés particuliers et des salaires des ouvriers

SECTION I

PRATIQUE ANTÉRIEURE A LA LOI DU 12 JANVIER 1895

La loi du 21 ventôse an IX ne parlait que de l'insaisissabilité des traitements des fonctionnaires publics et employés civils de l'État. Ses dispositions avaient été étendues soit par des ordonnances, soit par des décisions administratives et judiciaires, aux traitements des fonctionnaires et employés salariés par les administrations publiques, tels que : instituteurs communaux, employés de l'octroi, cantonniers, secrétaires de mairie, etc.

Mais cette loi ne pouvait pas être étendue aux ouvriers ni aux employés des établissements particuliers ; c'est ainsi que la Cour de Douai⁽¹⁾ et la Cour de Bordeaux⁽²⁾, avaient jugé notamment que les employés de chemin de fer ne pouvaient pas invoquer le bénéfice de la loi de ventôse an IX, et que leurs traitements étaient saisissables pour la totalité.

Cependant la majorité des cours et des tribunaux avait

(1) Douai, 13 mai 1853, D. 54.5.666.

(2) Bordeaux, 17 et 24 mars 1858, D. 59.2.60.

fini par admettre des tempéraments à une pareille rigueur ; de nombreuses décisions reconnaissaient au juge le droit de limiter les effets de la saisie-arrêt en considération de la situation du débiteur ; la jurisprudence s'ingéniait à rechercher si les gages, les salaires ou les appointements, objets d'une saisie-arrêt, n'avaient pas, suivant les circonstances et dans certaines limites, un caractère alimentaire et par suite n'étaient pas insaisissables dans les mêmes limites ⁽¹⁾.

Mais, en sens contraire, d'autres décisions ⁽²⁾ déclaraient les traitements des employés dans les établissements particuliers saisissables pour le tout.

Ces diverses décisions présentaient des divergences considérables. Ainsi à Bordeaux ⁽³⁾ on pouvait saisir complètement les appointements des employés de chemin de fer, tandis que la Compagnie des omnibus de Paris n'admettait des saisies que jusqu'à concurrence du 1/5 des salaires, et le tribunal de la Seine lui avait donné raison le 9 décembre 1892 ⁽⁴⁾ en assimilant les employés de la Compagnie des omnibus aux employés de l'État.

De même, la saisie-arrêt était restreinte suivant les circonstances à la 1/2, aux 2/5, au 1/3, au 1/4 et au 1/5 des appointements des artistes dramatiques ⁽⁵⁾.

(1) En ce sens : Rouen, 26 mars 1859, D. 59.2.157 ; Cass. civ., 10 avr. 1860, D. 60.1.166 ; Caen, 21 janv. 1869, D. 74.5.440 ; Trib. Villefranche, 27 avr. 1877, D. 79.3.30 ; Cass. req., 29 mai 1878, D. 79.1.21 ; Bordeaux, 11 mars 1892, D. 92.2.595.

(2) Cass. req., 22 nov. 1853, D. 54.1.321 ; Douai, 13 mai 1853, D. 54.5.666 ; Bordeaux, 17 et 24 mars 1858, D. 59.2.60.

(3) 17 et 24 mars 1858, D. 59.2.60.

(4) Trib. Seine, *Le Droit* du 23 déc. 1892.

(5) Paris, 29 juill. 1811, S. 32.2.11 ; Trib. Seine, 4^e ch., 18 déc. 1840.

Au contraire, la saisie de la totalité des appointements avait été validée par quelques décisions ⁽¹⁾. « Attendu, dit le jugement du 15 septembre 1827, qu'il n'y a de traitements déclarés insaisissables par la loi que ceux qui sont payés par l'État aux différents fonctionnaires, attendu que les traitements des acteurs n'étant, par aucune disposition légale, soustraits à l'application des règles du droit commun, sont en conséquence saisissables en entier..... ».

Les autres arrêts s'exprimaient dans les mêmes termes, mais ces arrêts étaient peu nombreux relativement à ceux qui admettaient l'insaisissabilité partielle.

La Cour de cassation, après avoir proclamé le principe de la saisissabilité totale des appointements et salaires ⁽²⁾, avait changé de jurisprudence et décidé que les juges pourraient, suivant les circonstances, déclarer qu'une certaine quotité des appointements ou salaires serait mise hors du gage des créanciers ⁽³⁾.

« Depuis, dit M. Régismanset, dans son rapport au Sénat lors de la discussion de la loi de 1895, cette jurisprudence a persisté, et on peut affirmer qu'elle s'est fixée dans les habitudes judiciaires, qu'elle est acceptée dans les sociétés et compagnies diverses, qu'elle est enfin devenue la règle universellement consacrée en la matière ».

Le Droit du 19; Trib. Seine, 5^e ch., 22 juill. 1841, *Le Droit* du 23; Trib. Seine, 5^e ch., 18 août 1842, *Le Droit* du 20; Lyon, 28 juin 1837, D. 38.2.40; Paris, 25 mai, 7 juill., 25 oct. 1843, D. 43.2.166; Paris, 14 mars 1894, D. *Rép.*, Sup. *Saisie-arrêt*, n° 75, note.

(1) Trib. Seine, 15 sept. 1827, *Gaz. des Trib.*, du 16; Trib. Lille, 2 avr. 1829, *Gaz. des Trib.* du 9; Trib. Seine, 11 juill. 1833; Trib. Rouen, 5 mars 1836, *Le Droit* du 8.

(2) Cass. req., 22 nov. 1853, D. 53.1.321.

(3) Cass. civ., 10 avr. 1860, D. 60.1.166; Req. 29 mai 1878, D. 79.1.21.

Fondement juridique de la jurisprudence antérieure à la loi du 12 janvier 1895.

Remarquons, tout d'abord, que cette question n'a pas un intérêt purement rétrospectif.

En effet, la loi du 12 janvier 1895 ne s'applique pas aux appointements qui dépassent 2.000 francs par an; même encore à l'heure actuelle, on peut donc être amené à se demander si ces appointements ne sont pas partiellement insaisissables.

Le fondement juridique de la jurisprudence que nous avons signalée était l'art. 1244, C. civ., qui dit : « Les juges peuvent, en considération de la position du débiteur, et en usant de ce pouvoir avec une grande réserve, accorder des délais modérés pour le paiement, et surseoir à l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en état », et l'art. 581-4°, C. proc. civ., qui déclare insaisissables les sommes et pensions pour aliments; or, une partie au moins des appointements peut être considérée comme ayant un caractère alimentaire.

D'après la généralité des auteurs, l'art. 1244, C. civ., permet au juge non seulement d'accorder des délais au débiteur et de suspendre les poursuites du créancier, mais encore d'autoriser le débiteur à faire des paiements partiels, à diviser ses paiements.

Ces auteurs se fondent sur le mot « néanmoins » de l'art. 1244, § 2, qui semble bien énoncer une exception au § 1; or, ce § 1 prohibe la division des paiements, donc le § 2 l'autorise dans des cas exceptionnels; ces auteurs argumentent aussi du mot « délais » en disant : le juge peut accorder plusieurs délais, il peut donc diviser les paiements.

On invoque enfin à l'appui de cette doctrine l'histoire de la rédaction de l'art. 1244. La rédaction primitive de cet article, adoptée par le Conseil d'État, autorisait expressément le juge à accorder au débiteur la division du paiement ; il est vrai que le Tribunal repoussa cette partie de l'art. 1244 et substitua à la faculté précédente celle d'accorder des délais modérés et de surseoir à l'exécution des poursuites ; mais Treilhard nous donne l'explication de la première rédaction : d'après lui, « on avait supposé dans l'article un débiteur qui, prouvant par le tableau de la situation qu'il est solvable, demande un court délai pour une partie du paiement ⁽¹⁾ ». Dans ce cas disait-il, le juge condamne pour la totalité, mais il gradue les termes du paiement.

Or, c'est bien ce que l'art. 1244 actuel permet au juge de faire ; par conséquent la nouvelle rédaction a le même sens que l'ancienne et le juge peut diviser le paiement ⁽²⁾.

En faveur de la doctrine contraire, on peut dire : l'art. 1244, tel qu'il est rédigé, n'accorde pas au juge, d'une façon expresse, la faculté de diviser le paiement ; de plus, cet article est dérogatoire au droit commun, puisqu'il fait échec aux droits des créanciers ; par suite, il ne faut pas en étendre les termes et accorder au juge un pouvoir qui ne lui est pas expressément donné par cet article ⁽³⁾.

(1) Discussion au Conseil d'État, sur l'art. 1244, procès-verbaux.

(2) En ce sens : Toullier, *Droit civil*, t. VI, n° 658 ; Aubry et Rau, *Droit civil*, t. II, p. 364 ; Massé, *Droit commercial*, t. V, n° 230 ; Boileux et Marcadé, sur l'art. 1244 ; Larombert, sur l'art. 1244, n° 25 ; Laurent, *Droit civil*, t. XVII, n° 575 ; Colmet de Santerre, *Droit civil*, t. V, n° 183 ; Demolombe, *Droit civil*, t. XXVII, n° 245.

(3) En ce sens : Duranton, *Droit civil*, t. XII, n° 88.

Ainsi, dans cette opinion, le juge pourrait accorder des délais, mais sans déroger à l'indivisibilité de l'obligation, sans permettre au débiteur de se libérer par paiements successifs (1).

Cette doctrine est, aujourd'hui, presque unanimement repoussée, car, avec elle, le créancier, dont on doit prendre aussi l'intérêt en considération, serait le plus souvent sacrifié; c'est ce qui arriverait notamment en cas de saisie-arrest d'appointements; dans cette hypothèse le créancier a évidemment un grand intérêt à toucher immédiatement une partie de sa créance, en se faisant attribuer une portion des appointements échus de son débiteur; ces appointements constituent souvent le seul patrimoine de son débiteur; si donc, par suite du délai de grâce accordé au débiteur, le créancier devait attendre une nouvelle échéance d'appointements pour se voir attribuer alors la totalité des appointements échus, il courrait le risque de ne rien toucher du tout, car le débiteur pourrait perdre sa place dans l'intervalle; et d'ailleurs il pourrait arriver que, même en touchant tous les appointements échus de son débiteur, le créancier ne fût pas complètement payé; alors l'acquittement de la dette par paiements partiels s'imposerait.

Il faut donc admettre que l'art. 1244 donne au juge le pouvoir de diviser les paiements, et, dès lors, la théorie de la jurisprudence, qui déclarait insaisissables pour partie les traitements des ouvriers et des employés dans les établissements particuliers avait, dans cet art. 1244, une assise assez bien établie.

(1) Colmar, 18 août 1816, D. *Rép.* Oblig., n° 1769.

Lors de la discussion de la loi de ventôse an IX, le rapporteur disait, pour expliquer l'insaisissabilité partielle des traitements des fonctionnaires publics : « il y a dans tous les traitements une portion qui peut être considérée comme la solde nécessaire pour fournir aux besoins du fonctionnaire, et une autre qui peut être considérée comme le prix de ses travaux ».

Par un raisonnement analogue, on pouvait arriver à rendre insaisissable une partie des salaires des ouvriers et employés, attachés à des établissements privés.

Mais cette jurisprudence se heurtait, en droit, à de sérieuses objections.

D'abord, l'art. 584, C. proc., ne déclare pas insaisissables toutes les sommes ayant un caractère alimentaire. mais seulement les sommes qui ont été constituées par donation ou testament ; on ne peut donc faire entrer dans cette catégorie les sommes dues à raison d'une convention, d'un contrat de louage de services, par exemple, et tel est le cas d'une somme due à titre d'appointements.

De plus, en déclarant insaisissables pour partie les appointements des ouvriers et employés dans les établissements privés, on étendait en dehors de ses termes la loi de ventôse an IX, qui n'accorde qu'aux traitements de ceux qui sont attachés à un service public le bénéfice de l'insaisissabilité partielle.

La jurisprudence que nous examinons violait donc manifestement l'art. 2092, C. civ., et le droit commun, car elle aboutissait, en fin de compte, à créer de toutes pièces un privilège qui n'était, nulle part, écrit dans la loi.

Quoi qu'il en soit, on ne pouvait que louer une pareille

jurisprudence, qui, si elle n'était pas fondée en droit d'une manière irréprochable, avait du moins le mérite de rendre hommage à l'humanité; elle protégeait en effet le débiteur contre la rigueur de ses créanciers, et ne le laissait pas dépouiller complètement du produit de son travail, aux dépens de son existence et de celle de sa famille.

Nécessité d'une loi nouvelle venant régler la saisie-arrêt des salaires.

Cependant, cette jurisprudence ne suffisait pas encore à protéger les travailleurs, et la nécessité d'une loi se faisait sentir pour fixer la quotité saisissable des appointements et des salaires.

D'abord, l'art. 1244 ne pouvait pas toujours être appliqué, car il y a des cas où le juge ne peut pas accorder de délais de grâce au débiteur; par exemple, lorsque la saisie-arrêt était pratiquée en vertu d'un billet à ordre, le juge était obligé de laisser saisir la totalité des appointements (1).

Ainsi avait jugé la Cour de Bordeaux (2).

En outre, cette jurisprudence prêtait à l'arbitraire, lorsqu'elle déterminait dans un traitement la portion qu'on pouvait considérer comme alimentaire, comme nécessaire aux besoins du saisi et de sa famille. En effet, les tribunaux devaient, pour fixer cette portion insaisissable, tenir compte non seulement des besoins véritables et des charges réelles du saisi, mais encore des dépenses que nécessitait son genre

(1) Art. 135 et 187, C. comm.

(2) Bordeaux, 17 et 24 mars 1858, D. 59.2.60.

de vie; ainsi, un employé gagne 10.000 francs par an, dirait-on qu'il lui faut pour vivre 4.000 francs, 5.000 francs, ou plus? cela dépend de son train de maison, de ses habitudes de confort et de luxe.

La même question se pose lorsqu'on admet que les revenus dotaux sont, comme la dot elle-même, insaisissables, parce que l'inaliénabilité n'a pas été instituée seulement pour conserver intacte la fortune de la femme, mais encore pour assurer à la famille, pendant la durée du mariage, les ressources nécessaires à sa subsistance; les créanciers du mari ne sont alors admis à saisir que la portion des revenus dotaux qui excède les besoins de la famille, et, pour déterminer cette portion, les tribunaux se trouvent en présence des mêmes difficultés que lorsqu'il s'agit de la saisie-arrêt des appointements. Les juges en arrivent à s'immiscer dans le compte des dépenses des particuliers, et il y a là un grand danger au point de vue de la bonne administration de la justice.

M. Régismanset, rapporteur au Sénat de la loi du 12 janvier 1895, s'exprimait en ces termes sur la nécessité d'une loi nouvelle, intervenant pour fixer la quotité saisissable des appointements et salaires.

« Si les tribunaux, a-t-on objecté, ont la faculté d'apprécier le caractère alimentaire du salaire, pourquoi ne laisse-t-on pas aux juges cette fixation d'une part pouvant être saisie, part qui varie suivant les cas, les habitudes, les professions, les milieux, et qui peut être examinée à des points de vue si divers, qu'on pourrait soutenir que chaque espèce comporte sa solution spéciale?

Ne serait-ce pas là la vraie justice?

Sans doute l'objection est sérieuse; mais alors, autant de saisies, autant de procès! Et pendant la durée de ce procès, le salaire est retenu, la famille meurt de faim, l'ouvrier découragé quitte son travail, le créancier perd son débiteur, et les frais de la consultation équitable absorbent le salaire saisi. Plus ou moins, ce résultat sera atteint, si le procès dure quelque peu, ce qui est normal, et la Commission a été d'avis d'adopter le principe de la réglementation.

En effet, qu'on se place au point de vue de l'intérêt du débiteur ou de son créancier, n'est-ce pas améliorer leur situation respective que de fixer, par avance, dans la loi, la portion saisissable du salaire? L'accord se fera, ou pourra se faire entre eux, sur la somme à retenir et sur la garantie à donner. Et, s'il est aisé de critiquer par avance le caractère absolu de la réglementation légale, mieux vaut encore cela qu'un procès dont les frais, les lenteurs et les dérangements doivent finir par absorber l'intérêt en jeu.

C'est d'ailleurs à cette opinion que s'est ralliée la grande majorité des corps consultés, et il résulte des renseignements fournis par le ministère du commerce que, sur 78 chambres de commerce, 19 chambres consultatives, et 74 conseils de prud'hommes, soit un total de 171 corps consultés, 9 chambres de commerce, 5 chambres consultatives et 5 conseils de prud'hommes seulement, soit 19 corps consultés, se sont prononcés contre l'utilité d'une loi de réglementation en cette matière. »

Droit comparé. — Nous devons ajouter qu'un certain nombre de nations avaient, depuis longtemps, réglé législativement la saisie-arrêt des appointements et salaires; ainsi :

1° En Allemagne, une loi du 21 juin 1869 est intitulée :

« loi concernant la saisie-arrêt de la rétribution du travail ou des services ».

2° En Autriche, la loi du 29 avril 1873 ⁽¹⁾ « concernant les mesures conservatoires et d'exécution sur les rémunérations des ouvrages ou services professionnels », et presque calquée sur la loi allemande précédente, a été légèrement modifiée par une loi du 26 mai 1888 ⁽²⁾.

3° Au Canada ⁽³⁾, une loi réglemente la saisie-arrêt des salaires des ouvriers payés à la journée, à la semaine, ou au mois.

4° La loi belge du 18 août 1887 ⁽⁴⁾ fixe la quotité saisissable et la quotité cessible des salaires de tous les ouvriers et des appointements des employés qui ne dépassent pas 1.200 francs par an.

5° En Norvège, la loi du 29 mars 1890 ⁽⁵⁾ art. 1-4°, déclare insaisissables « les gages et salaires des gens de service et ouvriers, échus depuis moins de 12 semaines ».

SECTION II

COMMENTAIRE DE LA LOI DU 12 JANVIER 1895

§ 1. Sphère d'application de la loi

L'art. 1 de la loi nouvelle est ainsi conçu : « Les salaires des ouvriers et gens de service ne sont saisissables que

(1) *Ann. de lég. étr.*, 1873, p. 242.

(2) *Ann. de lég. étr.*, 1888, p. 435.

(3) Session de 1888, chap. XXIV, *Ann. de lég. étr.*, 1888, p. 962.

(4) *Ann. de lég. étr.*, 1887, p. 611.

(5) *Ann. de lég. étr.*, 1890, p. 672.

jusqu'à concurrence du 1/10, quel que soit le montant de ces salaires.

Les appointements ou traitements des employés ou commis et des fonctionnaires ne sont également saisissables que jusqu'à concurrence du 1/10 lorsqu'ils ne dépassent pas 2.000 francs par an ».

Nous ne parlerons pas ici des fonctionnaires et employés attachés à un service public, ce sujet a déjà été traité (1).

Une distinction très importante ressort du texte de l'art. 1^{er}; elle est faite entre les ouvriers et gens de service, d'une part, et les commis, employés et fonctionnaires, d'autre part. Les salaires des premiers ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du 1/10, quel que soit le montant annuel de ces salaires; les appointements des seconds ne sont saisissables que pour le 1/10 seulement, lorsque ces appointements ne dépassent pas 2.000 francs par an.

Quelle est donc la raison d'une distinction aussi profonde, qui au premier abord semble un peu arbitraire? Pourquoi faire aux ouvriers et gens de service une situation plus favorable qu'aux commis et employés? Les uns et les autres sont cependant également intéressants.

Le but du législateur a été d'assurer au travailleur modeste les moyens de subvenir à son existence et à celle de sa famille, en l'empêchant d'être privé de toute ressource par ses créanciers, et ce motif de la loi s'applique à tous ceux qui vivent, au jour le jour, du produit de leur travail. Ajoutons que certains ouvriers gagnent 12 francs et même 15 francs par jour, c'est-à-dire beaucoup plus de 2.000 francs

(1) Voir le chap. II, p. 37 et suiv.

par an : en somme, il y a injustice à déclarer que l'ouvrier qui peut gagner 3.600 francs par an, par exemple, ne se verra saisir que 360 francs tandis que l'employé, avec la même rétribution, se verra saisir davantage, puisque l'importance de la quotité saisissable sera laissée, dans ce cas, à l'appréciation des tribunaux.

D'ailleurs, l'art. 1 du projet de loi voté par la Chambre des députés ne faisait pas cette distinction ; il était conçu en ces termes :

« Toute saisie-arrêt sur salaires dus à tous ouvriers et gens de service, ou sur appointements dus à tous commis, employés et fonctionnaires publics ne frappera que le 1/10, lorsque ces salaires ou appointements ne dépasseront pas annuellement 2.000 francs.

Au delà de ce chiffre, l'excédant est saisissable pour le tout. »

C'est donc au Sénat que la distinction dont nous nous occupons a été faite, et, à ce sujet, le rapporteur de la loi revenue devant la Chambre des députés disait :

« La raison de cette distinction, assez vivement critiquée lors de sa discussion devant le Sénat, a paru absolument justifiée aux yeux de votre commission par ce fait qu'il est extrêmement difficile de fixer le salaire annuel de l'ouvrier. Ce salaire peut se modifier constamment ; pour l'établir, il faudrait tenir compte des jours fériés, des périodes de chômage, des maladies, et du reste il s'élève bien rarement au-dessus de 2.000 francs.

Votre commission a pensé que, dans une loi de cette nature, il fallait autant que possible éviter toutes les causes de conflit et de discussion, et qu'une limitation de ce genre

aurait pour effet de faire surgir, au début de chaque affaire, un débat sur la compétence pouvant entraîner des longueurs et des frais.

La même objection ne peut être faite pour les appointements ou traitements des employés qui sont généralement fixes, payables par mois, non sujets à déduction; le montant annuel en est toujours facile à déterminer ».

Et, de son côté, M. Régismanset, rapporteur de la loi devant le Sénat, disait :

« Comment calculer avec précision le montant annuel du salaire qui peut varier d'une semaine à l'autre, s'augmenter de bénéfices imprévus, ou diminuer par le fait de chômages, de maladies, dont la durée ne peut être déterminée à l'avance? Et la commission vous propose de décider que les salaires des ouvriers et gens de service ne seront saisissables que jusqu'à concurrence du 1/10, quel que soit le montant de ces salaires. Au contraire, les appointements des employés, fonctionnaires et commis sont généralement fixes, payables par mois, non sujets à déduction par jours fériés ou pour cause de maladie. Le montant annuel est ici facile à déterminer, et la commission vous propose de décider que les appointements des employés ou commis, et des fonctionnaires, ne sont également saisissables que jusqu'à concurrence du 1/10, lorsqu'ils ne dépassent pas 2.000 francs par an. »

Ainsi, c'est sur des considérations de pratique que s'est basé le législateur pour poser la distinction signalée entre les ouvriers et gens de service, d'une part, et les commis, employés et fonctionnaires, d'autre part, à savoir : la difficulté d'évaluer d'une façon précise le montant annuel

du salaire de l'ouvrier, à cause des jours de chômage, de maladie, etc., attendu que l'ouvrier ne gagne son salaire qu'au jour le jour, et que, lors de sa paye, on lui déduit les salaires de tous les jours où il n'a pas travaillé.

S'il en est ainsi, on pourrait faire à la rédaction de la loi l'objection suivante : il y a des ouvriers et des gens de service qui sont payés au mois ou à l'année, et, pour ceux-là, il est facile de connaître le montant annuel de ce qu'ils gagnent.

Le législateur aurait donc dû dire, pour traduire exactement les motifs dont il était inspiré : « Les salaires des ouvriers et gens de service, lorsqu'ils ne sont acquis qu'au jour le jour, ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du 1/10, quel que soit le montant de ces salaires ».

C'est la rédaction qui a été adoptée par une loi au Canada (province de Québec) ⁽¹⁾. Cette loi exempte de la saisie la moitié des gages des journaliers; par journaliers, elle entend ceux qui travaillent à raison de tant par jour, qu'ils soient, du reste, payés tous les jours, toutes les semaines ou tous les mois.

Mais alors, comment savoir si les salaires des ouvriers sont acquis au jour le jour, ou au mois, ou à l'année? Le plus souvent, le patron embauche l'ouvrier verbalement, il n'y a pas d'écrit pour le contrat de louage de services, de sorte que, si on avait adopté le système du législateur canadien, il y aurait eu, toutes les fois qu'on se serait trouvé en présence d'un ouvrier, une question préjudicielle à résoudre pour fixer la quotité saisissable du salaire; la difficulté que

(1) *Session législative de 1881*, ch. XVIII; *Ann. lég. étr.*, 1881, p. 821.

redoutaient les rapporteurs de la loi de 1895 et qui était de déterminer le montant annuel du salaire aurait été simplement déplacée, et serait devenue celle de connaître le mode de rémunération de l'ouvrier, sans compter les lenteurs et les frais, toutes entraves que le législateur a voulu éviter.

Le législateur de 1895 a donc statué de *eo quod plerumque fit*, et a fait le raisonnement suivant : les ouvriers et gens de service ne gagnent généralement leur salaire qu'au jour le jour, et rarement leur rétribution s'élève à plus de 2.000 francs par an. Quant à ceux qui gagnent 10 et 15 francs par jour, ils sont peu nombreux, et, d'ailleurs, plus exposés à chômer souvent, de sorte que, en fin de compte, leur rémunération annuelle ne dépasse pas beaucoup 2.000 francs. Donc, quel que soit le montant annuel des salaires des ouvriers, la quotité saisissable sera toujours du 1/10 seulement.

Droit comparé. — Le législateur du Canada a sans doute reconnu les inconvénients pratiques que sa terminologie de 1881 entraînait, car, par une loi de 1888 ⁽¹⁾, il traite tous les ouvriers de la même façon, qu'ils soient payés tant par journée, par semaine ou par mois, et déclare que leurs salaires sont insaisissables jusqu'à concurrence des 3/4.

Le législateur français a distingué les ouvriers et gens de service des employés, en se basant sur la difficulté qu'il y aurait à évaluer la rétribution annuelle d'un ouvrier.

Le législateur autrichien, guidé par un motif tout autre, par des considérations économiques, a adopté une terminologie voisine de celle de la loi française de 1895.

(1) *Session de 1888*, ch. XXIV ; *Ann. lég. étr.*, 1888, p. 962.

La loi autrichienne du 29 avril 1873 « concernant les mesures conservatoires et d'exécution sur les rémunérations des ouvrages ou services professionnels » établit, dans ses art. 2 et 3, une distinction fondamentale entre les rémunérations qui s'appliquent à des travaux ou à des services dits de durée, et à ceux de non-durée. L'art. 2 « entend par travaux ou services de durée ceux dont la durée est fixée par la loi, la convention ou l'usage, à une année au moins, ou ceux dont la durée n'est pas limitée, mais dont la cessation est subordonnée à un congé devant être donné au moins trois mois à l'avance. »

Les ouvriers n'engagent généralement pas leurs services pour un certain temps, et le patron peut les congédier du jour au lendemain; leurs travaux sont donc non de durée; au contraire, les employés louent d'ordinaire leurs services pour une certaine durée; on voit donc que la distinction, faite par la loi autrichienne, n'est pas la même que celle de la loi française, elle en est seulement voisine. Selon la loi autrichienne de 1873, art. 2, modifiée par la loi du 26 mai 1888 : « la rémunération des travaux ou des services professionnels de durée ne pourra être l'objet d'aucune mesure conservatoire ou d'exécution, lorsque le montant de cette rémunération n'excédera pas la valeur de 800 florins autrichiens par an ».

Quant aux services non de durée, l'art. 3 de la loi autrichienne dit : « en dehors des cas prévus dans l'art. 2, il ne pourra être procédé, sur la part de la rémunération fixée par l'art. 1 (le 1/3 du montant annuel de cette rémunération), à aucune mesure conservatoire ou d'exécution : 1° avant la livraison des travaux ou la prestation complète des services ;

2° avant l'expiration du jour de l'échéance, suivant la loi, le contrat ou l'usage ».

Le but du législateur autrichien, en posant cette distinction entre les travaux ou services de durée, et ceux non de durée, et en édictant l'art. 3-1°, a été d'empêcher, dans l'intérêt de l'industrie, le travailleur de quitter son travail avant même qu'il fût achevé, pour échapper aux poursuites de son créancier, et chercher ailleurs, dans un lieu que ce créancier ne connaîtrait pas, le salaire nécessaire à son existence. Or, cet abandon des travaux non terminés, très préjudiciable à l'industrie, est surtout à craindre de la part de ceux qui, comme les ouvriers, n'engagent pas leurs services pour un certain temps, et peuvent toujours retrouver chez un autre patron une situation analogue à celle qu'ils quittent; au contraire, en ce qui concerne les employés, ou, d'une manière générale, les gens qui louent leurs services pour une certaine durée, une telle crainte ne serait pas fondée, car ces personnes tirent de leur place des avantages qu'elles ne peuvent pas retrouver ailleurs du jour au lendemain, et ne sont pas, par suite, disposées à quitter leur situation pour ne pas payer leurs dettes.

Quant à l'art. 3-2°, nous avons vu ⁽¹⁾ quel a été son motif.

La loi belge du 18 août 1887, art. 1 et 2, a adopté la même distinction que la loi française; les salaires des ouvriers et gens de service ne sont jamais saisissables que pour le 1/5, et les appointements des employés et commis ne sont également saisissables que pour le 1/5, lorsqu'ils ne dépassent pas 1.200 francs par an.

(1) Voir chap. I, sect. II, page 33.

On a fait à l'art. 1 de la loi du 12 janvier 1895 une objection qu'on peut formuler en ces termes : la loi a voulu éviter le calcul du salaire annuel, à cause de la difficulté, de l'impossibilité même, d'une pareille opération; mais la loi dit : « les salaires des ouvriers et gens de service ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du $\frac{1}{10}$, quel que soit le montant de ces salaires ». Dès lors, pour calculer ce $\frac{1}{10}$, il faudra préalablement déterminer l'importance du salaire, ce qu'on a voulu éviter.

Cette objection n'est pas fondée. Supposons un ouvrier qui gagne 7 francs par jour, et reçoit sa paye une fois par semaine; un de ses créanciers fait une opposition entre les mains de son patron; alors, tous les jours de paye, et jusqu'à complète extinction de la créance, le patron retiendra sur le salaire de son ouvrier le $\frac{1}{10}$ de ce que celui-ci aura gagné dans la semaine; par exemple, si l'ouvrier a travaillé 4 jours et a droit à un salaire de 28 francs, le patron retiendra 2 fr. 80 pour les remettre au créancier.

Tel est le sens de l'art. 1^{er} de la loi de 1895.

A cet égard, la rédaction de la loi belge du 18 août 1887 est préférable à celle de la loi française, et ne donne lieu à aucune ambiguïté. L'art. 1 de la loi belge dit en effet : « Ne pourront être cédées pour plus de $\frac{2}{5}$ ni saisies pour plus de $\frac{1}{5}$ les sommes à payer aux ouvriers et gens de service, du chef de leurs salaires ».

Étant donné l'économie de la loi du 12 janvier 1895, comment distinguer les ouvriers et gens de service des commis, employés, et fonctionnaires? Quel criterium faut-il adopter?

Ce sera une question de fait à résoudre par les tribunaux;

le juge trouvera la base de cette distinction en examinant la nature des services rendus par le saisi.

L'ouvrier rend des services manuels, son activité porte sur une adaptation ou sur une transformation de choses matérielles ⁽¹⁾; les commis et employés au contraire sont les aides du maître, ils font un travail de même nature que le sien, et participent à ses affaires par leur intelligence. Peu importe d'ailleurs que l'ouvrier travaille à l'heure, à la pièce, à la journée ou au mois; s'il fait un travail manuel, quel que soit le mode de rémunération de ses services, ce sera un ouvrier.

Le nom de « fonctionnaires » est réservé à ceux qui sont attachés à un service public, dépendant de l'État, du département ou de la commune ⁽²⁾.

Les gens de service sont ceux qui donnent leurs soins à la personne ou au ménage du maître, et qui généralement sont logés et nourris par lui.

La loi de 1895 s'applique aux ouvriers agricoles, c'est-à-dire aux travailleurs ruraux qui ne logent pas dans la maison du maître; ceux qui habitent avec le maître sont plutôt des domestiques ou gens de service.

Cette loi régit également les ouvriers qui sont employés par l'État, car elle est absolument générale.

Le contre-maître, ou chef d'atelier, doit-il être considéré comme un ouvrier ou comme un employé?

La question est délicate : le contre-maître est en somme une sorte d'ouvrier chef qui, sans accomplir, par lui-même,

(1) Labori et Schaffhauser, *Diction. au mot « louage d'ouvrage et d'industrie »*, § 9 et 10.

(2) Voir, chap. II, sect. II, § 1, p. 42 et suiv.

des travaux manuels, surveille ceux des ouvriers ; on ne peut pas dire de lui qu'il participe, comme un employé, aux travaux intellectuels du patron et à la direction de la maison. Mais, d'autre part, le contre-maître est souvent payé, comme un employé, au mois ou à l'année, et gagne généralement plus de 2.000 fr. par an.

Cependant, on doit considérer le contre-maître comme un ouvrier, au point de vue de la quotité saisissable de son salaire ; le législateur a bien prévu que certains ouvriers gagneraient plus de 2.000 francs par an, et même seraient payés au mois ou à l'année ; mais il a rédigé l'art. 1 de la loi de 1895 de manière à éviter les difficultés pratiques, et il faut, pour classer les différents travailleurs en interprétant cet article, examiner seulement le genre de travaux qu'ils sont appelés à accomplir.

Combinaison de l'art. 549, C. comm., avec la loi du 12 janvier 1895.

L'art. 549, C. comm., modifié par la loi du 4 mars 1889, était ainsi conçu :

« Le salaire, acquis aux ouvriers directement employés par le débiteur pendant les trois mois qui ont précédé l'ouverture de la liquidation judiciaire ou de la faillite, est admis au nombre des créances privilégiées, au même rang que le privilège établi par l'art. 2101, C. civ., pour le salaire des gens de service.

Les salaires dus aux commis pour les six mois qui précèdent le jugement déclaratif sont admis au même rang. »

Une loi récente du 6 février 1895 a ajouté au dernier alinéa de l'art. 549 : « Le même privilège est accordé aux

commis attachés à une ou plusieurs maisons de commerce, sédentaires ou voyageurs, savoir :

S'il s'agit d'appointements fixes, pour les salaires qui leur sont dus durant les six mois antérieurs à la déclaration de la liquidation judiciaire ou de la faillite ;

Et, s'il s'agit de remises proportionnelles allouées à titre d'appointements ou de suppléments d'appointements, pour toutes les commissions qui leur sont définitivement acquises dans les trois derniers mois précédant le jugement déclaratif, alors même que la cause de ces créances remonterait à une époque antérieure. »

D'autre part, le rapport complémentaire de M. Jacquemart à la Chambre, en date du 2 mai 1893, présente un art. 4 ainsi conçu :

« Les salaires acquis aux ouvriers pour les derniers 3 mois, et les salaires dus aux employés pour les derniers 6 mois, sont admis, en cas de déconfiture du patron non-commerçant, au nombre des créances privilégiées, au même rang que le privilège de l'art. 2101-4° du Code civil pour les salaires des gens de service. »

Le rapport de M. Jacquemart était relatif à la saisie-arrêt des salaires et des petits traitements ; on a fait remarquer que la disposition précédente ne se rattachait que de loin à cette question ; aussi la disposition n'a pas été reproduite dans la loi votée le 12 janvier 1895, et elle fera l'objet d'une proposition spéciale.

Ces appointements et salaires de l'art. 549, C. comm., et de l'art. 2101-4°, C. civ., qui sont garantis par un privilège, et les appointements et salaires dont il est question dans la proposition précédente, en supposant votée cette proposi-

tion, vont tomber, pour la saisissabilité, sous l'application de la loi du 12 janvier 1895 ou de la jurisprudence relative à la saisie-arrêt des appointements, selon les distinctions suivantes :

1° S'il s'agit de salaires privilégiés dus à des ouvriers, ou à des gens de service, d'après l'art. 1 de la loi de 1895 ils ne seront saisissables que pour 1/10, quel que soit leur montant.

2° S'il s'agit d'employés ou de commis, on additionnera les appointements actuels du débiteur avec la somme privilégiée qui lui est due à titre d'appointements, et, selon que le total ainsi obtenu sera ou non supérieur à 2.000 francs annuellement, la quotité saisissable sera fixée par la juridiction compétente ou par la loi de 1895 art. 1.

Ouvriers qui ne sont pas régis par la loi de 1895.

La loi du 12 janvier 1895 ne s'applique pas à tous les ouvriers; notamment, elle est sans application à l'égard des matelots de la marine marchande, et des prisonniers qui travaillent pendant leur détention.

1. — Marins de la marine marchande

Les marins de la marine marchande sont depuis longtemps régis, quant à la saisissabilité et à la cessibilité de leurs salaires, par une législation spéciale que la loi de 1895 n'a pas abolie, car le législateur n'a nulle part manifesté cette intention.

L'ordonnance du 1^{er} novembre 1745, art. 3, porte : « Défend Sa Majesté à tous particuliers et habitants des villes

maritimes qui se prétendront créanciers des matelots de former, pour raison desdites créances, aucune action ni demande sur le produit de la somme que lesdits matelots auront gagnée sur les bâtiments marchands, à moins que les sommes prétendues par lesdits créanciers ne soient dues par les matelots ou leurs familles pour loyers de maison, subsistances ou hardes qui leur auront été fournies du consentement des commissaires et des autres officiers chargés du détail des classes, et qu'elles n'aient été apostillées par lesdits officiers sur les registres et matricules des gens de mer : au défaut de quoi lesdits ne pourront, sous quelque prétexte que ce puisse être, réclamer la solde des matelots, et pourront seulement avoir recours sur leurs autres biens et effets ».

Puis, l'arrêté du 2 prairial an XI, art. 111, dit : « Les parts de prises des marins, comme leurs salaires, sont déclarées insaisissables. On n'aura aucun égard aux réclamations ou oppositions qui pourraient être formées par ceux qui se prétendraient porteurs d'obligations desdits marins, à moins que les sommes réclamées ne soient dues, par eux ou par leurs familles, pour loyers de maisons, subsistances et vêtements qui leur auraient été fournis du consentement du commissaire à l'inscription maritime, et que cette avance n'ait été préalablement apostillée sur les registres et matricules des gens de mer ».

L'art. 37 du règlement du 17 juillet 1816 reproduit ces dispositions.

Le texte de l'ordonnance de 1745, pris à la lettre, semble ne décréter l'insaisissabilité des loyers des gens de mer qu'à l'égard des habitants des villes maritimes ; mais cette ordon-

nance a simplement statué *de eo quod plerumque fit*, car ce sont surtout les habitants du littoral qui peuvent être créanciers des marins. Il faut donc donner au texte de l'ordonnance de 1745 une portée générale et déclarer les salaires des marins insaisissables à l'égard de tous leurs créanciers ; d'ailleurs, les motifs de l'insaisissabilité sont généraux et s'appliquent aussi bien aux créanciers de l'intérieur des terres qu'à ceux habitant le littoral.

Quant à l'arrêté de prairial an XI, il est abrogé en ce qui concerne les prises opérées par les corsaires, puisque la course a été abolie par la déclaration de Paris du 16 avril 1856 ; mais il subsiste pour tout ce qui est relatif aux salaires et aux prises en temps de guerre.

Remarquons que l'ordonnance de 1745, établit aussi l'incessibilité des loyers des gens de mer ; le mot « demande » est en effet relatif à la cession, tandis que le mot « action » s'applique à la saisie ; puis le mot « réclamer » (à la fin) comprend à la fois la saisie-arrêt et la demande en vertu d'une cession. L'arrêté de prairial an XI emploie aussi le même mot « réclamer ».

Le salaire du capitaine et des officiers est-il, comme celui des gens de mer, incessible et insaisissable ?

L'ordonnance de 1745 ne parlait que des salaires des gens de mer, et semblait même opposer les matelots aux officiers mariniers, puisqu'elle défendait à ces derniers de rien prêter ou avancer aux hommes de l'équipage pendant le cours du voyage.

L'arrêté de prairial an XI est plus ambigu, car il se sert de l'expression générale « marins ».

Mais le décret du 4 mars 1852 ⁽¹⁾ déclare que « les dispositions de l'ordonnance du 1^{er} novembre 1745 seront appliquées à tout marin faisant partie de l'équipage d'un navire de commerce ».

Il faut donc en conclure que le salaire du capitaine et autres officiers est incessible et insaisissable, comme celui des simples matelots, car, comme ces derniers, le capitaine et les officiers font partie de l'équipage.

Mais, si le salaire du capitaine est insaisissable, cela n'est vrai qu'à l'égard de ceux qui sont étrangers à l'armement; vis-à-vis de l'armateur, au contraire, le capitaine n'est plus un marin faisant partie de l'équipage, mais un mandataire.

Si donc le capitaine, par suite des fautes qu'il a commises, a causé un préjudice quelconque à l'armateur, celui-ci pourra faire des retenues sur les gages du capitaine, car il est censé n'avoir promis ces gages qu'à la condition que le mandat serait fidèlement exécuté ⁽²⁾.

Que décider pour les différentes personnes qui, sans être marins, sont cependant employées à bord du navire? (exemples, chirurgiens, cuisiniers, domestiques, etc.).

M. Laurin ⁽³⁾ est d'avis que les salaires de ces personnes sont incessibles et insaisissables. Un jugement du tribunal du Havre a adopté la même opinion ⁽⁴⁾.

Les motifs de ce jugement sont : aux termes du décret de

(1) Art. 1, dernier alinéa.

(2) Aix, 3 juin 1829, affaire Dou, D. *Rép., Droit maritime*, p. 421, n° 356, note.

(3) Laurin sur Créspon, t. I, p. 457, note.

(4) Trib. Havre 29 avr. 1869, D. 70.3.77.

1852, les dispositions de l'ordonnance du 1^{er} novembre 1745 sont déclarées applicables « à tous marins faisant partie de l'équipage d'un navire de commerce » ; la loi a voulu assurer, par ce privilège d'insaisissabilité, l'embarquement des hommes nécessaires au service du bâtiment ; donc, pour rentrer dans l'esprit de la loi, on doit comprendre sous la dénomination de marins tous les hommes nécessaires à son équipement régulier, et recevant leurs salaires des chefs ou propriétaires du navire, par exemple, les cuisiniers, domestiques, etc., attachés au service du bord.

Ainsi, un pilote-côtier pourrait voir son salaire saisi, parce qu'il ne fait pas partie de l'équipage, qu'il n'est pas attaché au service du bâtiment ⁽¹⁾.

Cette jurisprudence, qui est peut-être dans l'esprit de la loi, n'en respecte pas assez les termes ; en effet, en admettant que les cuisiniers, domestiques etc., fassent partie de l'équipage, ce ne sont pas des marins. Or, le décret de 1852 n'étend le bénéfice de l'insaisissabilité qu'aux marins, et, comme en matière d'exception et de privilège telle que l'insaisissabilité, toute loi doit s'interpréter restrictivement, il s'ensuit que les salaires des personnes sus-nommées ne tombent pas sous l'application des dispositions législatives précédentes ⁽²⁾.

Mais on appliquera à ces personnes la loi du 12 janvier 1895.

Les salaires des gens de mer étant insaisissables, peut-il être stipulé, par une clause pénale, qu'en cas de désertion ou de refus de remplir

(1) Trib. Havre, Rouen, 26 mars 1859, D. 59.2.157.

(2) En ce sens, Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, t. II, n° 1720.

certaines obligations, les loyers seront, en tout ou en partie, perdus pour les gens de mer ?

On a dit qu'une telle clause n'était pas permise parce que le décret du 4 mars 1852, art. 1, dit : « Sont considérées comme dispositions d'ordre public auxquelles il est interdit de déroger par conventions particulières : l'ordonnance du 1^{er} novembre 1745 ⁽¹⁾ ».

Cette opinion doit être rejetée. L'art. 1 du décret précédent veut bien dire qu'une convention, conclue entre un matelot et un de ses créanciers, qui rendrait saisissable ou cessible une portion du salaire de ce matelot, serait nulle ; mais doit-on décider de même à l'égard de la clause pénale que nous examinons et qui est édictée par l'armateur lorsqu'il conclut avec un marin un contrat de louage de services ? Évidemment non.

Cette clause n'est, en effet, qu'une condition mise par l'armateur au gain des salaires, de telle sorte que, si cette condition n'est pas remplie, les salaires ne sont gagnés qu'en partie ou même pas du tout par les matelots ; dès lors, la clause en question est parfaitement valable, car le législateur de 1745 et de 1852 n'a pas du tout songé à réglementer le contrat d'engagement des marins, et à interdire dans ce contrat les clauses conditionnelles. Il a simplement voulu empêcher les gens de mer d'entamer ou de dissiper leurs salaires, en contractant des obligations en cours de voyage ; l'ordonnance de 1745 le prouve, car elle défend aux officiers de « rien prêter ou avancer aux matelots, pendant le cours des voyages, soit en deniers, soit en marchandises, sous

(1) En ce sens, Rennes, 17 mai 1858, S. 61.1.345.

quelque prétexte que ce puisse être, à peine de privation ou de perte des sommes qui auront été ainsi prêtées ou avancées, et en outre de 50 livres d'amende ⁽¹⁾ ».

L'incessibilité et l'insaisissabilité édictées par l'ordonnance de 1745 s'appliquent certainement aux loyers des gens de mer engagés au mois et au voyage; mais sont-elles aussi applicables à ceux des gens de mer engagés au profit espéré (au frêt ou à la part)?

Certains auteurs voient dans ce cas une véritable société entre l'armateur et le marin ⁽²⁾.

Dès lors, la rémunération du marin ne serait plus un salaire, elle ne tomberait plus sous l'application de l'ordonnance de 1745 et serait cessible et saisissable pour le tout.

Mais, est-il vrai de dire qu'il y ait dans ce cas un contrat de société? Non, car si on trouve bien réunis, dans une telle convention, quelques-uns des éléments nécessaires à la formation du contrat de société, on ne les y trouve pas tous, et notamment, il n'y a pas, chez les parties, l'intention de former une société; un tel contrat est donc assimilable à celui qu'un patron conclut avec un de ses employés pour l'intéresser dans les bénéfices de la maison; cet intéressé reste employé et n'a pas tous les droits d'un associé : par exemple, il peut être congédié par le patron.

De plus, le Code de commerce, art. 260, emploie le mot

(1) En ce sens : Cass., 20 nov. 1860, S. 61.1.345; Bordeaux, 25 janv. 1862, S. 62.2.519; Lyon-Caen et Renault, *Précis de dr. comm.*, t. II, n° 1721.

(2) Crespon et Laurin, t. I, p. 322 et suiv.; Dufour, t. II, n° 104 et 105; Bordeaux, 25 janv. 1862, S. 62.2.519.

« loyers » pour désigner tous les genres de rémunération des gens de mer.

D'autre part, les motifs de l'insaisissabilité et de l'incessibilité des salaires des matelots sont toujours les mêmes, quel que soit le mode adopté pour la rétribution de ces matelots, à savoir : empêcher les gens de mer d'entamer leurs salaires avant la fin de leur voyage par des dettes contractées en cours de route, pour leur permettre de subvenir, à leur retour, aux besoins de leur famille.

On doit donc conclure que le salaire des gens de mer engagés au profit espéré est incessible et insaisissable ⁽¹⁾ comme celui des autres marins.

L'insaisissabilité et l'incessibilité des salaires des gens de mer ne sont pas absolues.

L'ordonnance de 1745, puis l'arrêté de prairial an XI et le règlement du 17 juillet 1816 permettent la saisie ou la cession de ces salaires, lorsque les marins ou leurs familles ont contracté des dettes pour loyers de maisons, vêtements ou subsistances ; mais il faut que le commissaire de l'inscription maritime ait fait apostille sur les registres et matricules des gens de mer.

La saisie est encore permise pour dettes envers l'État, et pour dettes d'aliments en vertu des art. 203, 205, 214, C. civ. ⁽²⁾.

Délégations des salaires des gens de mer.

L'arrêté ministériel du 22 mars 1862 a organisé, dans les

(1) En ce sens : Lyon-Caen et Renault, *Précis de dr. comm.*, t. II, n° 1719 ; Cass., 14 mai 1873, S. 73.1.409.

(2) Décret, 11 août 1856, art. 250.

termes suivants, les délégations des salaires des marins, lorsqu'ils sont sur le point de prendre la mer :

« A la revue du départ des navires du commerce, le commissaire de l'inscription maritime invitera les hommes de l'équipage à faire connaître la portion de salaire qu'ils entendent déléguer. Les capitaines pourront déléguer telle portion de leur salaire qu'il leur conviendra. Les délégations des marins, portés sur le rôle avec le titre d'officier, ne pourront s'élever à plus de la moitié de leurs gages. Les autres hommes de l'équipage ne seront admis à déléguer que le tiers. Mention de la quotité déléguée sera immédiatement faite sur le rôle d'équipage à l'article de chacun des délégués. »

Ces délégations sont faites, au moment du départ, par le marin, le plus souvent à sa famille, pour assurer l'existence de celle-ci pendant son absence; mais elles peuvent aussi être faites à des étrangers; en tous cas, elles ne subsistent que pendant la durée du voyage, et c'est là le point important, car, de cette façon, l'avenir ne se trouve pas trop engagé.

En résumé, les salaires des gens de mer sont incessibles et insaisissables pour la totalité, sauf pour certaines dettes et moyennant l'accomplissement de certaines formalités.

En outre, certaines obligations contractées par les gens de mer sont frappées de nullité, de telle sorte que non seulement leurs loyers, mais encore leurs autres biens, sont à l'abri des poursuites de leurs créanciers : ce sont les emprunts contractés en cours de voyage par les matelots envers les officiers du bord (1).

(1) Ord. de 1745. Voir *suprà*, page 127.

Au moment de leur départ pour une expédition maritime, les marins peuvent, dans tous les cas, déléguer une partie de leurs loyers relatifs à ce voyage; cette partie ne peut excéder le $\frac{1}{3}$.

Ce régime, établi par des lois spéciales, n'a été aucunement modifié par la loi du 12 janvier 1895.

Depuis cette loi, les salaires des ouvriers ordinaires sont toujours saisissables pour $\frac{1}{10}$ et cessibles pour un autre $\frac{1}{10}$; dans certains cas exceptionnels le *quantum* de la quotité saisissable ou de la quotité cessible peut être plus élevé.

La condition faite aux matelots de la marine marchande, au point de vue de la saisissabilité de leurs salaires, est donc encore meilleure que celle des ouvriers ordinaires, même depuis la loi de 1895; cette supériorité de condition avait été établie, autrefois, en compensation des charges qu'imposait aux marins l'inscription maritime; aujourd'hui, depuis que de nouvelles lois militaires ont sensiblement égalisé la situation des marins et des ouvriers de terre, au point de vue du service dû à l'État, la supériorité de condition que nous signalons peut encore se justifier par la modicité des salaires des gens de mer, par leur pauvreté, et par l'intérêt qu'a la nation au développement et à la prospérité de la marine marchande.

II. — Prisonniers

Le salaire que les prisonniers gagnent pendant leur détention est insaisissable jusqu'à concurrence du $\frac{1}{3}$, même pour frais de justice ⁽¹⁾.

(1) Décision minist. des fin., 7 janv. 1806; Circulaire 13 janv. 1806. Cass. req., 18 févr. 1895, P. Fr. 95.1.325. Garsonnet, *Tr. de proc. civ.*, t. III, n° 552, p. 557; Roger, *Tr. de la saisie-arrêt*, n° 321, p. 326.

La raison de cette décision est facile à comprendre : elle a pour but de permettre au détenu de chercher du travail à sa sortie de prison, et de se réhabiliter.

Ce salaire est d'ailleurs incessible dans la même mesure, sans cela, le prisonnier ne serait qu'à moitié protégé.

La loi autrichienne du 19 avril 1873 prévoit spécialement ce cas, dans son art. 6, et décide que :

« Aucune mesure d'exécution ou conservatoire ne pourra être pratiquée sur la part de rémunération attribuée au prisonnier à raison de son travail, avant le paiement de cette rémunération. Ces mesures ne pourront être prises qu'à l'expiration du délai de 30 jours depuis l'élargissement du prisonnier. »

Comme nous l'avons déjà remarqué ⁽¹⁾, cette défense équivaut à une véritable et complète insaisissabilité, car, une fois que le prisonnier a touché son salaire, la saisie de ce salaire devient impraticable.

§ 2. Fixation de la quotité saisissable

Le principe une fois admis de limiter par une loi la quotité saisissable des salaires et traitements, comment fixer cette quotité saisissable?

Deux questions peuvent être posées :

1° *Convient-il de déterminer un salaire qui représente le minimum de ce qui est nécessaire à la vie, et de le déclarer complètement insaisissable ainsi que tous les salaires moins élevés?*

2° *Faut-il augmenter la quotité saisissable au fur et à me-*

(1) Voir chap. I, section II, page 33.

sure de l'importance des appointements, si élevé que soit le chiffre de ceux-ci, ou faut-il au contraire ne limiter les effets de la saisie, et cela d'une manière invariable, que pour les appointements qui ne dépassent pas annuellement une somme déterminée?

Première question. — Sur la première question le législateur autrichien a répondu affirmativement lorsqu'il s'agit de travaux ou services professionnels *de durée* ⁽¹⁾; alors, si la rémunération annuelle ne dépasse pas 800 florins autrichiens, elle est complètement à l'abri des mesures conservatoires ou d'exécution ⁽²⁾.

Le législateur autrichien n'a pas adopté la même solution lorsqu'il s'agit de travaux ou de services professionnels *non de durée*, par exemple de travaux d'ouvriers, parce qu'alors il est presque impossible d'évaluer la rétribution annuelle du salarié.

La question ne peut donc pas se poser, dans les mêmes termes que précédemment, pour les ouvriers et gens de service; pour eux, il faudrait considérer le salaire journalier, et non pas le salaire annuel.

Lors de la discussion de la loi du 12 janvier 1895 à la Chambre des députés, la proposition d'affranchir de toute saisie les salaires les moins élevés avait été faite, mais elle fut repoussée, et selon nous avec raison.

En effet, s'il importe de protéger le petit ouvrier, ou le petit employé, il ne faut pas sacrifier complètement le créancier; il y a là deux intérêts à concilier, et cette conciliation

(1) Voir pour l'explication de cette expression, chap. III, sect. II, § 1, p. 116.

(2) Loi du 29 avr. 1873, art. 2, modifiée par la loi du 26 mai 1888. *Ann. législ. étr.*, 1873, p. 242 et 1888, p. 435.

ne peut se faire que si on fixe précisément une quotité saisissable peu élevée. L'intérêt bien entendu du débiteur lui-même exige qu'une partie de son gain soit susceptible de saisie; sans cela, on lui enlèverait tout crédit, et partant tout moyen d'existence, et la loi aurait un résultat absolument contraire au but que le législateur se proposait d'atteindre.

Ajoutons que les créanciers, à qui on voudrait enlever le droit de saisie, sont souvent, eux aussi, de modestes travailleurs, de petits commerçants dignes, comme leurs débiteurs, de la sollicitude du législateur : ce sont le boucher, le boulangier, et d'autres petits fournisseurs de ce genre qui ont fait crédit, et qui doivent légitimement rentrer avec facilité dans leurs avances.

D'ailleurs quelle base adopter pour déterminer ce salaire qui serait complètement insaisissable? Les objets de première nécessité ne coûtent pas partout le même prix; tel salaire, qui serait suffisant pour permettre à un ouvrier de vivre à la campagne, ne suffirait pas aux besoins de l'ouvrier dans une grande ville, où la vie est plus chère. Il faudrait donc, en tenant compte de ces différences, déclarer complètement insaisissables une série de salaires s'élevant à des sommes différentes selon les lieux, ce qui amènerait de grandes complications.

Nous concluons donc que, même pour les plus petits salaires, il est nécessaire qu'une portion soit susceptible d'être saisie.

Cette solution a été adoptée par la loi belge du 18 août 1887 et par la loi française du 12 janvier 1895.

Deuxième question. — Faut-il augmenter la quotité saisissable au fur et à mesure de l'importance des appointe-

ments, si élevé que soit le chiffre de ceux-ci, ou faut-il, au contraire, ne limiter les effets de la saisie, et cela d'une manière invariable, que pour les appointements qui ne dépassent pas annuellement une somme déterminée?

M. Royer avait demandé à la Chambre des députés que la quotité saisissable ne fût pas la même pour tous les appointements, mais variât avec l'importance de ces appointements, et avec la situation des débiteurs. Il s'exprimait en ces termes :

« La commission, avec juste raison, a voulu qu'on ne pût pas, en principe, saisir la totalité du salaire de l'ouvrier ou de l'employé, mais elle a voulu également fixer un taux uniforme.

Eh bien, c'est contre ce taux uniforme que je viens m'élever, et j'espère démontrer à la Chambre qu'il est absolument impossible de fixer, en cette matière, le même taux pour tous les débiteurs.

Je comprendrais qu'il y eût un niveau égalitaire pour tout le monde, si la situation de tous les débiteurs était la même; mais je vais prendre quelques hypothèses et vous démontrer qu'il est absolument impossible d'établir ici une règle égalitaire.

Voici un ouvrier qui gagne 800 ou 900 francs, il est marié, il a 4 ou 5 enfants; avec son salaire, il peut à peine arriver à vivre. Est-il humain que cet ouvrier puisse se voir retirer le pain qui est nécessaire à sa femme et à ses enfants, pour payer un créancier quel qu'il soit? Il ne peut déjà pas suffire à ses besoins et à ceux de sa famille, et, néanmoins, s'il gagne 1.000 francs, on va lui prendre 100 francs.

Supposons, au contraire, à côté de ce père de famille, un employé célibataire qui n'a à subvenir qu'à ses propres besoins. Cet employé gagne 1.800 ou 2.000 francs et la saisie-arrêt ne pourrait être effectuée que jusqu'à concurrence de $\frac{1}{10}$! Est-il juste, alors que les $\frac{9}{10}$ de son salaire ne lui sont pas indispensables, de l'autoriser à les percevoir, quand son créancier, peut-être pour une dette d'aliments, ne pourra toucher que 200 francs annuellement ? »

Seulement l'orateur voulait que ce fût, dans chaque espèce, le juge de paix qui apprécierait la situation et les besoins du débiteur, et fixât la quotité saisissable de son salaire ; c'était revenir aux anciens errements, à l'arbitraire de la jurisprudence que la nouvelle loi avait précisément pour but de supprimer ; c'est pourquoi cette proposition fut avec raison repoussée.

Devant le Sénat, M. Chovet reprit la même proposition dans des termes un peu différents ; il voulait, d'une part, étendre la réglementation de la saisie-arrêt aux appointements ne dépassant pas 4.000 francs par an, au lieu de la restreindre aux appointements égaux ou inférieurs à 2.000 francs, et, d'autre part, établir une relation entre la quotité saisissable et l'importance de ces appointements.

« Jusqu'à 4.000 francs, disait-il, nous nous trouvons encore en présence d'humbles et de petits qui sont absolument dignes de profiter des bénéfices de la loi....

Mais, après avoir ainsi élargi le cercle dans lequel vous pourriez englober un bien plus grand nombre de petits, je dis qu'il serait juste d'établir une proportion entre la quotité saisissable et l'importance des salaires. Par exemple, il ne me paraît pas juste de dire que celui qui a 2.000, 3.000

ou 4.000 francs d'appointements sera frappé de la même façon que celui qui n'a que 800 ou 1.000 francs.

En conséquence, il me paraît équitale de dire que celui qui n'aurait que 1.500 francs de traitement ou de salaire, pourrait voir frapper ce traitement ou ce salaire jusqu'à concurrence du $\frac{1}{10}$, puis de 1.500 à 3.000 francs jusqu'à concurrence du $\frac{1}{5}$, et enfin de 3.000 à 4.000 francs jusqu'à concurrence du $\frac{1}{4}$.

Et d'ailleurs, ces bases d'appréciation, je les prends dans deux anciennes lois : la loi de pluviôse an III, et la loi de ventôse an IX. »

Cette proposition fut repoussée à cause des considérations suivantes : M. Régismanset fit remarquer que la loi voulait poser une règle simple et équitale, facile à retenir et à appliquer ; or, la proposition de M. Chovet était compliquée et en outre sa proportion n'était pas heureusement trouvée ; ainsi, si l'employé avait eu 1.501 francs de traitement au lieu de 1.500 francs, on aurait pu lui saisir 300 francs au lieu de 150 ; pour une différence de 1 franc dans le traitement, on aurait donc pu saisir 150 francs de plus, ce qui eût été souverainement injuste.

La loi de ventôse an IX s'est bien gardée d'établir la proportion de cette façon ; elle a décidé que la quotité saisissable serait de $\frac{1}{5}$ sur les premiers 1.000 francs, $\frac{1}{4}$ sur les 5.000 suivants, $\frac{1}{3}$ sur la portion excédant 6.000 francs, ce qui est bien plus équitale, car, dans l'exemple précédent, l'employé gagnant 1.501 francs se voit saisir, par application de cette loi, 325 fr. 25, au lieu de 325 francs pour un traitement annuel de 1.500 francs.

La loi du 12 janvier 1895 ne s'occupe donc que des trai-

tements ne dépassant pas 2.000 francs, et pose une règle invariable pour l'insaisissabilité.

Mais la loi de 1895, qui a l'avantage d'être d'une grande simplicité, n'est pas allée, selon nous, assez loin dans la voie de la réforme.

En effet, il résulte des travaux préparatoires que les employés, dont le traitement annuel dépasse 2.000 francs, continuent à être régis par la jurisprudence qui existait déjà avant la loi du 12 janvier 1895.

La Chambre des députés avait voté un art. 1 dont le dernier alinéa était ainsi conçu :

« Au delà de ce chiffre (2.000 fr.) l'excédent est saisissable pour le tout. »

Cet alinéa a disparu dans la rédaction définitive de la loi, et, à ce sujet, M. Régismanset s'exprime en ces termes dans son rapport devant le Sénat :

« La commission ne reproduit pas, à la fin de l'art. 1, l'alinéa du projet de la Chambre, qui déclare qu'au delà de ce chiffre de 2.000 francs l'excédent est saisissable pour le tout. C'est là une réglementation qui a paru excessive et au conseil supérieur du travail et à votre commission, car il n'y est pas tenu compte suffisamment de l'iniquité pouvant résulter d'une limitation aussi brutalement faite. Ainsi, avec le projet voté par la Chambre, l'employé qui a 2.000 francs de traitement se voit retenir le 1/10, soit 200 francs ; à 2.100 francs de traitement, la loi ne laisse saisir que l'excédent de 2.000 francs, soit 100 francs seulement ; le résultat est déjà choquant. Et l'employé chargé de famille qui gagne 3.000 francs par an se verra retenir 1.000 francs ! L'inégalité est par trop criante, et il a paru équitable à votre commission de sup-

primer l'alinéa en question du texte de la Chambre ; la conséquence, c'est le retour au droit commun actuel pour les traitements et appointements supérieurs à 2.000 francs, c'est-à-dire l'arbitrage ordinaire des tribunaux pour les employés et commis ordinaires, et l'application de la loi du 21 ventôse an IX pour les fonctionnaires publics et employés civils visés par cette loi. »

Ainsi, la loi nouvelle partage en deux classes bien distinctes les commis et employés chez les particuliers : ceux dont le traitement est égal ou inférieur à 2.000 francs, et ceux dont le traitement est supérieur à 2.000 francs.

Ce sera alors au créancier, qui veut pratiquer une saisie-arrêt sur les appointements de son débiteur employé ou commis, en suivant les règles de la loi du 12 janvier 1895 ou celles de la saisie-arrêt ordinaire, à prouver, selon le cas, que ce débiteur a des appointements dont le montant annuel n'est pas supérieur à 2.000 francs, ou est supérieur à ce chiffre.

Comment se fera cette preuve ?

Nous pensons que le créancier pourra faire sa preuve à l'aide de témoins, de présomptions, et même de la simple déclaration du patron, en un mot de toutes les manières propres à éclairer le juge.

En effet, d'après une opinion généralement admise, l'art. 1341 ne défend l'emploi de la preuve testimoniale qu'aux parties contractantes plaidant l'une contre l'autre ; mais, s'il s'agit d'un tiers qui n'a pas été partie au contrat intervenu, il peut, pour prouver l'existence et les clauses de ce contrat, user de la preuve par témoins et par présomptions, car il n'a pas pu se procurer une preuve littérale de ce contrat ⁽¹⁾.

(1) Art. 1348, C. civ.

Or, le créancier saisissant est bien un tiers au contrat de louage de services passé entre le salarié, son débiteur, et le patron ⁽¹⁾.

Pour les employés qui gagnent plus de 2.000 francs par an, c'est l'ancienne jurisprudence qui est applicable, jurisprudence dont nous avons précédemment ⁽²⁾ signalé l'arbitraire ; la loi nouvelle n'a donc pas complètement supprimé cet arbitraire, et même, en allant au fond des choses, on s'aperçoit qu'elle ne l'a pas supprimé du tout ; en effet, c'est surtout pour les employés et commis qui gagnent de gros traitements (10.000, 15.000 francs par an), qu'il est difficile au juge d'apprécier quelle est la portion du traitement vraiment nécessaire aux besoins du saisi et de sa famille ; c'est dans ce cas surtout que les tribunaux, pour fixer la quotité saisissable, ont à se baser sur les dépenses annuelles du saisi, dépenses qui, souvent, ne sont que la conséquence d'habitudes de luxe et de vie large. C'est là un danger que nous avons montré plus haut.

Aussi, le législateur de 1895 eût été peut-être mieux inspiré, à ce point de vue, s'il avait fixé la portion saisissable de tous les traitements, quelque élevés qu'ils fussent, en établissant une quotité saisissable, variable avec les appointements, à l'aide d'un système sinon semblable du moins analogue à celui de la loi de ventôse an IX.

Nous disons analogue, parce que le législateur n'aurait pas pu faire une aussi large part à l'insaisissabilité pour les appointements des employés et commis des particuliers que

(1) En ce sens, Laurent, *Droit civil*, t. XIX, n° 475.

(2) Voir chap. III, section I, p. 107.

pour les traitements des fonctionnaires et employés attachés à un service public ; en effet, l'insaisissabilité des traitements des fonctionnaires publics permet à ceux-ci de vivre d'une façon convenable, de manière que les difficultés de leur existence ne puissent pas nuire aux services publics dont ils sont chargés ; l'intérêt supérieur de l'État exige cette dérogation au droit commun ; l'insaisissabilité des appointements des employés chez les particuliers aurait eu, au contraire, un simple but d'humanité, celui de réserver au titulaire une portion de ses appointements pour lui permettre de subvenir aux besoins indispensables de son existence.

Il est vrai que, ce que visait surtout le législateur de 1895, c'était la protection des humbles, et il faut convenir qu'à cet égard ses dispositions sont fort sages ; mais peut-être eût-il fait œuvre plus complète en s'occupant, en même temps, des salariés de condition supérieure non plus pour les protéger, mais pour fixer d'une manière certaine les droits de leurs créanciers.

Droit comparé. — La loi belge du 18 août 1887 a adopté le système de la loi française ; elle ne fixe la quotité saisissable que pour les appointements qui ne dépassent pas 1.200 francs par an ⁽¹⁾. Cette quotité saisissable est du $\frac{1}{5}$.

La loi autrichienne du 29 avril 1873 s'occupe bien de tous les appointements, quelque chiffre qu'ils atteignent, mais elle fixe d'une manière uniforme, au $\frac{1}{3}$, la quotité saisissable, pour tous ces appointements ⁽²⁾. Ce système n'est pas équitable ; il faut, en bonne justice, que la quotité saisissable

(1) Art. 2.

(2) Art. 1.

s'élève à mesure que les appointements deviennent plus importants.

Le système de cette loi favorise ceux qui ont de gros appointements ; ainsi, pour un employé qui gagne 12.000 francs par an, 8.000 francs seront à l'abri de la saisie, tandis que celui qui gagne seulement 3.000 francs ne conservera que 2.000 francs.

§ 3. De l'incessibilité des appointements et salaires

Au sujet de l'incessibilité des appointements et salaires, on peut concevoir, *a priori*, 3 systèmes :

1° Les salaires sont incessibles dans la mesure où ils sont insaisissables.

2° Les salaires sont incessibles dans une certaine mesure qui est moins large que celle où ils sont insaisissables. Exemple, $\frac{1}{5}$ est saisissable, $\frac{2}{5}$ sont cessibles.

3° Les salaires sont complètement cessibles.

Lequel de ces trois systèmes convient-il d'adopter ?

En faveur de la cessibilité pleine et entière des salaires, on dit : défendre à l'ouvrier de céder ses salaires, c'est le mettre en quasi-tutelle, le traiter comme un être inintelligent, incapable de se diriger lui-même ; c'est en outre porter une grave atteinte au droit de libre disposition que tout propriétaire a sur sa chose ; de plus, l'incessibilité, plus encore peut-être que l'insaisissabilité, atteint directement le crédit, car elle empêche la délégation ou la mise en gage des salaires futurs. Enfin il ne faut pas perdre de vue qu'il y a des différences entre la saisie-arrêt et la cession : la saisie-arrêt est un acte forcé, auquel le saisi ne songe pas quand il contracte une

dette, et contre lequel il importe de le prémunir ; au contraire, la cession est un acte volontaire dont l'ouvrier est à même d'apprécier les conséquences au moment où il l'accomplit ; il n'y a donc pas lieu de le protéger contre un tel acte.

Cependant, nous sommes convaincu de la nécessité d'établir, au moins en partie, l'incessibilité des salaires et des petits traitements.

En effet, quel est le but qu'on se propose d'atteindre ? On veut protéger le travailleur, on veut lui permettre de vivre d'une façon certaine, lui et sa famille, avec son salaire ; dès lors, la fin justifie les moyens ; l'ouvrier n'est pas plus un incapable, un être sans intelligence, depuis que la loi de 1895 a décidé qu'il ne peut pas, au moins en partie, céder ses salaires, qu'il ne sera une machine, un être sans volonté, lorsque le législateur aura déclaré que la charge de la preuve, dans les accidents du travail, incombe au patron.

On dit : à la différence de la saisie-arrêt, la cession est un acte volontaire dont l'ouvrier peut prévoir toutes les conséquences. Certes, en droit, la cession est un acte volontaire ; mais, en fait, n'est-elle pas le plus souvent la conséquence pour ainsi dire forcée d'une situation gênée dans laquelle se trouve l'ouvrier ; dans un moment de chômage ou de maladie, pressé par le besoin et pour se procurer immédiatement de l'argent, l'ouvrier délègue ses salaires à venir, généralement à des usuriers, et, de cette façon, il compromet son existence future et celle de sa famille ; fatalement la misère envahira son foyer.

En somme, il faut protéger l'ouvrier contre lui-même, contre sa propre faiblesse, et surtout contre les usuriers ; dès lors le principe de l'incessibilité des salaires s'impose.

Aussi bien, l'insaisissabilité sans l'incessibilité ne constitue qu'une demi-mesure de protection.

Cela est si vrai, que, lorsque le législateur a voulu garantir la dot de la femme, il a établi uniquement l'inaliénabilité de la dot immobilière; l'insaisissabilité en est seulement déduite comme conséquence. L'inaliénabilité dotale, qui tend uniquement à protéger la richesse acquise, est une institution d'un autre âge et d'un autre régime que ceux sous lesquels nous vivons; elle est destinée à disparaître de toutes les législations démocratiques. Tout autre est le principe de l'incessibilité des salaires qui a pour but de mettre les classes laborieuses et pauvres en mesure de vivre, d'une façon assurée, du produit de leurs travaux.

Il est vrai que l'incessibilité des salaires atteint le crédit de l'ouvrier; aussi ne faut-il l'admettre que dans une sage mesure, pour limiter ce crédit et non l'anéantir complètement; nous nous réservons du reste d'examiner plus loin, à propos des critiques formulées contre la loi de 1895, les inconvénients que le crédit à outrance peut présenter à l'égard de l'ouvrier.

Somme toute, le système qui paraît le meilleur, le mieux approprié au but qu'il s'agit d'atteindre, c'est le second système, à savoir : rendre les salaires incessibles dans une mesure moins large que celle où ils sont insaisissables.

Avec ce système on concilie les avantages et les inconvénients de l'incessibilité. Le crédit est suffisamment respecté, ainsi que le droit de libre disposition que tout propriétaire a sur son bien; on tient compte de la différence qui existe entre la saisie-arrêt et la cession au point de vue des conséquences; enfin la protection ainsi obtenue pour le salarié est assez efficace.

C'est la solution que la loi belge du 18 août 1887 a adoptée ; les salaires des ouvriers, quelque élevés qu'ils soient, et les appointements des employés et commis ne dépassant pas 1.200 francs par an, ne sont saisissables que pour $1/5$, mais ils sont cessibles jusqu'à concurrence de $2/5$.

D'autres législations ont adopté le 1^{er} système et décident que les salaires et appointements sont incessibles dans la mesure où ils sont insaisissables : telles sont la loi norvégienne du 29 mars 1890, la loi française du 12 janvier 1895, art. 2.

La loi autrichienne du 29 avril 1873, art. 5, admet l'incessibilité complète dans les cas où l'insaisissabilité existe pour la totalité ; ainsi, d'une part, la rémunération des travaux ou des services professionnels *de durée*, lorsqu'elle n'excède pas 800 florins par an, est complètement incessible et insaisissable ; d'autre part, quant à la rétribution des services professionnels *non de durée*, toute cession ou saisie est interdite.

Lorsque la rémunération des services professionnels *de durée* dépasse 800 florins par an, elle n'est saisissable que pour $1/3$ (art. 1) ; mais, d'après l'art. 5, la cession est permise pour le tout, car cet art. 5 n'interdit les cessions que dans les cas prévus par les art. 2 et 3, c'est-à-dire dans les cas où l'insaisissabilité est complète.

La loi autrichienne a donc adopté cumulativement le premier et le troisième système.

Revenons à l'art. 2 de la loi française du 12 janvier 1895 ; il est ainsi conçu :

« Les salaires, appointements et traitements, visés par l'art. 1, ne pourront être cédés que jusqu'à concurrence d'un autre $1/10$. »

Remarquons que le texte dit : « un autre 1/10 » ; il faut donc conclure de ces mots que le dixième cessible est distinct du dixième saisissable.

Ainsi le 1/10 cessible ne peut certainement pas être saisi, mais le 1/10 saisissable de l'art. 1 ne peut-il pas être cédé? Certains auteurs le pensent, entre autres M. Pabon ⁽¹⁾. « Rien n'empêche, dit-il, au créancier, déjà cessionnaire de 1/10, de saisir-arrêter un autre 1/10; dès lors, pourquoi ne pas lui permettre de se faire consentir amiablement la cession de 2/10? »

Certes, en droit commun, lorsque la saisie est permise, la cession l'est aussi *a fortiori*, nous l'avons vu ⁽²⁾.

Cependant, nous pensons que le 1/10 saisissable de l'art. 1 de la loi de 1895 n'est pas cessible.

En effet, les termes de l'art. 2 « un autre dixième » semblent bien indiquer expressément que 1/10 seulement sera cessible et ne se confondra pas avec le 1/10 saisissable.

M. Régismanset, dans son rapport au Sénat, dit : « C'est à bon droit que la Chambre des députés a voulu garantir l'application loyale de l'art. 1 du projet, en décidant que les traitements et salaires pourront être cédés pour 1/10, ce que la commission traduit « pour un autre dixième ». Quoi de plus facile en effet, pour un débiteur de mauvaise foi, que de se procurer le bénéfice de l'insaisissabilité complète en cédant l'unique 1/10 à un compère! »

Le législateur a donc voulu, en adoptant cette rédaction, éviter toute collusion entre le débiteur saisi et un cessionnaire

(1) *Commentaire de la saisie-arrêt des salaires et petits traitements*, § 115.

(2) Voir p. 73 et suiv.

fictif, et toute contestation entre un cessionnaire véritable et les créanciers saisissants.

Sans cette précaution de rédaction, le débiteur aurait pu céder frauduleusement $\frac{1}{10}$ de son salaire à un homme de paille, et réduire ainsi à néant le gage de ses créanciers; ou tout au moins, en supposant la cession faite sans fraude, il aurait pu faire naître des contestations entre le cessionnaire et les créanciers saisissants, et diminuer la part de ceux-ci.

Nous concluons donc que le $\frac{1}{10}$ saisissable de l'art. 1, et le $\frac{1}{10}$ cessible de l'art. 2 sont absolument distincts : le $\frac{1}{10}$ cessible ne peut pas être saisi, et le $\frac{1}{10}$ saisissable ne peut pas être cédé. Les créanciers sont donc assurés que $\frac{1}{10}$ au moins du salaire de leur débiteur sera affecté au paiement de leurs créances par voie de saisie; ils peuvent d'ailleurs obtenir la cession d'un autre $\frac{1}{10}$.

MM. Chevresson et Schaffhauser ⁽¹⁾ font remarquer que cet art. 2 « fournit un exemple remarquable de l'étroite corrélation existant entre le principe de l'insaisissabilité et celui de l'incessibilité ».

Mais en réalité cette corrélation est plutôt numérique que véritable, puisque le $\frac{1}{10}$ qui est cessible n'est pas le même que celui qui peut être saisi; il en résulte que les créanciers saisissants et les cessionnaires ne peuvent pas avoir ensemble de difficultés, puisque leurs droits ne portent pas sur le même objet.

Au contraire, nous avons vu une corrélation véritable entre les deux principes de l'insaisissabilité et de l'incessibilité, lorsque nous avons parlé des traitements des fonction-

¹⁾ *Lois nouvelles*, n° du 15 févr. 1895, p. 50.

naires publics et employés civils soumis à la loi de ventôse an IX ; pour ces traitements, une certaine portion est saisissable, et la même portion est également cessible, de telle sorte que les créanciers ne sont jamais certains de se voir attribuer, à la suite d'une saisie-arrêt, l'intégralité de la partie saisissable, à cause des cessions qui peuvent avoir été consenties par leur débiteur.

Ainsi, d'après la loi nouvelle, la portion saisissable, gage des créanciers, étant absolument distincte de la portion cessible, il en résulte que les créanciers n'ont pas d'intérêt à connaître les cessions, car celles-ci ne peuvent leur causer aucun préjudice.

Mais il y a d'autres personnes qui sont intéressées à connaître les cessions et qui, par suite, peuvent se prévaloir du défaut de publicité de ces cessions ; ce sont le cédé et les différents cessionnaires.

1° *Cédé.* — Supposons que le cédé, c'est-à-dire le patron, ait depuis la cession, mais avant la publicité de cette cession, fait un paiement à son ouvrier ou à son employé, sans tenir compte de cette cession ; ce paiement sera valable et libératoire, car, les formalités de l'art. 1690 n'ayant pas été accomplies, la cession était nulle à l'égard du cédé, et le cessionnaire n'a pas le droit de se plaindre.

Mais, en sera-t-il toujours ainsi ? non ; il y a un cas où le cédé devra des comptes au cessionnaire quand même il aurait payé le cédant avant la publicité de la cession. Supposons, en effet, que le cédé, l'employeur, ait avancé au cédant, son employé, une partie de ses appointements, le mois en cours par exemple ; le cessionnaire ne fait la publicité de la cession qu'après le paiement de cette avance, mais avant

l'échéance de la mensualité : il est dans son droit, car il peut attendre jusqu'à l'exigibilité de la créance pour remplir les formalités de l'art. 1690.

Soit une cession du $\frac{1}{10}$ du traitement, comme la loi de 1895 le permet.

Alors, l'échéance de la mensualité étant arrivée, le cessionnaire peut se prévaloir contre le cédé de l'art. 5 de la loi du 12 janvier 1895, aux termes duquel le patron, pour se rembourser de ses avances, ne peut retenir que le $\frac{1}{10}$ du traitement, sans que ce $\frac{1}{10}$ se confonde ni avec le $\frac{1}{10}$ saisissable, ni avec le $\frac{1}{10}$ cessible.

Il résulte donc de cet art. 5 que la portion cessible n'a pas été entamée, et qu'elle doit être versée entre les mains du cessionnaire au jour de l'échéance.

2° *Cessionnaires successifs.*

Lorsque l'employé aura cédé successivement à deux personnes la partie de sa créance d'appointements dont la loi lui permet de disposer, la créance appartiendra, selon le droit commun, à celui qui aura le premier rempli les formalités de l'art. 1690.

Rappelons qu'il y a, quant aux effets, des différences entre l'acceptation authentique du cédé et la signification qui lui est faite.

Dans le premier cas, le cédé se reconnaît débiteur du cessionnaire et ne peut pas, par conséquent, lui opposer les causes de compensation ou les nullités qu'il aurait pu invoquer contre le cédant ⁽¹⁾. Ceci s'applique notamment aux avances faites par le patron au cédant sur son traitement,

(1) Art. 1295, C. civ.

lorsque ce traitement n'est pas soumis à la loi de 1895 : le patron qui a accepté la cession ne peut pas opposer de compensation au cessionnaire, et il doit, lors de l'échéance, payer à ce dernier la même somme que si aucune avance n'avait eu lieu.

Dans le second cas, le patron pourra invoquer la compensation quand il aura fait des avances.

S'il s'agit d'appointements soumis à la loi de 1895, en cas d'avances par le patron, le cessionnaire sera toujours payé lors de l'échéance, qu'il y ait eu acceptation authentique ou signification de cession, car, alors, la retenue du patron pour avances, et la retenue au profit des cessionnaires ne se confondent pas.

Pour les employés et commis dans les établissements particuliers dont les appointements dépassent annuellement la somme de 2.000 francs, la question de l'incessibilité de leurs appointements ne se pose même pas; en effet, rien, dans notre législation actuelle, ne permet de conclure à une pareille dérogation au droit commun, et d'ailleurs la jurisprudence, qui déclare généralement insaisissable, en se basant sur des circonstances de fait, une partie de ces appointements, n'est jamais allée jusqu'à reconnaître, pour ces appointements, le principe de l'incessibilité même partielle.

La quotité cessible se calcule sur les appointements ou salaires composés des mêmes éléments que ceux dont il faut tenir compte pour le calcul de la quotité saisissable ⁽¹⁾.

§ 4. Exceptions aux règles de l'insaisissabilité et de l'incessibilité

L'insaisissabilité et l'incessibilité édictées par les art. 1 et 2 de la loi de 1895 ne sont pas absolues.

(1) Voir le chap. I, sect. I, p. 11 et suiv.

L'art. 3 de cette loi dit en effet : « Les cessions et saisies faites pour le paiement des dettes alimentaires prévues par les art. 203, 205, 206, 207, 214 et 349 du Code civil ne sont pas soumises aux restrictions qui précèdent ».

La raison de cette exception, c'est que la protection du législateur s'adresse, non seulement à l'ouvrier ou à l'employé lui-même, mais encore à sa femme, à ses enfants, à ses père et mère, en un mot, à toutes les personnes envers lesquelles le salarié est tenu de l'obligation alimentaire.

Aussi bien, il est nécessaire que ces personnes puissent saisir, même pour le tout, les salaires de leur débiteur, et que ce débiteur puisse leur déléguer ses salaires pour une partie quelconque; sans cela, l'obligation alimentaire dont il est tenu serait illusoire.

Faut-il admettre la même dérogation aux art. 1 et 2 de la loi de 1895 pour les art. 238 et 240 du Code civil, bien que la loi de 1895 ne les énumère pas dans son art. 3 ?

Ces art. 238 et 240, C. civ., sont relatifs à la provision alimentaire dont un conjoint (le mari par exemple) peut être tenu à l'égard de son conjoint pendant l'instance en divorce.

La raison de douter, c'est que l'art. 3 consacre une exception aux règles générales des art. 1 et 2, et, on sait que les dispositions exceptionnelles doivent être interprétées d'une façon restrictive.

Cependant, l'affirmative paraît bien devoir être adoptée; c'est qu'en effet, tant que dure l'instance en divorce, les deux parties sont toujours des conjoints, et par conséquent, sont tenues, l'une à l'égard de l'autre, de toutes les obliga-

tions qui incombent aux époux, et particulièrement de l'obligation alimentaire; les art. 238 et 240, C. civ., ne sont donc en réalité que des applications de l'art. 214 du même Code, et, par suite, ils rentrent implicitement dans l'énumération de l'art. 3 de la loi du 12 janvier 1895.

Au reste, cette solution n'offre pas de grands inconvénients, puisque la provision alimentaire dont il s'agit ne doit avoir qu'une durée assez restreinte, la durée de l'instance en divorce.

Donc, la femme en instance de divorce, qui obtient contre son mari une provision alimentaire, peut saisir les salaires de son mari, au delà du $\frac{1}{10}$, pour se payer de cette provision, et de même le mari peut, pour le paiement de cette dette, consentir à sa femme des délégations sur ses appointements jusqu'à concurrence de plus du $\frac{1}{10}$.

Mais on doit adopter la solution opposée pour l'art. 301, C. civ.; cet article est ainsi conçu : « Si les époux ne s'étaient fait aucun avantage ou si ceux stipulés ne paraissent pas suffisants pour assurer la subsistance de l'époux qui a obtenu le divorce, le tribunal pourra lui accorder, sur les biens de l'autre époux, une pension alimentaire qui ne pourra excéder le $\frac{1}{3}$ des revenus de cet autre époux. Cette pension sera révocable dans le cas où elle cesserait d'être nécessaire ».

Si donc nous supposons que la femme d'un ouvrier, ou employé, qui ne gagne pas plus de 2.000 francs par an, obtienne le divorce contre son mari, et que le tribunal, vu son indigence, lui accorde une pension alimentaire, le traitement du mari ne pourra être saisi ou cédé, pour le paiement de cette dette, que jusqu'à concurrence de $\frac{1}{10}$. C'est

qu'en effet, le divorce étant prononcé, les obligations résultant du mariage n'existent plus entre les anciens époux ; par suite l'art. 301 n'est plus, comme les art. 238 et 240, une application de l'art. 214, et n'est pas prévu, même implicitement, par l'art. 3 de la loi de 1895.

Aussi bien, la créance visée par l'art. 301 est plutôt une créance en indemnité qu'une créance d'aliments ; l'époux coupable cause à l'époux innocent un préjudice en le privant de tous les bienfaits résultant de l'association, notamment de la pension alimentaire à laquelle le mariage lui donnait droit.

Lorsqu'il s'agit ainsi de réclamation d'aliments en vertu des dispositions du Code civil visées par l'art. 3 de la loi de 1895, il ne faut pas déduire de cet art. 3 que tout le traitement du débiteur des aliments sera saisi, ce qui serait très regrettable.

La pension alimentaire en question sera fixée, soit à l'amiable, soit par le tribunal civil, et, en déterminant cette pension, le tribunal, appliquant l'art. 208 du Code civil, tiendra compte de l'importance des appointements du débiteur, et lui en réservera une partie pour ses besoins personnels. On procédera de même si la pension alimentaire est fixée amiablement.

Supposons un traitement de 150 francs par mois ; le tribunal ou les parties elles-mêmes fixent la pension alimentaire à 50 francs par mois par exemple ; le débiteur de la pension se verra réserver 100 francs par mois.

Si ce débiteur ne s'exécute pas volontairement, le créancier alimentaire pourra pratiquer une saisie-arrêt sur ses appointements, et, en supposant qu'il soit dû au créancier trois

mensualités de pension de 50 francs chacune, soit 150 francs, ce dernier pourra saisir-arrêter d'un seul coup le salaire d'un mois de son débiteur; l'art. 3 de la loi de 1895 lui donne ce droit.

Comment s'opéreront les retenues, lorsqu'il y aura concours de créanciers alimentaires et de créanciers ordinaires ?

Cette question n'a pas été tranchée par la loi de 1895, et rien dans les travaux préparatoires n'en fait préjuger la solution.

On peut établir deux systèmes.

Premier système. — Le $\frac{1}{10}$ saisissable sera réservé aux créanciers ordinaires; quant aux créanciers alimentaires, ils prendront tout ce qui leur est dû sur la portion insaisissable.

Ainsi, les deux masses de créanciers seront complètement séparées; il n'y aura pas de concours entre elles, de sorte que, en aucun cas, les créanciers alimentaires ne porteront atteinte au gage des créanciers ordinaires (le $\frac{1}{10}$ saisissable).

Cette opinion doit être rejetée, car, nulle part, la loi de 1895 ne parle d'affecter la quotité saisissable aux créanciers ordinaires, et d'en écarter les créanciers alimentaires; en définitive, ceux-ci sont des créanciers ordinaires qui peuvent simplement opérer une saisie-arrêt pour plus du $\frac{1}{10}$.

Deuxième système. — Les créanciers ordinaires et les créanciers alimentaires pourront venir en concours sur le $\frac{1}{10}$ saisissable. C'est l'opinion qu'on doit accepter, car c'est la seule juridique.

Rappelons tout d'abord que, d'après une jurisprudence constante, le jugement de validité donne aux créanciers qui ont fait opposition un droit exclusif sur la créance qu'ils ont saisie-arrêtée.

La créance alimentaire devra toujours être payée intégralement; alors il faut distinguer deux hypothèses :

1° Si au moment où un créancier alimentaire fait une opposition, le $\frac{1}{10}$ saisissable est déjà entamé ou même absorbé par d'autres oppositions dont la validité a été reconnue par jugement, le créancier alimentaire prendra au besoin la pension alimentaire qui lui est due sur la portion insaisissable des appointements.

Supposons qu'un employé payé tous les mois, et dont les appointements ne sont pas supérieurs à 2.000 francs, doive, à trois créanciers différents, 30 francs, 50 francs et 100 francs plus une pension alimentaire de 20 francs par mois.

Si l'opposition du créancier alimentaire intervient après le jugement de validité prononcé sur l'opposition des trois créanciers ordinaires, la partie saisissable se partagera uniquement entre ces trois créanciers. Tous les mois le premier créancier aura $\frac{3}{18}$, le deuxième $\frac{5}{18}$ et le troisième $\frac{10}{18}$ du $\frac{1}{10}$ saisissable, jusqu'à complet désintéressement, et le créancier alimentaire prendra ses 20 francs sur la portion insaisissable.

Pour un créancier ordinaire, il n'en serait pas de même, et si, au moment où il fait opposition sur le traitement de son débiteur, le $\frac{1}{10}$ saisissable est déjà absorbé, soit par un créancier alimentaire, soit par d'autres créanciers ordinaires dont les oppositions ont été ratifiées par un jugement de validité, l'opposition de ce créancier ordinaire n'aura pas de suites, car il n'a pas le droit de toucher à la portion insaisissable.

Il pourra donc arriver qu'un créancier alimentaire absorbe tout le $\frac{1}{10}$ saisissable, et empêche un créancier ordinaire,

qui se présente postérieurement, d'être payé, tandis que jamais un créancier ordinaire ne pourra nuire à un créancier alimentaire; en effet, celui-ci prendra sur la portion insaisissable ce qu'il n'aura pas pu prendre sur le $1/10$ saisissable.

2° Si, au contraire, l'opposition du créancier alimentaire intervient avant tout jugement prononçant la validité d'oppositions faites précédemment, la portion saisissable du traitement se partagera entre tous ces créanciers.

Ainsi, dans l'exemple précédent, le $1/10$ saisissable se partagera tous les mois de cette façon : $2/20$ au créancier alimentaire, $3/20$, $5/20$ et $10/20$ aux trois créanciers ordinaires; puis le créancier alimentaire prendra sur la portion insaisissable ce qui lui reste dû.

Droit comparé. — Les législations étrangères qui posent dans une certaine mesure le principe de l'insaisissabilité des salaires, avec ou sans l'incessibilité admettent, comme l'art. 3 de la loi de 1895, des exceptions à ces principes; ces exceptions sont plus ou moins larges, selon les législations.

Ainsi la loi autrichienne de 1873 dit dans son art. 7 :
« Les dispositions de la présente loi, ne sont pas applicables :

1°

2° Aux mesures conservatoires et aux poursuites pour le recouvrement :

a) Des contributions et impôts publics, y compris les droits à percevoir par l'administration publique de la transcription des enchères et les droits de transmission sur les biens.

b) Des droits établis par la loi et relatifs aux aliments.

c) Des sommes que les caisses de secours aux pauvres et aux malades, fondées dans l'intérêt de l'industrie, peuvent avoir à réclamer à un de leurs sociétaires ».

De ces exceptions, la seconde seule (*b*) est admise par la loi française.

De même, l'art. 3 de la loi belge du 18 août 1887 dit : « La présente loi ne concerne pas les cessions et les saisies qui auraient lieu pour les causes déterminées par les art. 203, 205 et 214, C. civ. ».

A l'inverse de la loi autrichienne, la loi belge admet donc à la règle de l'insaisissabilité et de l'incessibilité des salaires, des exceptions moins larges que la loi française.

Enfin la loi norvégienne du 29 mars 1890 dit à ce sujet :

Art. 1^{er}-4^o. « Aucune saisie ou exécution ne pourra avoir lieu à l'avenir sur les gages et salaires des gens de service et ouvriers, échus depuis moins de douze semaines ».

Et art. 4. « Les dispositions des articles précédents resteront sans application dans les cas suivants :

a)

b) L'art. 1^{er}-4^o.—Lorsqu'il s'agira du recouvrement d'impôts, ou d'autres taxes ou contributions publiques.

c) L'art. 1^{er}-4^o. Dans le cas où la créance à recouvrer sera fondée sur une obligation alimentaire imposée au débiteur par la loi.

d) L'art. 1^{er}-4^o. Dans les cas où il s'agira du paiement de dommages-intérêts privés fondés sur un acte préjudiciable et volontaire. »

Cette dernière exception (*d*) de l'art. 4 est particulière à la Norvège; elle ne se rencontre pas dans les législations autrichienne, belge et française ⁽¹⁾, du moins avec la même portée.

(1) Voir chap. III, sect. II, § 5, p. 173-174.

§ 5. De la compensation entre employeur et employé

L'art. 4 de la loi du 12 janvier 1895 est ainsi conçu :

« Aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers et les sommes qui leur seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois :

1° Des outils ou instruments nécessaires au travail;

2° Des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage;

3° Des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets. »

Ainsi, le législateur de 1895 n'admet pas, en règle générale, la compensation entre les salaires dus par le patron et les dettes de l'ouvrier envers le patron pour fournitures. C'est une dérogation au droit commun, car, en droit commun, la compensation existe, et même s'opère de plein droit, lorsque les deux dettes sont liquides et exigibles. Mais, en même temps, c'est une application de l'art. 1 de la loi de 1895; même dans le cas de fournitures faites à l'ouvrier par le patron, le législateur n'a pas voulu faire fléchir le principe de l'insaisissabilité édicté dans l'art. 1.

La raison de cette inflexibilité, ce sont les dangers que présentait pour l'ouvrier l'institution des économats, telle qu'elle fonctionnait avant la loi de 1895 dans certaines compagnies.

Lorsque, aux termes de l'ancienne loi, les salaires de l'ouvrier étaient saisis intégralement, ou même en l'absence de toute saisie, lorsqu'il était gêné, il demandait à son patron, à

sa compagnie, une avance sur ses salaires; la compagnie lui avançait alors une certaine partie de son salaire non encore échu, non pas en argent, mais en jetons dont la valeur était de 0,05, 0,10, 0,25 centimes.

Muni de ces jetons, l'ouvrier pouvait bien prendre ses repas à l'économat, au réfectoire de la compagnie, mais il ne pouvait pas payer le boucher ou le boulanger qui fournissaient la nourriture de sa femme et de ses enfants, ni son propriétaire. Alors, pour se procurer de l'argent, l'ouvrier s'adressait à l'un des nombreux usuriers qui rôdaient toujours aux alentours des ateliers, et lui vendait ses jetons au-dessous de leur valeur réelle; par exemple, il vendait 30 francs de jetons pour 20 francs. Puis cet usurier revendait les jetons qu'il avait ainsi acquis à un autre ouvrier moins gêné de la même compagnie, pour 28 francs par exemple, gagnant ainsi 8 francs au moyen de cette opération; de son côté, l'ouvrier qui avait acheté les jetons gagnait 2 francs; tout cela au détriment de celui qui s'était dessaisi de ces jetons reçus comme avances sur ses salaires.

Cette pratique fut signalée et combattue par M. Jourde à la Chambre des députés, lors de la discussion du 27 juin 1893; il lui fut répondu par le rapporteur que la loi sur les règlements d'ateliers portait dans son art. 6, voté le 5 novembre 1892 par la Chambre :

« Les patrons sont tenus de régler leurs ouvriers au moins toutes les quinzaines, au comptant, en monnaie ayant cours légal. »

« M. Jourde, continuait le rapporteur, a donc déjà reçu satisfaction par suite du vote, par la Chambre, de la disposition que je viens de rappeler. La commission n'a donc

point cru, en présence du texte déjà approuvé par la Chambre et soumis à l'examen du Sénat, et alors surtout que la loi sur la saisie des salaires est une loi de procédure, devoir insérer dans son projet de loi la disposition réclamée par M. Jourde et qui concerne surtout les règlements d'ateliers. »

Mais, cet art. 6 du projet de loi en question n'empêche pas les avances sur salaires au moyen de jetons et de bons ; il fixe seulement le mode de paiement des salaires échus ; et d'ailleurs, lors de la dernière discussion de la loi sur la saisie-arrière des salaires, le projet de loi concernant les règlements d'ateliers n'était pas encore voté par le Sénat.

Dans ces conditions, le législateur, voulant couper court aux abus signalés plus haut, a décidé, dans l'art. 4 de la loi de 1895, que la compensation n'aurait plus lieu entre les salaires dus par le patron et les fournitures délivrées par celui-ci à l'ouvrier.

En effet, pourquoi les patrons faisaient-ils ainsi des avances en nature ? C'est parce qu'ils étaient certains d'être remboursés en opérant la compensation ; au moment de la paye, ils retenaient la valeur de ce qu'ils avaient avancé.

Avec la loi nouvelle, les patrons hésiteront à faire ces avances en nature, car ils n'auront, pour se rembourser, que le 1/10 saisissable de l'art. 1 sur lequel ils viendront en concours au marc le franc avec les autres créanciers. Il est vrai que les patrons pourront se faire céder un autre 1/10 (art. 2) comme garantie ; mais, de toute façon, leur gage est considérablement réduit.

Ainsi la loi nouvelle empêche, pour ainsi dire, le fonctionnement des économats, et c'est ce qu'a fait remarquer M. Boude dans la commission du travail.

M. Boude s'exprimait en ces termes :

« Vous n'autorisez les compensations que pour les outils ou instruments nécessaires au travail et les matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage. Je crois que, dans ces conditions, l'ouvrier ne pourra plus se fournir dans les économats, par la raison que les compensations sont interdites.

Je ferai remarquer qu'il existe des économats, sagement administrés par les chefs d'usine, dans les bénéfices desquels il est même réservé une participation aux ouvriers : c'est pour ces derniers un moyen forcé d'économie.

Ne serait-il pas opportun, dans l'intérêt même des ouvriers, de faire une exception pour ces économats, de manière à ne pas paralyser leur fonctionnement ? »

M. Jules Simon a répondu :

« Cette question a beaucoup préoccupé la commission. Au fond, la commission préfère les associations coopératives aux économats ; mais elle reconnaît que les bons économats rendent des services considérables, et que, dans certains cas, ils sont d'autant plus nécessaires qu'une association coopérative ne peut pas se fonder.

D'autre part, on ne peut pas se dissimuler que l'économat peut être une branche d'industrie ajoutée par le patron à son industrie principale, c'est-à-dire qu'il peut avoir fondé un économat, pour, en tant que marchand, en retirer des bénéfices qu'il ajoutera à ceux qu'il réalise comme industriel.

Nous ne pouvons pas empêcher les ouvriers de nourrir quelque suspicion contre ces établissements, même quand ils sont bien gérés, et c'est là un inconvénient assez sérieux.

Par conséquent, nous n'avons pas voulu faire d'exception

en faveur des économats. Nous avons, à cet égard, consulté la pratique de la Belgique et de l'Angleterre. Cette dernière nation va très loin, puisqu'elle supprime, pour ces établissements, toute espèce de saisissabilité et de cessibilité.

Si donc nous avons suivi l'exemple de l'Angleterre, nous aurions, en réalité, supprimé les économats.

En Belgique, même, on met les économats dans une situation plus difficile que celle que leur ferait le droit commun tel que nous l'avons accepté pour eux ⁽¹⁾.

Nous pensons qu'ils peuvent subsister dans la situation que nous leur créons. Nous pensons également que, s'ils éprouvent de la difficulté à subsister dans ces conditions, les patrons qui n'ont pas d'arrière-pensée commerciale, qui ne veulent que le bien-être des ouvriers, encourageront la création de sociétés coopératives que nous préférons aux économats. La différence qui pourra s'établir dans la situation de l'ouvrier par rapport à l'économat tel qu'il existe aujourd'hui, et tel qu'il existerait si l'insaisissabilité était réduite au droit commun (au 1/10 du salaire), c'est que le directeur exigera plus souvent le paiement.

En un mot, la rédaction que nous proposons ne supprime en aucune façon les économats, elle ne rend pas leur existence impossible, mais un peu plus difficile en ce sens que le paiement sera plus tôt exigé, tandis qu'actuellement on règle les paiements par compensation ou à terme. »

Ainsi, le vœu du législateur est de voir remplacer l'établissement suspect de l'économat par des sociétés coopératives de consommation, qui, elles, n'éveillent aucune idée de lucre.

(1) Droit commun des art. 1 et 2 de la loi de 1895.

Certes, ces sociétés sont à encourager parce que, étant bien administrées, elles peuvent faire réaliser à l'ouvrier qui en fait partie de notables économies sur les objets de consommation journalière ; mais ces sociétés coopératives ne joueront pas le même rôle, ne rempliront pas le même but que les économats ; en effet, avec ceux-ci tels qu'ils fonctionnaient avant la loi nouvelle, l'ouvrier gêné pouvait se procurer des aliments jusqu'au jour de sa paye. Avec les sociétés coopératives, cela ne lui sera pas possible, car ces sociétés ne font pas de crédit, la vente au comptant étant une condition essentielle de leur existence ; l'ouvrier ne peut se servir de la société coopérative que quand ses affaires sont prospères.

Comment alors l'ouvrier dans la gêne sortira-t-il d'embarras ?

Il faut remarquer que l'ouvrier ne sera pas dépourvu de tout crédit, puisqu'il pourra déléguer $\frac{1}{10}$ de ses salaires ⁽¹⁾ et engager un autre $\frac{1}{10}$ ⁽²⁾ ; en outre, il pourra se faire avancer par son patron un troisième $\frac{1}{10}$ puisque, d'après l'art. 5 de la loi nouvelle, le patron, qui a fait des avances en espèces à son ouvrier, peut retenir pour se rembourser le $\frac{1}{10}$ du salaire, distinct du $\frac{1}{10}$ cessible et du $\frac{1}{10}$ saisissable.

Au surplus, nous montrerons, quand nous nous occuperons de la critique de la loi de 1895, les dangers qu'un crédit illimité peut présenter pour l'ouvrier.

Le législateur a donc sagement fait en interdisant, d'une manière générale, la compensation entre les salaires dus par

(1) Art. 2, loi de 1895.

(2) Art. 1, loi de 1895.

le patron à l'ouvrier et les fournitures avancées à l'ouvrier par le patron.

Mais fallait-il décider de cette façon à l'égard de toutes les fournitures?

Non, car il y a des fournitures qui sont d'une importance capitale pour l'ouvrier, sans lesquelles il est dans l'impossibilité absolue de travailler : ce sont les outils et les instruments de travail, et les matières et matériaux dont il a la charge et l'usage.

Les instruments de travail sont, par exemple, la machine à coudre que le maître tailleur prête à son ouvrier, le cheval et la voiture que le loueur confie à son cocher; les matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage sont, par exemple, la bague que l'orfèvre remet à son ouvrier pour la monter, la pierre que l'entrepreneur fournit au maçon pour la tailler, etc.

Supposons un ouvrier sans autre ressource que ses bras qui vient se présenter à un patron pour se faire embaucher : il n'a ni outils, ni matériaux pour travailler; d'autre part ces objets sont quelquefois d'un prix élevé, et les 3/10 du salaire futur dont il pourrait disposer ne lui permettraient pas de les acheter à crédit. Il est cependant de toute nécessité qu'il puisse se procurer ces objets destinés à devenir son gagne-pain; c'est pourquoi la loi de 1895 a décidé, dans son art. 4, que le patron ayant fait de telles fournitures pourrait, pour se rembourser, en retenir le prix intégral lors du paiement des salaires; ici la compensation s'opère, et dès lors le patron délivrera, sans hésiter, à son ouvrier, les outils et matériaux qui lui sont indispensables.

Pour ces fournitures spéciales de l'art. 4, il y a d'ailleurs une autre raison de laisser la compensation s'effectuer; en effet, lorsque le patron remet à l'ouvrier des matières ou matériaux pour les travailler, c'est en réalité un dépôt qu'il lui confie, et l'ouvrier doit restituer, soit l'objet manufacturé, soit le prix de l'objet vendu; si l'ouvrier n'agit pas ainsi, il commet un véritable abus de confiance, et il est équitable de permettre au patron, pour s'indemniser, de compenser le montant des salaires qu'il doit avec le prix de la matière que l'ouvrier a détournée.

La compensation, d'après l'art. 4 de la loi de 1895, a lieu même dans le cas où les outils ou matériaux confiés à l'ouvrier sont perdus par sa faute, sans qu'on puisse lui reprocher aucun délit. Les termes généraux qu'emploie l'art. 4 motivent cette solution, et d'ailleurs elle est dans l'intérêt de l'ouvrier, à qui sans cela le patron n'oserait rien confier. Exemple : l'ouvrier en orfèvrerie a égaré l'or ou la pierre précieuse que son patron lui avait remis pour les façonner.

Il faut, au point de vue dont se produira la compensation, distinguer deux hypothèses :

1° Si le patron a vendu à son ouvrier, à titre d'avance et pour un certain prix, les fournitures spéciales dont parle l'art. 4, la compensation s'opère sans difficulté lors du paiement des salaires, car, à ce moment, les deux dettes à compenser seront de même nature, liquidées et exigibles (1).

(1) Art. 1291, C. civ.

2° Mais, supposons que le patron ait simplement confié ces fournitures à son ouvrier sans les évaluer, et que celui-ci les ait perdues ou en ait disposé frauduleusement : lors de l'échéance des salaires, la créance de l'ouvrier est bien liquide et exigible, mais il est possible que celle du patron soit exigible et non liquide.

Pour que la compensation puisse se produire, il faudra que le patron fasse évaluer sa créance en argent, à l'aide d'un jugement de condamnation par exemple. Jusqu'à cette liquidation, le patron ne pourra pas retenir les salaires de son ouvrier pour les compenser avec les dommages-intérêts qui lui sont dus ⁽¹⁾.

Si d'ailleurs le patron, au lieu de fournir en nature les instruments et les matériaux à l'ouvrier, avance à celui-ci l'argent nécessaire pour les acheter, ce qui revient au même, il est juste que la compensation s'opère à son profit de la même façon que précédemment, et c'est ce que décide l'art. 4.

A l'inverse des avances en nature, qui peuvent montrer chez le patron un esprit de lucre, les avances en espèces ne sont pas suspectes et il importait, dans l'intérêt de l'ouvrier, de les rendre possibles dans une certaine mesure; c'est ce que la loi de 1895 a fait, dans son art. 5, en décidant que le patron pourrait se rembourser de ses avances en espèces par une retenue de 1/10 au plus sur les salaires exigibles; d'où il résulte que l'ouvrier aura facilement une avance de son patron dans cette proportion.

(1) Art. 1291, C. civ.

L'art. 4 est-il applicable aux employés comme aux ouvriers ?

Y a-t-il compensation entre les appointements dus à l'employé et les sommes dues par celui-ci à son patron à raison de fournitures diverses ?

L'art. 4 ne parle que des ouvriers ; néanmoins, cet article doit également s'appliquer aux employés, et cela pour plusieurs raisons :

1° L'art. 5 s'applique aux employés, puisqu'il parle d' « appointements ».

Cet article traite de la même façon l'ouvrier et l'employé au point de vue des avances en espèces faites en dehors des cas prévus par l'art. 4, § 3, et, par conséquent, il doit en être de même si ces avances sont faites en nature, au lieu de l'être en espèces ; d'ailleurs l'art. 5, qui renvoie à l'art. 4, est lié intimement avec lui.

2° Le motif pour lequel le législateur a interdit la compensation entre les salaires dus et les fournitures délivrées au salarié existe pour les employés aussi bien que pour les ouvriers : c'est la crainte des abus qui se produisaient par suite du fonctionnement des économats tels qu'ils étaient établis avant la loi de 1895.

3° Le projet présenté par M. Jules Roche, déposé le 16 juin 1891, portait les mots « ouvriers et employés » dans son art. 7, correspondant à l'art. 4 de la loi de 1895.

Le mot « employés » a été, il est vrai, supprimé dans la rédaction définitive ; mais c'est probablement par inadvertance, attendu que personne, ni à la Chambre, ni au Sénat, n'a expliqué la raison de cette suppression.

4° Ne pas admettre la compensation, c'est rentrer dans le

droit commun de la loi de 1895, c'est appliquer le principe d'insaisissabilité édicté par l'art. 1, principe qu'on n'a pas voulu faire fléchir surtout à cause des économats.

5° Enfin, en bonne logique, il n'y a pas lieu de traiter différemment les ouvriers et les employés au point de vue qui nous occupe. On ne verrait pas, par exemple, pourquoi la compensation n'aurait pas lieu entre les salaires dus à un ouvrier et l'habillement que son patron lui aurait fourni, tandis que la compensation s'opérerait entre les appointements dus à un employé et l'uniforme que son administration lui aurait délivré.

On peut d'ailleurs expliquer le silence du législateur dans l'art. 4, à l'égard des employés, de la manière suivante : les employés n'ont pas besoin comme les ouvriers d'outils et de matériaux pour travailler ; dès lors, les cas de compensation que la loi admet exceptionnellement, dans l'art. 4, entre patrons et ouvriers, ne se présentent pas entre patrons et employés.

Or le législateur, dans l'art. 4, avait surtout pour but, non de défendre la compensation, puisque cette défense découlait directement de l'art. 1, mais plutôt de fixer les cas où elle serait exceptionnellement permise, ce qu'il a fait dans la seconde partie de l'art. 4 ; et, n'ayant pas à parler des employés dans cette seconde partie, il n'en a pas davantage parlé dans la première.

L'art. 4 de la loi de 1895 ne défend que la compensation entre la dette du patron pour salaires et la dette de l'ouvrier envers le patron pour fournitures ordinaires.

Mais supposons que le patron soit débiteur de son ouvrier à un titre quelconque, par exemple à titre de dommages-

intérêts pour un accident survenu à l'ouvrier, et que, de son côté, l'ouvrier soit débiteur de son patron par suite d'avances en nature ou en espèces, ou pour toute autre cause; alors, la compensation entre les deux dettes se produira de plein droit, si les conditions légales de la compensation se trouvent réunies⁽¹⁾, ou judiciairement seulement dans le cas contraire. C'est qu'en effet, dans ce cas, ce n'est plus au moyen des salaires que la compensation s'opérera, et par suite le principe de l'insaisissabilité des salaires ne sera pas violé.

Pour la même raison, si l'ouvrier est à la fois créancier et débiteur d'un individu qui n'est pas son patron, la compensation aura lieu dans les conditions déterminées par le Code civil; et, si cet individu ne se trouve pas entièrement désintéressé après la compensation opérée, il ne pourra saisir-arrêter sur le salaire de l'ouvrier que le 1/10 déterminé par l'art. 1, même si sa créance a pour cause les fournitures spéciales et les avances indiquées par les 1^o, 2^o et 3^o de l'art. 4.

En effet, le législateur n'a dérogé à la règle de l'insaisissabilité posée dans l'art. 1 que dans le cas où c'est le patron lui-même qui avance à l'ouvrier les instruments et matériaux indispensables pour son travail; c'est d'ailleurs le cas qui se présente le plus fréquemment.

Le législateur aurait peut-être dû autoriser aussi le tiers livrant à crédit à l'ouvrier les fournitures spéciales visées par l'art. 4, à saisir, pour se rembourser, la totalité des salaires; il ne faut pas oublier, en effet, que l'ouvrier a un intérêt majeur à se procurer les instruments et matériaux dont il a besoin pour son travail; et, en faisant fléchir

(1) Art. 1291, C. civ.

ici complètement le principe de l'insaisissabilité des salaires, la loi aurait permis à l'ouvrier d'obtenir à crédit ces fournitures aussi bien de la main d'un tiers que de celle de son patron.

Le patron jouit, pour sa créance à raison des fournitures spéciales ou avances indiquées dans l'art. 4, d'un mode de recouvrement particulier ; mais sa créance n'est pas privilégiée au sens légal du mot.

Ceci résulte du passage suivant du rapport de M. Régismanset au Sénat :

« La fourniture de matières ou matériaux, dont l'ouvrier a la charge et l'usage, ne saurait être assimilée à une créance ordinaire.....

Ce sont donc là des espèces qui sont de nature à inquiéter nos sentiments d'équité, et on est porté à admettre avec la Chambre qu'elles comportent un mode de recouvrement différent, sinon privilégié. »

D'ailleurs, il n'y a pas de privilège sans texte formel.

Étant donné que la créance du patron n'est pas privilégiée, il en résulte que les art. 1295 et 1298 du Code civil sont applicables.

Le patron a avancé, par hypothèse, à son ouvrier, des fournitures spéciales mentionnées dans l'art 4.

Prenons successivement la cession et la saisie-arrêt, et voyons comment se régleront les droits respectifs du patron et du cessionnaire, puis du patron et du créancier saisissant.

1° Supposons que l'ouvrier ait cédé à un tiers le $\frac{1}{10}$ de son salaire, comme l'art. 2 le lui permet, et qu'il ait signifié cette cession à son patron.

La cession est-elle valable ou nulle?

Il faut distinguer deux hypothèses.

a. Si la signification de la cession a eu lieu avant l'avance de fournitures faite par le patron, cette cession sera valable, et le patron ne pourra opérer la compensation que jusqu'à concurrence des 9/10 restants du salaire⁽¹⁾; en effet, la compensation ne peut se produire qu'entre deux personnes respectivement créancières l'une de l'autre; or, au moment de la signification, l'ouvrier *cédant* était bien créancier du patron *cédé*, mais le cédé n'était pas encore créancier du cédant, puisque les fournitures n'avaient pas encore été livrées.

b. Si la signification de la cession a eu lieu après l'avance de fournitures faite par le patron, la cession sera nulle⁽²⁾, parce que, lors de la signification, la compensation des créances du cédant et du cédé s'était déjà produite; par suite, la créance du cédant contre le cédé avait été détruite et ne pouvait plus être cédée.

Mais, si nous supposons que le patron ait accepté purement et simplement la cession du 1/10 des salaires consentie par son ouvrier, il ne pourra jamais opposer la compensation au cessionnaire, même si sa créance contre son ouvrier était née avant qu'il n'eût accepté la cession⁽³⁾.

Donc, le patron devra retenir le 1/10 du salaire et le remettre au cessionnaire.

Ce résultat se produirait même si l'acceptation du patron n'était pas authentique, mais seulement faite par acte sous seing privé; en effet, si le patron ne peut plus opposer la compensation après avoir accepté la cession, c'est qu'il est censé avoir renoncé implicitement au bénéfice de la compen-

(1) Art. 1295, C. civ., deuxième alinéa.

(2) Art. 1295, C. civ., deuxième alinéa.

(3) Art. 1295, C. civ., premier alinéa.

sation, et cette renonciation implicite résulte tout aussi bien d'une acceptation par acte sous seing privé, que d'une acceptation par acte authentique. L'authenticité n'est exigée que pour rendre la cession opposable aux tiers autres que le cédé.

2° Supposons maintenant qu'un tiers opère une saisie-arrêt sur le 1/10 du salaire entre les mains du patron.

Cette saisie empêchera-t-elle la compensation?

Il faut encore distinguer :

a. Si l'opposition a été signifiée au patron avant l'avance de fournitures spéciales faite par ce dernier, l'opposition produira tous ses effets, et le patron devra retenir le 1/10 pour le créancier opposant, car, au moment où la signification a eu lieu, la créance du saisi contre le tiers-saisi pour fournitures n'était pas encore née, et la compensation ne pouvait, par suite, s'effectuer ⁽¹⁾.

Mais, sur ce 1/10 immobilisé entre ses mains, le patron pourra venir en concurrence, au marc le franc, avec le créancier opposant, à condition qu'un jugement de validité ne soit pas déjà intervenu au profit de ce dernier.

b. Si l'opposition a été signifiée au patron après l'avance de fournitures spéciales par lui faite, cette opposition sera non-avenue, puisque, la compensation s'étant opérée, la créance de l'ouvrier contre son patron n'existait plus et ne pouvait plus par conséquent être l'objet d'une saisie-arrêt.

Si, au contraire, la créance du patron pour fournitures spéciales était privilégiée, la compensation aurait lieu et pro-

(1) Art. 1298, C. civ.

duirait tous ses effets, quelle que fût la date de la naissance de cette créance par rapport à la date des significations de cessions ou d'oppositions faites aux termes des art. 1 et 2 de la loi de 1895.

En effet, en matière de privilège, on considère non la date mais la qualité des créances.

Droit comparé. — Les législations étrangères qui admettent, comme la loi française, le privilège de l'insaisissabilité des salaires, ne font pas d'exception à cette insaisissabilité, même lorsque des instruments de travail et matériaux ont été fournis à l'ouvrier par son patron ; c'est là une disposition qui est spéciale à la loi française.

Cependant la loi autrichienne de 1873 dit dans son art. 4 :

« Pour déterminer la somme qui doit être considérée comme rémunération du travail, il faut déduire et retrancher le montant de ce qui a été dépensé pour les matériaux, et les autres déboursés. »

Mais cela ne veut pas dire que la compensation est permise entre les salaires dus à l'ouvrier et les matériaux qui lui sont fournis par le patron. Le législateur autrichien suppose que l'ouvrier est obligé de faire certaines dépenses de sa poche (achat de matériaux, par exemple) et alors il dit : pour faire le calcul de la quotité saisissable de la rémunération, il faut déduire ces déboursés.

Le législateur norvégien a pourtant dérogé au principe de l'insaisissabilité des salaires dans des circonstances qui se rapprochent de celles que prévoit l'art. 4 de la loi française de 1895.

La loi norvégienne a même généralisé la disposition de

la loi française qui permet au patron de retenir, dans certains cas, les salaires de son ouvrier, pour s'indemniser du préjudice que celui-ci lui a causé par sa faute ⁽¹⁾; cette loi déclare que l'insaisissabilité restera sans application « dans les cas où il s'agira du paiement de dommages-intérêts privés fondés sur un acte préjudiciable volontaire ⁽²⁾ ».

Ainsi, d'après cette loi, lorsqu'un acte volontaire quelconque de l'ouvrier aura causé un préjudice au patron, celui-ci pourra compenser les salaires qu'il doit avec les dommages-intérêts qui lui sont dus; si le préjudice a été subi par un tiers, ce tiers pourra, pour s'indemniser, saisir-arrêter les salaires sans être tenu de respecter les restrictions apportées à la saisie par la loi en question ⁽³⁾.

En ce sens, la loi norvégienne est plus large que la loi française, car elle traite les tiers de la même façon que le patron.

Mais, à un autre point de vue, la loi norvégienne est moins large, car elle n'admet le patron à opérer la compensation que si le préjudice qu'il a subi résulte d'un acte volontaire de l'ouvrier : par exemple d'un détournement de matériaux, d'un abus de confiance; la loi française au contraire permet la compensation au profit du patron, même lorsque l'ouvrier a égaré ou laissé perdre par sa faute, sans qu'il y ait de sa part intention délictuelle, les outils, matières ou matériaux qui lui avaient été confiés et dont il avait la charge et l'usage.

(1) Voir *suprà*, page 165.

(2) Loi du 29 mars 1890, art. 4 (*d*) Norvège.

(3) Art. 1, même loi.

Des avances en espèces

L'art. 5 de la loi du 12 janvier est ainsi conçu :

« Tout patron, qui fait une avance en espèces en dehors du cas prévu par le § 3 de l'art. 4 qui précède, ne peut se rembourser qu'au moyen de retenues successives ne dépassant pas le 1/10 du montant des salaires ou appointements exigibles. La retenue opérée de ce chef ne se confond ni avec la partie saisissable ni avec la partie cessible portée à l'art. 2.

Les acomptes sur un travail en cours ne sont pas considérés comme avances. »

Ainsi, la loi nouvelle distingue trois sortes d'avances faites par le patron à son ouvrier :

1° Les avances en nature de fournitures spéciales indiquées dans l'art. 4 (instruments de travail et matériaux), ou bien les avances de sommes d'argent destinées à acquérir les mêmes fournitures.

Dans ce cas, le patron pourra se rembourser en retenant les salaires ou appointements échus jusqu'à concurrence de leur totalité (sauf les cas de cession ou d'opposition avec les distinctions que nous avons faites) ⁽¹⁾.

2° Les avances en nature de fournitures ordinaires (nourriture, vêtements, etc.).

Le patron ne pourra alors être indemnisé qu'en venant en concours avec les autres créanciers de l'ouvrier sur le 1/10 saisissable de l'art. 1 ; il peut d'ailleurs se faire déléguer le 1/10 cessible de l'art. 2.

(1) Voir *suprà*, p. 170 et suiv.

3° Les avances en espèces pour l'acquisition de fournitures ordinaires.

Alors un $\frac{1}{10}$ des salaires ou appointements échus sera affecté entièrement et exclusivement au patron pour le remboursement de ses avances.

En outre, le patron peut se faire céder le $\frac{1}{10}$ cessible de l'art. 2, et si, avec ces $\frac{2}{10}$, il n'est pas encore complètement désintéressé, il peut venir en concours avec les autres créanciers de son ouvrier ou employé, sur le $\frac{1}{10}$ saisissable de l'art. 1.

La Chambre des députés, lors de la première discussion du projet de loi sur les salaires et petits traitements, n'avait pas adopté cette classification; elle avait décidé que pour ses avances quelles qu'elles fussent, soit en espèces, soit en fournitures d'outils ou instruments nécessaires au travail, de matières ou matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage, le patron pourrait s'indemniser au moyen de retenues sur les salaires ne dépassant pas le $\frac{1}{10}$ du montant exigible et ne se confondant ni avec le $\frac{1}{10}$ cessible ni avec le $\frac{1}{10}$ saisissable.

Le Sénat a estimé, avec raison, que ces diverses espèces ne comportaient pas la même solution.

Nous avons vu pourquoi les avances de fournitures ordinaires rentrent dans le droit commun des créances et ne donnent lieu qu'à la saisie du $\frac{1}{10}$ de l'art. 1 ⁽¹⁾.

Quant aux avances en espèces pour l'acquisition de fournitures ordinaires, elles sont moins nécessaires que les avances de fournitures spéciales ou de sommes d'argent dont parle l'art.

(1) Voir *suprà*, p. 158 et suiv.

4 (1); il était donc légitime d'établir une différence entre ces deux catégories de créances et de ne pas leur donner le même gage; c'est ce qu'a fait la loi de 1895.

Acomptes sur un travail en cours.

L'art. 5, *in fine* dit :

« Les acomptes sur un travail en cours ne sont pas considérés comme avances. »

Il s'agit ici d'un ouvrier qui travaille à la pièce. Le législateur considère ces acomptes comme la rémunération de la portion du travail déjà effectué; par conséquent, ce ne sont pas des avances et l'art. 5 n'est pas applicable; le jour de la paye, le patron ne sera pas obligé, pour se rembourser, de retenir seulement le 1/10 du salaire, mais il versera simplement à l'ouvrier le complément de salaire dont il lui est redevable.

Le législateur veut encourager le patron à donner ainsi des acomptes parce qu'il estime que la paye de l'ouvrier doit avoir lieu le plus souvent possible.

Que décider pour un ouvrier qui travaille à la journée et est paye par exemple tous les quinze jours, ou pour un employé qui est rétribué au mois ou à l'année?

Les acomptes qui sont remis au salarié dans l'intervalle de deux échéances de salaires, ou d'appointements, ne doivent pas non plus être regardés comme des avances et ne tombent pas sous l'application de l'art. 5, alinéa 1.

Cela résulte du rapport fait par M. Roze à la Chambre

(1) Art. 4, 1^o, 2^o, 3^o.

des députés, le 24 décembre 1894, au nom de la commission du travail, et qui contient le passage suivant :

« M. Guillemin avait pensé qu'il était nécessaire, dans l'intérêt de l'ouvrier, de bien préciser ce que le projet entendait dire par « travail en cours » et d'expliquer que les acomptes remis en cours de quinzaine, par exemple, ne pouvaient être considérés comme avances; il avait même déposé un amendement dans ce sens; mais la commission a cru qu'il n'y avait pas lieu de l'accepter, et que le texte du projet était suffisamment explicite.

« Il est bien évident, en effet, que si l'acompte remis sur un travail en cours ne peut être considéré comme avance, *a fortiori* l'acompte remis en cours de quinzaine sur un travail déjà réellement effectué ne saurait l'être non plus. »

A la suite de ces explications, l'amendement de M. Guillemin fut retiré.

Supposons que, le quatrième jour d'une quinzaine en cours, l'ouvrier reçoive la paye de quatre jours; ce ne sera pas une avance, et l'art. 5, alinéa 1, ne sera pas applicable.

Nous supposons, bien entendu, que cet ouvrier a effectué le travail de quatre jours.

Mais si, le quatrième jour de la quinzaine, l'ouvrier reçoit 9 jours de salaire, la somme représentant le salaire de 4 jours sera un véritable acompte, tandis que le salaire des 5 autres jours sera considéré comme une avance dont le patron ne pourra se rembourser qu'en faisant des retenues sur les salaires, suivant les distinctions que nous avons vues plus haut.

Les législations étrangères qui, nous l'avons vu, n'admettent pas d'exception au principe de l'insaisissabilité des sa-

lares même lorsque le patron a fourni à son ouvrier des instruments ou matériaux qui lui sont indispensables, ne font pas, *a fortiori*, fléchir ce principe, lorsqu'il s'agit d'avances en espèces faites par le patron dans un but quelconque. Le patron, dans tous les cas, est traité comme un créancier ordinaire ; ces législations semblent donc avoir négligé l'intérêt très grand que peut avoir l'ouvrier ou l'employé à se faire consentir par son patron des avances sur ses salaires à venir, à condition, bien entendu, que le gage du patron sur ces salaires soit limité raisonnablement, de manière à ne pas trop engager l'avenir ; ces législations ont par trop sacrifié le crédit de l'ouvrier, et la protection un peu excessive dont il est l'objet doit quelquefois se retourner contre lui.

Il résulte de l'économie de la loi du 12 janvier 1895 que les créanciers du salarié soumis à cette loi, ont un droit exclusif sur le $\frac{1}{10}$ saisissable de l'art. 1 ; de même, les cessionnaires, les délégataires de salaires ont un droit exclusif sur le $\frac{1}{10}$ cessible de l'art. 2 ⁽¹⁾.

Enfin, le patron qui a fait des avances en espèces, dans les termes de l'art. 5, peut seul retenir à son profit le $\frac{1}{10}$ dont parle cet article.

Ces trois dixièmes sont donc absolument distincts, de telle sorte qu'il ne peut pas s'élever de conflits entre ces différentes catégories de personnes, puisque chaque catégorie a un gage spécial.

Il est vrai que le patron peut se faire consentir des cessions dans les limites de l'art. 2, ou même concourir avec les autres créanciers sur le $\frac{1}{10}$ saisissable de l'art. 1, si le

(1) Voir *suprà*, p. 146.

1/10 de l'art. 5 ne suffit pas à le désintéresser; mais alors il est considéré non plus comme patron, mais comme simple cessionnaire ou créancier.

Au contraire, nous avons vu que des conflits entre créanciers et patron ou entre cessionnaires et patron sont possibles, lorsque le patron a fait à son ouvrier ou employé des avances en nature ou en espèces, dans les cas spéciaux prévus par l'art. 4 (1).

D'après la loi de 1895, l'ouvrier ou l'employé, dont les appointements ne sont pas supérieurs à 2.000 francs par an, conservera donc certainement et intégralement les 7/10 de son salaire, à moins que son patron ne lui ait consenti des avances dans les cas particuliers de l'art. 4.

§ 6. Caractère de la loi du 12 janvier 1895

Il est bien évident que les dispositions édictées par les art. 1, 2, 3, 4 et 5 de la loi de 1895 sont d'ordre public, c'est-à-dire que les parties ne peuvent pas valablement y déroger à l'aide de conventions spéciales.

Sans cela, ces conventions, qui tendraient à élargir le gage des créanciers que le législateur a mis tant de soin à restreindre, deviendraient bientôt de style, la loi serait lettre morte et le but du législateur, qui est de réserver à l'humble salarié au moins les 7/10 de ses appointements, ne serait pas atteint.

Ainsi, toutes les conventions de cette nature seraient frappées de nullité absolue : par suite, tous les intéressés pour-

(1) Voir *suprà*, p. 170 et suiv.

raient se prévaloir de cette nullité, et le juge devrait même la prononcer d'office.

Certaines lois étrangères prennent soin de déclarer expressément cette nullité ; il en est ainsi de la loi autrichienne du 29 avril 1873, art. 5, de la loi belge du 18 août 1887, art. 1, de la loi norvégienne du 29 mars 1890, art. 8.

Effet rétroactif de la loi du 12 janvier 1895.

Nous avons déjà étudié cette question à propos des fonctionnaires publics et employés civils ; pour les ouvriers et employés dans les établissements particuliers, nous donnons les mêmes solutions ⁽¹⁾, à savoir :

1° Au point de vue de la quotité saisissable, la loi du 12 janvier 1895 a un effet rétroactif parce que c'est une loi d'ordre public.

Par conséquent, si une opposition a été formée, avant la promulgation de cette loi, sur des salaires ou appointements qui tombent maintenant sous son application, l'opposition ne devra porter, dorénavant, que sur la partie saisissable telle qu'elle est déterminée par la loi en question.

2° Mais au point de vue de la quotité cessible, la loi nouvelle n'a pas d'effet rétroactif, car les conventions des particuliers ne peuvent pas être détruites par une loi survenue après leur formation.

Si donc des délégations ont été consenties, avant le 12 janvier 1895, sur des appointements ou salaires régis aujourd'hui par la loi nouvelle, ces cessions produiront leur plein et entier effet, et la quotité cessible ne sera pas réduite aux limites fixées par cette loi.

(1) Voir *suprà*, p. 57 et suiv.

Que décider au point de vue de la saisissabilité et de la cessibilité si les appointements, qui étaient de 2.000 francs au plus au jour de l'opposition ou de la cession faites en vertu de la loi nouvelle, sont portés au-dessus de ce chiffre au cours de l'instance, ou avant le complet désintéressement des créanciers opposants ou cessionnaires, ou si ces appointements, qui étaient primitivement supérieurs à 2.000 francs, viennent à être ramenés à ce chiffre dans les mêmes délais ?

Nous donnerons pour cette question les mêmes solutions que celles que nous avons adoptées à propos des fonctionnaires publics et employés civils ⁽¹⁾.

Observons toutefois que, pour les appointements supérieurs à 2.000 francs, la quotité saisissable n'étant pas limitée par la loi, les parties auront toute latitude pour déterminer les retenues à opérer sur les appointements au cas où ils seraient élevés au-dessus de 2.000 francs par an.

SECTION III

CRITIQUE DE LA LOI DU 12 JANVIER 1895

La loi du 12 janvier 1895 n'a pas été plus tôt votée que, de toutes parts, de vives récriminations se sont élevées contre elle.

Examinons les principales critiques qui ont été formulées, et voyons s'il y a lieu de les accepter.

1° On a dit : la loi du 12 janvier 1895 ne sera favorable qu'aux ouvriers qui gagnent des salaires assez élevés, comme les ouvriers des villes ; quant aux ouvriers agricoles, aux domestiques ruraux, non seulement la loi nouvelle n'amélio-

(1) Voir *suprà*, p. 62 et suiv.

rera pas leur situation, mais bien plus elle leur sera nuisible.

Remarquons tout d'abord qu'en ce qui concerne la saisie-arrêt des salaires des ouvriers agricoles, après comme avant la loi de 1895 elle sera très difficile, parce que ces ouvriers changent de patron pour ainsi dire tous les jours ; il faudrait donc, pour le créancier, opérer autant de saisies que l'ouvrier a eu de patrons, ce qui serait impraticable ; et d'ailleurs, généralement, les salaires de ces hommes de journée sont payés tous les jours, d'où il résulte qu'il n'y a pas de créance susceptible de faire l'objet d'une saisie-arrêt.

Quant aux domestiques ruraux qui sont attachés à une seule ferme ou à une seule culture, avant la loi de 1895 leurs salaires, disent les adversaires de cette loi, n'étaient pas saisis-arrêtés à cause de leur modicité comparée aux grands frais que la saisie-arrêt entraînait ; la loi nouvelle ayant diminué ces frais, il est à craindre, actuellement, que les créanciers pratiquent plus fréquemment des oppositions qui sont rendues plus faciles.

Cette observation peut d'ailleurs s'appliquer d'une manière générale à toutes les oppositions faites sur des salaires peu élevés.

On peut répondre : le législateur a eu en vue de réserver à l'ouvrier des villes ou des campagnes la plus grande partie de son salaire, les 9/10 ; quant au 1/10 saisissable, c'est une portion sacrifiée à l'avance ; peu importe qu'elle devienne, en fait, la proie d'un nombre plus ou moins grand de créanciers.

Il est vrai que les frais à payer par le débiteur augmenteront avec le nombre des oppositions, mais il s'établira certainement un équilibre ; le nombre des opposants se mettra

en rapport avec la somme qu'ils auront à se partager. On a peine, en effet, à concevoir qu'un créancier, sachant qu'il ne touchera qu'une somme dérisoire, pratique une opposition sur le salaire de son débiteur uniquement pour avoir le malin plaisir de lui occasionner des frais, et si ce fait se présente, il sera certainement exceptionnel.

2° La loi nouvelle, disent encore ses détracteurs, nuira aux ouvriers et employés au point de vue suivant :

Les saisies-arrêts devenant plus fréquentes, le patron, pour ne pas s'astreindre à remplir les formalités qui lui sont prescrites par la loi, congédiera ceux de ses employés dont les salaires seront frappés d'oppositions.

Il paraît même que cette manière de procéder est déjà entrée complètement dans les mœurs de certaines grandes administrations.

Mais, est-ce la loi ou ces administrations qu'il faut critiquer?

Le législateur est entré résolument dans la voie du progrès humanitaire et démocratique; il y a lieu de regretter que quelques-uns, parmi ceux que la fortune rend puissants, ne suivent pas son élan, et continuent à se renfermer dans un égoïsme étroit qui n'est plus en rapport avec les tendances actuelles.

3° La critique la plus sérieuse qu'on ait faite contre la loi nouvelle a pour objet la diminution de crédit que cette loi fait subir à ceux qu'elle régit; on dit qu'en rendant les salaires de l'ouvrier incessibles et insaisissables on ruinera son crédit.

Le moment est venu de répondre à cette objection que nous avons rencontrée plusieurs fois déjà, en étudiant la loi nouvelle.

Remarquons d'abord que le crédit de l'ouvrier ne sera pas anéanti, mais seulement limité; en effet, d'après la loi du 12 janvier 1895, l'ouvrier peut toujours disposer des $\frac{3}{10}$ de son salaire; de plus, son crédit lui est conservé chez son patron dans les cas où précisément il lui est le plus nécessaire : s'il s'agit d'outils ou de matériaux indispensables pour son travail, il peut facilement se les procurer à crédit chez son patron, nous l'avons vu.

Au sujet de la situation faite à l'ouvrier par la loi nouvelle et des conséquences résultant pour lui de l'insaisissabilité et de l'incessibilité de ses salaires, M. Jules Simon s'exprimait en ces termes à la commission du travail :

« Nous envisageons ces conséquences sans aucun effroi, nous croyons le procédé du comptant préférable au crédit, nous pensons que l'habitude de payer ses dépenses en même temps qu'on les fait est d'ordre moral, et, qu'à tous les points de vue, il est du plus grand intérêt pour l'ouvrier qu'il en soit ainsi. »

Les bons esprits ont, en effet, toujours pensé que les dépenses journalières doivent être réglées au comptant, non seulement parce que cette manière de procéder est d'ordre moral, mais encore parce qu'elle est d'ordre économique.

Le crédit se conçoit pour la production, pour les entreprises surtout; il est indispensable dans ce cas, car, sans lui, aucune entreprise ne pourrait commencer à moins de capitaux considérables; mais, quand il s'agit de dépenses nécessitées par la vie matérielle, de dépenses journalières de consommation, il n'en est plus de même, et l'intérêt bien entendu de chacun exige que les dépenses de cette sorte soient réglées immédiatement.

L'ouvrier surtout, qui gagne son pain au jour le jour, a tout intérêt à payer au comptant les dépenses qu'il fait pour son entretien et celui de sa famille ; pour lui, le gain d'un jour doit suffire, et même au delà, à la vie d'un jour, sans cela, la gêne apparaît fatalement à un moment donné.

D'ailleurs, est-ce que l'ouvrier profite toujours de ce crédit illimité que les adversaires de la loi nouvelle auraient tant voulu lui conserver, et n'en est-il pas, au contraire, le plus souvent la victime ?

A ce propos, M. Chovet, lors de la discussion de la loi nouvelle au Sénat, le 27 novembre 1894, disait :

« Le crédit, Messieurs, n'est pas toujours favorable à l'ouvrier. A ce sujet, je citais à mes collègues de la commission un charmant petit livre de Benjamin Franklin, intitulé l'art de s'enrichir.

« Pour s'enrichir, dit Franklin, il faut être travailleur, économe, et surtout ne pas acheter à crédit. Souviens-toi, mon ami, que tes pires ennemis, disait-il à un ouvrier, ce sont ceux qui te vendent à crédit, ce sont d'abominables usuriers ! »

« Il semblerait en vérité que Franklin, à plus de cent ans de distance, ait eu comme l'intuition de ces lamentables désastres que sèment après elles, parmi la classe ouvrière, toutes ces grandes maisons de crédit à outrance, qui vont chercher l'ouvrier depuis la mine jusque dans la mansarde, l'obligent souvent à acheter des choses dont il n'a pas besoin, puis, le jour de l'échéance venu, on sait ce qui se passe ! Les prévisions de Benjamin Franklin se trouvent aujourd'hui dépassées. »

Il semble donc que la loi nouvelle, qui diminue le crédit de

l'ouvrier, va nuire surtout à ces grandes maisons d'abonnement dont parle M. Chovet, et, si cela était, on ne pourrait que s'en réjouir.

C'est qu'en effet, ces maisons, qui tendent aujourd'hui à prendre un développement considérable, sont funestes à divers points de vue : Sans parler du peu de respect qu'ils professent généralement pour la probité et pour la loyauté commerciales, ces établissements constituent un danger social, car ils mettent à la portée du modeste travailleur, ils l'engagent à acheter des objets dont il n'a pas besoin ; ils lui donnent des goûts de luxe et de dépense que ses humbles ressources ne lui permettent point de satisfaire, et qui, souvent, sont pour lui le point de départ de beaucoup de misères et d'erreurs.

Enfin, ces maisons d'abonnement constituent un grand danger économique, car elles tendent à la suppression de l'épargne, cette source féconde de prospérité industrielle et commerciale, et, partant, de richesse nationale.

4° Un reproche qu'on fait encore à la loi nouvelle, c'est celui de créer des inégalités sociales.

En effet, nous avons vu que ceux qui représentent une ou plusieurs maisons de commerce et reçoivent un tant pour cent sur les affaires qu'ils font, ne doivent pas être considérés comme des employés ou des commis ; par suite, la créance qu'ils ont contre leur patron n'est pas une créance d'appointements et peut être saisie-arrêtée pour la totalité, car la loi de 1895 est hors de cause.

D'autre part, les petits propriétaires ruraux peuvent se voir enlever, par la saisie, toutes leurs terres jusqu'à la dernière parcelle. Cela se présente surtout lorsque ces terres,

ayant été hypothéquées, ont perdu beaucoup de leur valeur lors de l'échéance de la dette hypothécaire; dans ces dernières années, particulièrement, on a vu se produire de grands désastres : les récoltes étaient mauvaises ou se vendaient mal; une grande baisse sur la propriété foncière est survenue, en sorte que tous les biens hypothéqués pour une même dette ont été vendus pour acquitter cette dette, alors que, primitivement, la moitié de ces biens eût suffi pour désintéresser les créanciers.

On voit donc que la loi de 1895 fait à ces deux catégories de travailleurs une situation plus mauvaise que celle qu'elle crée pour les ouvriers et employés, et cependant, ils sont dignes du même intérêt, car, eux aussi, ils vivent uniquement de leur travail. Les mêmes raisons d'humanité qui ne veulent pas qu'un ouvrier soit privé, par ses créanciers, de tous ses salaires, c'est-à-dire de tous ses moyens d'existence, s'opposent également à ce qu'un paysan se voie enlever intégralement par la saisie les quelques lopins de terre qu'il possède, et qui lui permettent de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille.

Mais, est-ce à dire que la loi de 1895 soit mauvaise, parce qu'elle crée ces inégalités de condition?

En aucune façon; c'est au législateur, qui a entrepris de protéger les petits travailleurs, de poursuivre hardiment le but qu'il s'est proposé, et de ne pas s'arrêter en si beau chemin; déjà le parlement est saisi de plusieurs projets de loi qui déclarent insaisissables le domaine familial du paysan, c'est-à-dire la maison d'habitation avec une petite quantité de terres, c'est le *homestead* américain.

Lorsque le législateur, poursuivant son acheminement

vers un idéal d'équité et d'humanité qui doit être le but suprême de ses efforts, aura voté ce projet de loi, la condition des petits propriétaires ruraux sera analogue à celle des ouvriers et employés.

Dans un même ordre d'idées, mentionnons que le législateur autrichien a adopté une disposition qui est empreinte d'un esprit très large et très libéral.

La loi autrichienne du 29 avril 1873 déclare, en effet, insaisissables, dans une certaine mesure, non seulement les gages, salaires, et appointements des ouvriers et employés, mais encore les honoraires et d'une manière générale « toutes les rémunérations des travaux ou des services auxquels les débiteurs consacrent exclusivement ou habituellement leur activité professionnelle ».

Ainsi, d'après cette loi, les honoraires des artistes, ceux des médecins, etc., sont aussi bien soustraits aux rigueurs des poursuites des créanciers que les salaires de l'ouvrier. Et cela est très rationnel, car, en somme, il est légitime et humain qu'un travailleur intellectuel puisse vivre de sa profession comme un travailleur manuel.

En résumé, le législateur n'a pas nui à l'ouvrier en limitant son crédit, en le réduisant à de sages proportions, car, nous l'avons vu, partout où le crédit à outrance existe pour l'ouvrier, on trouve aussi l'usurier qui le guette et qui devient bientôt le seul bénéficiaire de ce crédit.

D'ailleurs, selon l'expression de MM. Chevreton et Schaffhauser ⁽¹⁾, « il existe une corrélation nécessaire entre les sûretés fournies par un débiteur et la quotité du crédit

(1) *Lois nouvelles*, 15 janvier 1895, p. 3.

qui lui est accordée. L'idéal consiste dans une juste pondération des deux éléments en présence ».

Le législateur de 1895 a-t-il atteint cet idéal?

Nous voulons l'espérer; et si, par suite de circonstances malheureuses, telles que maladies, chômages, etc., l'ouvrier venait à être dénué de ressources, et ne pouvait plus vivre momentanément faute de crédit, il trouverait alors un auxiliaire précieux dans les sociétés de crédit mutuel, d'assurances mutuelles, ou encore de secours mutuels, institutions qui répondent à un véritable besoin social et que le législateur ne saurait trop encourager.

En définitive, la loi du 12 janvier 1895, quoi qu'en disent ses détracteurs, est une loi excellente et franchement démocratique qui, selon les termes de M. Emion ⁽¹⁾, « honore à la fois et les ministres qui l'ont proposée, et les Chambres qui l'ont votée ».

Aussi bien, cette loi si décriée a donné satisfaction à divers intérêts de premier ordre qu'il importe de mettre en lumière :

1° D'abord, l'intérêt bien entendu du créancier lui-même exige que les salaires de son débiteur ne soient pas saisis intégralement; sans quoi, ce débiteur ne pourrait plus donner tous ses soins à sa tâche journalière, il perdrait sa place, et, en même temps, le créancier verrait s'évanouir son principal, sinon son unique gage.

2° L'intérêt de l'industrie est aussi sauvegardé par la loi nouvelle; en effet, si l'ouvrier n'est pas assuré d'avoir pour lui-même une certaine partie de son gain, il se décourage, ne

(1) *La saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements*, p. 55.

travaille plus, et c'est l'industrie qui souffre la première de cet état de choses.

Aussi, a-t-on vu en Autriche, en 1873, les patrons eux-mêmes intervenir et demander instamment au législateur de protéger le salaire de l'ouvrier contre la rigueur ordinaire des droits des créanciers.

3° A un point de vue simplement humanitaire, il est équitable qu'un homme puisse vivre du produit de son travail ; or, saisir la totalité des salaires de l'ouvrier ou du petit employé, c'est le priver de son unique moyen d'existence, moyen qu'il tire de ses propres forces ; c'est, comme on l'a dit très justement et très énergiquement à la Chambre, lui enlever « le droit au pain qu'il gagne, droit qui est imprescriptible ».

4° L'intérêt de la société elle-même était également engagé à un haut degré dans la réforme nouvelle ; en effet, l'ouvrier, qui a la perspective d'être complètement dépouillé de son salaire à cause des dettes qu'il a pu contracter, perd le goût au travail ; alors il se jette dans la débauche et dans le vice, et de là dans le crime.

Enfin nous estimons que le législateur, en votant la loi nouvelle, a servi encore d'une autre façon la cause de la société.

Cette loi nouvelle fait partie d'un ensemble de dispositions législatives, malheureusement encore pour la plupart à l'état de projets, (loi sur la responsabilité du patron dans les accidents de travail, sur les assurances obligatoires, sur les règlements d'atelier, sur les syndicats professionnels, etc.), qui, toutes, ont pour but d'améliorer la situation matérielle de l'ouvrier, de rendre plus douces les conditions de son exis-

tence, comme la loi sur l'instruction gratuite et obligatoire a rehaussé son niveau intellectuel. On peut donc espérer que, mieux instruit de ses droits, mais aussi de ses devoirs, jouissant d'une vie matérielle plus facile et plus heureuse, l'ouvrier sera moins disposé à adopter sans les discuter, sinon sans les comprendre, les doctrines excessives et malsaines que des exaltés voudraient mettre en pratique par tous les moyens, même par la violence.

CHAPITRE IV

Droit international

Jusqu'ici, nous avons supposé que le titulaire des appointements se voyait saisir ses émoluments par un créancier dans le pays où il avait contracté sa dette et loué ses services.

Dans ce cas, pas de difficulté : une seule loi est susceptible d'être appliquée.

Mais on peut imaginer diverses hypothèses plus compliquées dans lesquelles il est possible d'entrevoir des conflits de lois, étant donné que les lois relatives à l'insaisissabilité et à l'incessibilité des appointements ne sont pas identiques dans les différents pays, et contiennent même des divergences assez sensibles.

Il est certain que la saisie-arrêt sur les appointements d'un débiteur devra toujours être pratiquée dans le pays où ces appointements seront payés, en observant les règles de procédure admises dans ce pays.

Mais on peut se demander, dans certains cas, quelles lois il conviendra d'appliquer pour fixer la quotité saisissable et la quotité cessible des appointements.

Par exemple, le débiteur a contracté une obligation dans un certain pays, et il reçoit des appointements dans un autre pays ; son traitement, au point de vue qui nous occupe, se-

ra-t-il régi par la loi du pays où la dette a été contractée, ou bien par celle du pays où la saisie-arrêt devra être pratiquée, ou encore par celle de la nation du débiteur saisi?

De même, un patron embauche des ouvriers dans un certain pays, et les fait travailler dans un autre où il leur paie des salaires; faudra-t-il appliquer à la détermination dont nous parlons, la loi du pays où le contrat de louage de services a été conclu, ou bien celle du pays où les salaires sont payés, ou encore la loi nationale du débiteur?

Avant tout, une question préjudicielle se pose :

La loi du 12 janvier 1895 a-t-elle le caractère d'une loi réservée aux nationaux de telle sorte que les étrangers travaillant en France se verraient refuser, en vertu de l'art. 11, C. civ., la jouissance du privilège établi par cette loi?

D'après le système admis par la jurisprudence, l'art. 11, C. civ., distingue deux catégories de droits : les droits dérivant de la loi positive qui sont réservés aux Français, et les droits, ayant leur source dans le droit naturel, dont la jouissance est accordée aux étrangers comme aux Français.

Nous croyons que le bénéfice d'insaisissabilité et d'incessibilité, établi par la loi de 1895, fait partie de cette dernière catégorie de droits qui peuvent être invoqués en France par les étrangers; en effet, ce bénéfice est de droit naturel, car il est légitime que tout travailleur, quelle que soit sa nationalité, puisse conserver une partie de ses salaires pour subvenir à ses besoins; d'ailleurs, ce bénéfice est admis dans les principales législations européennes, ainsi que nous l'avons vu.

S'il s'agit au contraire d'un Français travaillant en pays étranger, il ne pourra invoquer le bénéfice établi par la loi

du 12 janvier 1895 que s'il existe dans ce pays une loi analogue.

A. Ceci posé, considérons d'abord la quotité saisissable.

Nous pensons que la loi qui doit fixer la quotité saisissable des appointements est celle du pays où le salarié travaille et réside, où la saisie-arrêt est pratiquée.

En effet, il s'agit ici d'une loi relative à une voie d'exécution forcée, et l'ordre public est certainement intéressé.

Si le législateur d'un pays a établi l'insaisissabilité totale ou partielle des traitements et salaires, il a eu pour but de pourvoir à l'intérêt général, à l'intérêt de la société, tel qu'il l'a compris et envisagé, et suivant son opinion, cet intérêt serait compromis par l'application d'une loi étrangère.

Si, au contraire, ce législateur n'a pas admis le principe de l'insaisissabilité des appointements, c'est qu'il a estimé qu'il était nécessaire, au point de vue économique, de laisser l'intégralité des appointements du débiteur dans le gage de ses créanciers, et il faut respecter cette manière de voir.

Ainsi, dans chaque pays, la loi qui détermine la quotité saisissable des appointements et salaires est une loi d'ordre public, dont l'application s'impose aux étrangers.

La loi qui fixera la quotité saisissable sera donc celle du pays où les salaires seront payés et la saisie-arrêt pratiquée.

Remarquons que, s'il s'agit des traitements des fonctionnaires ou employés de l'État, il y a encore plus de raisons pour appliquer la loi que nous proposons; en effet, dans ce cas, ce n'est plus seulement l'intérêt social qui est en jeu, mais en outre l'intérêt de l'État, le bon fonctionnement des services publics; la souveraineté de l'État serait donc encore

plus directement atteinte par l'application d'une loi étrangère.

B. Voyons maintenant la quotité cessible.

La question de savoir quelle loi déterminera la quotité cessible des appointements est plus délicate ; en effet, il ne s'agit plus, comme précédemment, d'une voie d'exécution forcée, mais d'une convention entre particuliers, et, plus spécialement, d'un acte de disposition.

Or, les lois qui règlent les actes de disposition sont relatives à la capacité des personnes ; par conséquent, elles sont de statut personnel, et doivent suivre la personne partout où elle se trouve.

On pourrait donc soutenir que la quotité cessible des appointements doit être déterminée par la loi nationale du cédant.

Cependant, nous croyons que, comme la quotité saisissable, la quotité cessible doit être fixée par la loi du lieu où le salarié travaille.

En effet, en déterminant la quotité cessible des salaires, comme en fixant leur quotité saisissable, le législateur de chaque pays a eu en vue l'intérêt social plus que l'intérêt particulier du salarié ; et, pour cette détermination, il a dû tenir compte des conditions économiques qui existaient dans le pays où il légiférait, puisque le but qu'il poursuivait était de laisser au salarié la portion de son salaire nécessaire à son existence et à celle de sa famille.

La loi qui fixe, dans chaque pays, la quotité cessible des appointements, est donc aussi une loi d'ordre public ; elle a pour but de pourvoir à l'intérêt général, d'après l'idée plus ou moins exacte que le législateur s'en est faite, et cet inté-

rêt général pourrait être compromis par l'application d'une législation étrangère qui n'aurait pas hésité, par exemple, à admettre la cessibilité pleine et entière des salaires.

Nous concluons donc, en droit, qu'il faut déterminer la quotité saisissable et la quotité cessible des appointements d'après la loi du pays où le salarié exerce sa profession.

Le Président de la thèse,

CH. LYON-CAEN.

Vu par le Doyen,

COLMET DE SANTERRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	1

CHAPITRE I

Règles communes à tous les traitements incessibles et insaisissables. .	11
SECTION I. — Définition et montant des traitements incessibles et insaisissables	11
SECTION II. — Des traitements futurs	26
SECTION III. — Durée du bénéfice de l'insaisissabilité	35

CHAPITRE II

Des traitements des fonctionnaires et employés publics, civils et militaires	37
SECTION I. — Historique	37
SECTION II. — Fonctionnaires publics et employés civils	41
§ 1. Personnes garanties	41
§ 2. Innovations de la loi du 12 janvier 1895	54
§ 3. Portée de l'insaisissabilité	67
§ 4. Incessibilité des traitements	73
SECTION III. — Militaires et marins de l'État	83
§ 1. Militaires de l'armée de terre	83
1 ^o Insaisissabilité des traitements	83
2 ^o Incessibilité des traitements	90
§ 2. Marins de l'État	93
1 ^o Insaisissabilité des traitements	93
2 ^o Incessibilité des traitements	96

CHAPITRE III

	Pages.
Des appointements des employés particuliers et des salaires des ouvriers.....	400
SECTION I. — Pratique antérieure à la loi du 12 janvier 1895.....	400
SECTION II. — Commentaire de la loi du 12 janvier 1895.....	410
§ 1. Sphère d'application de la loi.....	410
§ 2. Fixation de la quotité saisissable.....	432
§ 3. De l'incessibilité des appointements et salaires..	442
§ 4. Exceptions aux règles de l'insaisissabilité et de l'incessibilité.....	450
§ 5. De la compensation entre employeur et employé.	458
§ 6. Caractère de la loi du 12 janvier 1895.....	480
SECTION III. — Critique de la loi du 12 janvier 1895.....	482

CHAPITRE IV

Droit international.....	493
--------------------------	-----

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



BAR-LE-DUC